© Hervé Lequeux, FSE Barcelone 2003.

Humanitaire
enjeux pratiques débats

> Numéro 15

Avec :
Patrick Aeberhard • Julie Ancian • Jean Baisnée • Michel Brugière • Didier Cannet • Robert Chaouad • Bleuenn Isambard • Estelle Kramer • Hervé Lequeux • Denis Maillard • Gustave Massiah • Hugues Maury • Benoît Miribel • Gautier Pirotte • Henri Rouillé d'Orfeuil • François Rubio • Philippe Ryfman • Pierre Salignon • Isabelle Sommier • Général Thomann • Françoise Torgue • Chico Whitaker

Revue éditée par *Médecins du Monde*

9,15 €

Humanitaire • Automne/hiver 2006 • Numéro 15 • Humanitaires contre Alters ?

Humanitaire
enjeux pratiques débats

> Automne/hiver 2006

N°15

Humanitaires contre Alters ?

Sommaire

p. 2 **Editorial** > par Boris Martin

p. 4 **Retour sur ...**

L'épisode humanitaire roumain, par Gautier Pirotte

p. 10 **Dossier**

Humanitaires contre Alters ?

• **Table ronde** animée par Denis Maillard
Avec : Henri Rouillé d'Orfeuil, Gustave Massiah, Chico Whitaker, Michel Brugière, Estelle Kramer

• **Humanitaires et altermondialistes**, par Gustave Massiah

• **La galaxie altermondialiste : un espace coopératif fait de rivalités**, par Isabelle Sommier

• **« On parle de choses différentes »**, entretien avec Pierre Salignon, directeur général de Médecins sans Frontières-France

• **Humanitaires contre Alters : un vrai faux débat ?**, par Julie Ancian

• **Faut-il choisir entre humanitaires et altermondialistes ?**, par Chico Whitaker

Les opinions émises dans la revue *Humanitaire* n'engagent que leurs auteurs

Revue éditée par
Médecins du Monde

Humanitaire

Automne/hiver 2006

Rédacteur en chef
Boris Martin
email : boris.martin@medecinsdumonde.net

Directeur de la publication
Pierre Micheletti, président de *Médecins du Monde*

Comité de rédaction
Claude Aiguesvives • Karl Blanchet • Didier Fassin • Hélène Flautre • Pierre Gassmann • Nathalie Herlemont-Zoritchak • Sidiki Kabba • Denis Maillard • Sami Makki • Gustave Massiah • Benoît Miribel • François Rubio • Philippe Ryfman • Pierre Salignon • Olivier Weber

Conception graphique
François Despas

Corrections
Magali Martija-Ochoa

ISSN : 1624 - 4184

Dépôt légal : novembre 2006

Imprimé avec des encres végétales par l'imprimerie *Escourbiac*. Engagée dans le développement durable, cette imprimerie préserve l'environnement et recycle tous ses déchets.

Toute reproduction intégrale ou partielle de la présente publication, quelle qu'en soit la forme ou le support, est interdite sans l'autorisation préalable et expresse de la revue ainsi que du ou des auteurs concernés.

Revue *Humanitaire*
Médecins du Monde
62, rue Marcadet 75018 Paris
Téléphone : 01 44 92 13 87 - Télécopie : 01 44 92 14 40
email : revue.humanitaire@medecinsdumonde.net

Regard de photographe

Photo et texte issus du livre *Altermondialistes, Chronique d'une révolution en marche*, avec des photos de Hervé Lequeux et Alexandre Girod, des textes de Loïc Abrassart et Cédric Durand, Éditions Alternatives, 2006.

De l'espoir plein les yeux

La colombe dans nos cœurs

Subtile est notre révolte

La revue Humanitaire *remercie les Éditions Alternatives et les auteurs de l'ouvrage.*

p. 62 **Actualités**

• **La vérité tue, Anna Politkovskaya réduite au silence pour avoir parlé**, par Bleuenn Isambard

• **Humanitaire et militaire**, par Patrick Aeberhard, Général (2S) Thomann et Robert Chaouad

• **Reconstruction post-conflit des systèmes de santé : le cas de la RDC**, par Didier Cannet

• **Darfour : l'action humanitaire en sursis ? Nos représentations de la crise en question**, par Pierre Salignon

• **Révoltés et déterminés !**, par Benoît Miribel

p. 96 **Lire**

Mode d'emploi pour changer le monde • Altermondialistes en mots et en photos • Les ONG diplomates ? • La microfinance : état des lieux • Améliorer la qualité des programmes • En bref, dernières nouvelles du monde… • Renvoyer les idées reçues

p. 111 Abonnement

Regard de photographe
Hervé Lequeux

Les vrais ennemis

> Par Boris Martin
Rédacteur en chef

Humanitaires contre Alters ? Ce nouveau numéro de la revue Humanitaire se propose d'examiner, d'interroger les relations entre le mouvement humanitaire et le mouvement altermondialiste. Le titre volontairement provocateur que nous lui avons donné renvoie au désir – pourquoi le nier ? – que nous avions avec Denis Maillard, le pilote de ce dossier, de susciter la confrontation amicale entre deux mouvements qui se jugent, se jaugent, se côtoient, feignent parfois l'union qu'ils vivent souvent à reculons, pour mieux comprendre ce qui les rapproche ou les divise. Oui, rien de mieux sans doute que de voir en l'autre un ennemi pour faire émerger les piliers de l'action commune tout en s'appuyant sur les divergences fondatrices. Dialectique hégéliano-marxiste basique que ne démentiraient pas nombre d'animateurs de l'un et l'autre des mouvements…

Las !, aurions-nous pu hurler en recevant les articles de nos contributeurs et en écoutant les interventions des invités de notre table ronde. Nous nous attendions – nous espérions ?, oui, peut-être – à de farouches empoignades, à des accusations de trahison à la Cause, à de solides marquages de territoires et nous découvrîmes que finalement, non, tout le monde s'appréciait et qu'avec le recul du temps les hésitations du départ révélaient une belle cohérence... A croire en effet que tout va bien dans le meilleur des (autres) mondes possibles entre les humanitaires et les altermondialistes.

Caricature dont nous forçons, bien sûr, le trait mais qui suggère au lecteur de la revue les clés d'interprétation des débats qui s'offrent ici à lui. Non, tout ne va pas bien dans le pire des mondes dans lequel nous vivons. Les textes qui forment ce dossier nous en ont appris beaucoup sur ces trajectoires parallèles (les articles de Gustave Massiah, Julie Ancian ou Chico Whitaker), mais ils en disent tout aussi long (à travers les articles d'Isabelle Sommier ou l'entretien avec Pierre Salignon) sur les raisons pour lesquelles les droites ne

se rejoignent pas aussi facilement. S'il est une chose dont ce numéro témoigne avec force, c'est que les humanitaires et les altermondialistes doivent se parler davantage et renoncer à la langue de bois qu'ils dénoncent souvent mais qu'ils pratiquent volontiers.

Mais que vaut finalement une bataille d'arguments dans le confort – certes parfois relatif – de nos organisations respectives face à des événements qui nous rappellent l'engagement de certains d'entre nous ? Au moins une salutaire leçon d'humilité. Modestie, oui, face à ceux qui agissent, qu'ils soient altermondialistes dans les Forums sociaux, humanitaires sur leurs missions ou journalistes dans les colonnes de leurs journaux. Dans ses films et ses livres – en particulier l'*Etoile du Soldat* qu'il écrivit avant de réaliser – Christophe de Ponfilly, compagnon de route des humanitaires, dénonçait à sa manière la logique des Etats qui prend en otage les hommes. Nous lui rendions hommage dans notre précédent numéro (Hors série n°3, été 2006) après avoir appris sa disparition. Nous étions alors encore sous le choc de l'annonce de l'assassinat de dix-sept employés d'Action contre la Faim au Sri-Lanka. Entre-temps, nous apprenions l'assassinat à Moscou d'Anna Politkovskaya, journaliste russe dont le travail courageux et acharné avait été d'une aide incommensurable pour tous ceux qui tentent de sortir le conflit tchétchène des mors de l'oubli.

Alors, oui, nous avons feint, le temps d'un numéro d'opposer dos-à-dos ceux qui, de manière différente, parfois concurrente, tentent de replacer l'humain au centre de nos sociétés. Mais ne nous trompons pas de cible : les vrais ennemis de l'humanitaire – et derrière celui-ci, de l'Homme – ce sont ceux qui ont abattu froidement Anna Politkovskaya et les employés sri-lankais d'Action contre la Faim.

L'épisode humanitaire roumain

> Par Gautier Pirotte

Dans la chronologie des hauts faits de l'action humanitaire, l'épisode roumain tient bien peu de place, coincé entre l'intervention liée au tremblement de terre en Arménie de décembre 1988 et le soutien aux populations kurdes du Nord de l'Irak dans la foulée de la première guerre du Golfe, en avril 1991. Pourtant cet épisode n'est pas dénué d'intérêts pour qui s'intéresse à l'évolution du secteur de l'aide humanitaire. On voudrait ici replacer cet épisode dans les mémoires et tenter de le resituer dans l'historiographie de l'action humanitaire en soulignant quelques-unes de ses caractéristiques les plus importantes.

L'urgence post révolutionnaire

On traite ici de l'épisode humanitaire roumain mais sans doute faudrait-il en parler au pluriel. On peut en effet dégager deux périodes distinctes de l'intervention des acteurs de l'humanitaire en Roumanie postcommuniste. Tout d'abord, une première intervention s'organise dès l'effondrement du régime de Nicolae Ceausescu, le 25 décembre 1989. Ce premier épisode présente des caractéristiques remarquables. Rappelons tout d'abord qu'en 1989, la Roumanie fut le seul pays de l'ancien Pacte de Varsovie à connaître un changement de régime aussi violent et médiatisé. Cette violence fut exprimée en direct à la télévision un peu partout dans le monde à l'occasion des fêtes de fin d'année

1989. Cette brutalité, contrastant avec la « révolution de velours » tchécoslovaque notamment, et cette médiatisation en plein cœur de Noël eurent le mérite d'attirer la compassion. La réponse humanitaire fut rapide et massive. En quelques semaines, des milliers de tonnes de vêtements, de nourriture, de médicaments, de jouets furent acheminés créant de véritables embouteillages et une gêne dans la distribution sur place. Cette aide massive et rapide s'explique par plusieurs facteurs. Outre l'époque particulière de Noël, il existe également un *sfumato* autour des « événements de décembre 89 », et plus particulièrement sur le décompte du nombre de victimes, lors de la répression de la manifestation de Timisoara du 22 décembre et du « soulèvement populaire » dans les jours suivants à Bucarest. Les nouvelles autorités du Front du Salut National ont donné dans un premier temps des chiffres pour le moins fantaisistes : 4 360 morts pour les événements initiaux à Timisoara, plus de 5 000 à Bucarest durant les jours de la Révolution, et même près de 60 000 victimes sur tout le pays ! En réalité, les victimes seront bien moins nombreuses (en juin 1990, le décompte était de 1 033 morts et 2 198 blessés) au point que très rapidement les médecins et chirurgiens dépêchés en toute hâte sur les lieux furent réduits au chômage technique. Ces chiffres alarmistes furent d'abord pris au sérieux parce qu'ils venaient, en apparence, objectiver une vision misérabiliste de ce pays communément admise depuis la seconde moitié des années 1980.

Un pays à l'image misérabiliste

En effet, alors que depuis quelques années soufflait sur l'Est de l'Europe le vent de la *glasnost* (transparence) et de la *perestroïka* (restructuration), le régime de Nicolae Ceausescu apparaissait de plus en plus comme le dernier bastion du stalinisme dans cette partie du monde. A l'Ouest, la presse ne cessait de souligner les situations de pénuries auxquelles étaient confrontés quotidiennement les Roumains au nom d'un plan d'austérité lié à la politique de réduction de la dette extérieure à zéro. Les dénonciations des entorses aux droits de l'Homme se multipliaient et le caractère ubuesque du régime culmina en mars 1988 avec l'annonce de la reprise du plan de systématisation qui, au nom d'une gestion plus rationnelle des terres cultivables, prévoyait la destruction de 8 000 villages et leur remplacement par 558 cités agro-industrielles.
C'est dans ce contexte que prit forme à Bruxelles une initiative qui se répandit dans plusieurs pays d'Europe (France, Suisse, Angleterre, Pays-Bas mais aussi Pologne et Hongrie). Elle

consistait dans « l'adoption-bouclier » de villages roumains menacés par des communes européennes qui acceptaient ainsi de se porter garantes de leur avenir. Si les effets de cette activation citoyenne furent peu ressentis[1] en Roumanie communiste, l'opération Villages Roumains (OVR) permit à l'Ouest d'alimenter l'intérêt pour la situation vécue dans ce pays par de nombreuses activités à l'échelon des municipalités. Dès lors, aussi subit que fut l'effondrement du régime de Ceausescu, l'opinion publique occidentale était quelque peu préparée à la catastrophe. Par ailleurs, dans le champ humanitaire, la réponse à la « crise » était déjà en préparation au sein de certaines organisations quand l'urgence survint. Médecins du Monde, sans doute plus au fait de la situation roumaine par son insertion dans le mouvement OVR, avait mis sur pied, dans les semaines précédentes, un pont humanitaire composé d'équipes postées à quelques encablures des postes frontières en Bulgarie et en Yougoslavie. De même, MSF-Belgique et MSF-France avaient organisé, dans les mois précédent la chute du *Conducator*, de discrètes missions de reconnaissance sous couvert de séjours touristiques.

[1] Durant l'année 1989 car la première décision prise par le nouveau régime du Front de Salut National fut de dénoncer le plan de systématisation.

L'aide fut si massive que les canaux de distribution classique furent bien vite dépassés par un réseau populaire. L'opération Villages Roumains, dès sa création et son extension à l'échelon européen, donna naissance à une multitude de comités locaux où s'activaient les autorités locales et leurs administrés. Dès les premières heures de la révolution, ces comités, poussés par la population locale, se mobilisèrent et organisèrent parfois de vastes convois pour acheminer l'aide par voie terrestre au moyen de véhicules de particuliers. Les comités d'OVR rééditaient en quelque sorte l'expérience du porte-à-porte humanitaire de l'épisode polonais de décembre 1980 mais avec plus d'ampleur. D'après des chiffres officieux de l'ambassade de Roumanie à Bruxelles relayés par la coordination d'OVR à Bruxelles, 30 000 Belges se seraient déplacés sous cette bannière et celle d'*Adoptie Dorpen Roemenië* (la section néerlandophone d'OVR Belgique) au cours des huit premiers mois de l'année 1990. Au total, environ 25 000 tonnes d'aide ont ainsi été transportées *via* le réseau OVR au cours du premier semestre 1990. La valeur totale de ce matériel fut estimée à 100 millions de dollars.

Les « orphelins » de Nicolae Ceausescu

Au cours des premières semaines qui suivirent la révolution, les équipes de médecins et de logisticiens dépêchés par les ONG

humanitaires en Roumanie s'interrogeaient sur la pertinence de leur mission. L'identification de cas de sida pédiatrique à Constanta en février 1990 et, par extension, la découverte des « orphelinats »[2] redonnèrent un sens à l'action humanitaire. Jacques Lebas, président de Médecins du Monde à l'époque, se souvient : « Traumatisés par la manipulation, les faux morts et les vrais communistes, les procès truqués et la mise en scène médiatique, nous étions devenus méfiants. Jurant qu'au grand jamais nous ne serions pris à nouveau par les lubies révolutionnaires. Même s'agissant de combattre le communisme. (…). Et lorsque Jean-Gabriel Barbin, resté sur place depuis le 23 décembre, me fait part au cours du mois de janvier d'une prétendue épidémie de sida touchant les enfants roumains, je ne le crois pas. Nous avons beaucoup hésité avant de nous rendre aux raisons de Jean-Gabriel. Que craignons-nous encore de la Roumanie ? Lui ne se décourage pas et fait le siège téléphonique de Médecins du Monde. Son émoi est compréhensible, bien sûr. Je tente (…) de lui faire part de nos doutes. Coupé de toute information objective, il lui serait difficile parfois de démêler le vrai du faux. »[3]. J.G. Barbin est en fait entré en contact avec le professeur Patrascu, directeur de l'Institut de virologie de Bucarest. Au cours de l'année écoulée, le professeur Patrascu a prélevé du sang sur des centaines d'enfants abandonnés des institutions d'accueil du régime. Il affirme alors que des dizaines d'enfants seraient porteurs du VIH-sida. L'ensemble de l'équipe « sida » de Médecins du Monde se réunit rapidement et décide de mettre sur pied, en grand secret, une mission d'expertise. Partis pour vérifier la présence de sida chez ces orphelins, les humanitaires constatent un problème plus vaste, caractérisé par le manque de soin donné aux enfants, l'absence totale d'attention ou de tendresse mais aussi par des conditions d'hygiène et des pratiques professionnelles effroyables. La question de l'accueil des enfants abandonnés apparaît alors comme un second souffle de l'aide humanitaire en Roumanie postcommuniste, au moment où l'urgence alimentaire et sanitaire liée à la « révolution » s'épuise. Cet épisode renforce encore un peu plus le constat d'échec de la gestion du social du régime communiste roumain et l'image négative préalable est alors restaurée.

Pour les ONG humanitaires, deux difficultés relativement nouvelles apparaissent à la faveur de l'intervention dans les « orphelinats » roumains. D'une part, à l'exception de l'expérience arménienne survenue un an plus tôt, une nouvelle gamme d'expatriés arrive dans ce champ d'activités : psychiatres, psychologues, pédopsychiatres, infirmiers

[2] Ces « orphelinats » n'accueillaient finalement que bien peu de véritables orphelins et bien plus d'enfants abandonnés par leurs parents. Bien souvent, les conditions d'existence dans ces structures d'accueil influençaient négativement l'évolution physique et psychique de ces enfants que le régime communiste puis postcommuniste avaient l'habitude d'appeler « irrécupérables ». Lire également sur ce sujet, François de Combret, « Les enfants abandonnés de Roumanie », *Humanitaire*, n°7, p. 5.

[3] Jacques Lebas, *À la vie, à la mort. Médecin par temps d'épidémies*, Paris, Le Seuil, 1993.

psychiatriques, modifiant la « culture d'entreprise » des organisations non gouvernementales actives dans l'humanitaire et dominées par la figure du médecin urgentiste. Le problème se posait au sein des équipes d'expatriés dans la division des tâches, la reconnaissance des compétences professionnelles de chacun et les rapports de forces qui en découlaient au sein des équipes. Il se posait également suite aux tâtonnements des équipes paramédicales face à l'ampleur du problème qu'elles constataient au quotidien dans les institutions roumaines. Les divisions s'opérèrent quant au diagnostic et au soutien psychologique à apporter. D'autre part, il s'agissait également de s'ingérer dans un contexte post-totalitaire particulier qui rendait particulièrement difficile le changement de comportement du personnel de ces institutions. Dans un double contexte de paupérisation générale et de centralisme démocratique au sein des institutions d'accueil, un système de prédation s'était établi où l'échelle des rémunérations s'identifiait à la hiérarchie institutionnelle. Ce système ne tenait pas que sur un simple rapport d'autorité au sein des *leagan* (0 à 3 ans) et *camîn spital* (3 à 18 ans). Cette prédation organisée au mépris de la santé mentale et physique des enfants roumains abandonnés trouvait sa légitimité dans le diagnostic d'*irrécupérabilité* formulé par le corps médical de ces institutions. Ce diagnostic était à l'origine d'un processus aboutissant en bout de course à la dépersonnalisation des enfants, autorisant ainsi ces pratiques prédatrices. Les interventions des équipes multidisciplinaires d'expatriés ne vont donc pas uniquement se centrer sur l'enfant mais aussi sur le personnel « soignant » et le fonctionnement de ces institutions alors qu'à un échelon plus stratégique, les politiques d'institutionnalisation et de désinstitutionalisation (adoption, placement dans des familles d'accueil) de ces enfants vont alterner.

Le soutien à la société civile

Après la vague d'urgence de l'hiver 1989-1990, la Roumanie fut l'objet d'une pluralité d'actions mêlant engagement humanitaire (les convois se sont poursuivis dans certaines communes), développement local, volonté de renforcement des capacités des acteurs politiques et sociaux locaux. Si la vague humanitaire s'est retirée, elle a légué en écume une myriade d'associations locales tant à l'Ouest qu'en Roumanie même. En France, cet épisode humanitaire a jeté les bases d'une coopération décentralisée avec la Roumanie. Comme souligné ailleurs[4], la vague humanitaire en Roumanie n'a pas simplement eu pour

[4] Gautier Pirotte, *Une société civile post-révolutionnaire, Le cas du secteur ONG de Iasi*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, coll. Carrefours, 2003, 223 p.

effet de fournir une aide alimentaire et sanitaire d'urgence et de panser les quelques plaies d'une « révolution » aussi médiatique qu'ambiguë. L'un de ses effets les plus notoires se trouve dans l'encouragement, volontaire ou non, à la création d'une société civile articulée autour d'un nouveau champ associatif local orienté surtout vers la gestion du social ou plus précisément de certaines catégories sociales : les enfants (abandonnés), les vieillards, les filles mères… Ce soutien à l'émergence d'une société civile très orientée vers la gestion du social postcommuniste s'est produit à la fois de manière directe et indirecte. D'une part, nombre d'ONG humanitaires occidentales dans la phase post urgence favorisèrent la création d'ONG sœurs en Roumanie chargées de prendre le relais de leurs activités au moment de leur départ. D'autre part, les ONG humanitaires, notamment françaises, jouèrent indirectement un rôle de modèle pour une série d'initiatives locales qui cherchèrent par la suite à s'insérer dans les réseaux d'aide transnationaux.

Le silence relatif qui entoure aujourd'hui l'épisode humanitaire roumain est dû aux zones d'ombres et aux ambiguïtés de l'aide qu'on lui associe. Le jeu de dupes né des événements de décembre 1989 qui constituèrent la « révolution » roumaine et amenèrent au pouvoir un régime dont la nature cryptocommuniste apparut peu à peu, a considérablement biaisé l'intervention humanitaire portée à l'Ouest par une vague de solidarité populaire très puissante. Il n'en demeure pas moins que cet épisode, au regard des effets qu'il a provoqués tant dans le champ humanitaire que sur la société (civile) locale, mérite bien qu'on s'intéresse à lui avec tout le recul aujourd'hui possible.

L'auteur

Gautier Pirotte est chargé de cours en socio-anthropologie du développement à l'Institut de sciences humaines et sociales à l'Université de Liège. Cet article repose sur une recherche postdoctorale conduite sous la direction de Johanna Siméant (Paris-Sorbonne) et présenté dans l'ouvrage *L'épisode humanitaire roumain, construction d'une « crise », état des lieux et modalités de sortie*, publié en février 2006 chez L'Harmattan.

Humanitaire contre Alters ?

Dossier piloté par Denis Maillard, membre du Comité de rédaction de la revue *Humanitaire*

Août 1996 à la Realidad, capitale du Chiapas zapatiste, 6 000 personnes viennent durant une semaine participer à la première réunion contre le néo libéralisme et ses effets : c'est le véritable acte de naissance de l'*altermondialisme*, appellation qui sera progressivement substituée à celle d'*antimondialisation*. Depuis, les noms de Seattle, Gênes et plus récemment Glenneagle sont venus s'ajouter à celui de Porto Alegre comme autant de lieux symboles de l'*internationale rebelle*[1] avec son lot de discussions enfiévrées, de monde à refaire et, parfois, de débordements violents.

Lorsque ce mouvement prend forme et se développe, les médias et à travers eux une bonne partie des acteurs sociaux imaginent confusément une communion avec le mouvement humanitaire qui préexiste. Comme s'il avait existé une solidarité, une osmose de fait. Or il est apparu rapidement que les thèmes et les slogans du mouvement *alter* ne se rangeaient peut-être pas aussi facilement sous les catégories et les valeurs du sans frontiérisme de type *french doctors*. Dans les premières années de ce mouvement, les ONG humanitaires françaises se méfient, hésitent manifestement à passer le pas d'une collaboration avec les Alters et lorsqu'elles le font, c'est manifestement en ordre dispersé[2].

Passé ce flottement et cette méfiance, on assiste au tournant des années 2000 à un phénomène singulier : pour ces ONG humanitaires qui avaient été trois décennies durant à la pointe de combats de société, il fallait absolument être de ce mouvement alter qui incarnait la « société civile internationale » sous peine d'imaginer une disqualification de la part de l'opinion, de leurs militants ou pire de leurs donateurs. MSF ouvrait la voie avec sa campagne consacrée aux médicaments – certains aspects avaient été négociés à Seattle en pleine ferveur altermondialiste – tout en se défendant, il est vrai, qu'elle relève d'une réflexion aussi globale. Plus largement, et dans la droite ligne de la conférence d'Alma-Ata qui, quelques années plus tôt, avait fait de l'accès à la santé pour tous et de l'éradication de la

[1] L'expression est d'Ignacio Ramonet qui, dans un texte du *Monde diplomatique* daté de janvier 2001 affirmait : « Le nouveau siècle commence à Porto Alegre. »

[2] Lire à ce sujet l'article de Samy Cohen, « Les ONG sont-elles altermondialistes ? », *Humanitaire*, n°9, p. 108.

pauvreté les objectifs des années 2000, les ONG humanitaires semblaient peu à peu admettre, sans se l'avouer, que l'altermondialisme rejoignait leurs préoccupations et qu'il était possible de s'entendre tant sur les objectifs que sur les moyens.

Près d'une décennie plus tard, alors que *Politis* titrait son édito du 6 janvier 2005 « Raz-de-marée en Asie : tous altermondialistes », y voit-on plus clair sur les relations entre les mouvements humanitaire et altermondialiste ? La revue *Humanitaire* souhaite faire le point sur leurs divergences ou leurs points de ralliement, leurs objectifs et leurs cultures propres, mais aussi tirer le bilan de leurs relations dans ce dossier intitulé de façon volontairement provocatrice et interrogative : « Humanitaires contre Alters ? »

Table ronde

Humanitaires contre Alters ?

> Table ronde organisée le 16 octobre 2006

Animée par **Denis Maillard**, membre du Comité de rédaction de la revue *Humanitaire*

Henri Rouillé d'Orfeuil, président de *Coordination sud*

Chico Whitaker, cofondateur du *Forum social mondial*

Michel Brugière, directeur général de *Médecins du Monde*

Gustave Massiah, président du *CRID* (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement)

Estelle Kramer, secrétaire générale d'*Action contre la Faim*

Denis Maillard J'ai envie de commencer cette nouvelle table ronde sur les relations entre les humanitaires et les altermondialistes en revenant à ce jour de juillet où eut lieu, à l'initiative de Bob Geldof, un immense concert pour l'Éthiopie. Il s'agissait à l'époque de venir en aide à la population éthiopienne et d'alerter la population mondiale sur cette situation de famine en qui touchait ce pays de la Corne de l'Afrique. A ce moment-là, il s'agissait de répondre à une situation d'urgence dans laquelle l'humanitaire prenait toute sa place. L'idée de Geldof était d'utiliser ce concert pour l'humanitaire, cette initiative reflétant parfaitement le développement que connut à cette époque-là l'action humanitaire et lui donnerait la place qu'il a encore aujourd'hui. Vingt ans plus tard, en juillet 2005, à l'occasion du sommet du G8 à Glenneagle, le même Geldof fait encore un grand concert et dit cette fois que ce n'est plus pour intervenir en urgence mais pour annuler une partie de la dette des pays les plus pauvres et passer, comme il le dit lui-même, de la charité à la justice.

Ce glissement est assez symptomatique du cheminement que l'humanitaire, d'un côté et, de l'autre, le mouvement altermondialiste ont eu en vingt ans. Il explique au moins la manière dont, dans l'opinion, les choses ont été perçues. On est passés de l'urgence humanitaire à l'altermondialisme, mais qui va au-delà de la notion de durabilité pour interroger les causes des crises, qu'elles soient humanitaires au sens strict, sociales, voire sociétales.
Et nous nous sommes posé la question de savoir si les humanitaires avaient vocation à rejoindre ce mouvement altermondialiste ou si, au contraire, il existait des caractéristiques propres à chaque mouvement, source d'éventuelles oppositions. Est-ce que, finalement, les humanitaires ne sont pas contre les alters, et vice-versa ?
Avec les intervenants qui ont accepté de nous rejoindre, j'aimerais savoir si les mots ont encore un sens et ce que signifie aujourd'hui humanitaire et altermondialiste. Je me tourne d'abord vers les humanitaires, Estelle Kramer d'ACF et Michel Brugière de MDM : pour vous, l'humanitaire c'est quoi ? Qu'est-il devenu et quelles relations entretient-il avec le mouvement altermondialiste qui l'accompagne et, d'une certaine manière peut-être, le « concurrence »?

Michel Brugière Les associations humanitaires existaient bien avant le mouvement qu'on qualifiait dans un premier temps d'antimondialisation. Il est clair que la vocation de nos associations est de porter assistance sur le plan sanitaire aux populations qui sont en situation de précarité, soit par des causes naturelles, soit par des conflits, soit par la grande pauvreté. Notre premier contact à Médecins du Monde avec les « antimondialistes », comme on disait, remonte à 1996 quand nous avons été interpellés à l'occasion de « cette convocation intergalactique » que faisait le sous-commandant Marcos dans le Chiapas. Là se sont retrouvés de nombreuses personnalités, des organismes, des associations, des mouvements qui émettaient des critiques très fortes sur la mondialisation qui se déroulait.
Après cet événement, on a effectivement suivi ce que faisait ce mouvement passé de l'antimondialisation à l'altermondialisme, changement assez significatif d'ailleurs puisqu'il exprimait ainsi ne pas s'inscrire uniquement « contre », mais se voulait capable de présenter des alternatives. Et c'est quelque chose auquel, à MDM, on a été attachés. On a effectivement participé aux rencontres mondiales à Porto Alegre et ailleurs et on a trouvé là des thèmes d'expression qui nous étaient chers et qu'on a partagés avec des acteurs de toutes origines professionnelles et géographiques. Donc, pour moi, il n'y a pas de fracture entre les humanitaires et le mouvement « alter ».
Nous sommes aujourd'hui toujours actifs dans des réseaux qui concernent la santé et, notamment une question qui nous est chère, à savoir la privatisation des systèmes de santé, en lien avec une multitude d'acteurs, en particulier au Sud.
Il est par contre clair que, pour nous, ce n'est pas un mode de fonctionnement habituel puisqu'on est plutôt des acteurs de terrain. Et c'est

à partir de ce que nous voyons sur le terrain que nous pouvons témoigner et faire ce que l'on appelle maintenant du plaidoyer. Mais en tout cas dans ces rencontres, nos visions réciproques s'enrichissent mutuellement puisqu'on trouve des gens venant de différents pays et éprouvant des difficultés propres à leur culture et à leur « sociologie ». En tout cas, pour nous, à Médecins du Monde, on ne se sent pas en dehors de ce mouvement.

Estelle Kramer Je suis tout à fait d'accord avec ce que vient de dire Michel Brugière. Ce n'est pas étonnant, ACF étant dans le monde humanitaire très proche de Médecins du Monde. Pour ACF ce qui est très important, c'est la notion de terrain, d'action et de relation directe avec les victimes qu'on va secourir : c'est notre essence. On s'est peut-être positionné à l'origine de manière un peu différente que MDM par rapport au monde altermondialiste. Mais évidemment, dans notre action, on rencontre des problèmes et nous lançons des « des actions de plaidoyer » qui rejoignent certaines idées, idéologies ou combats du monde altermondialiste. Donc, je dirais que c'est plutôt un « accompagnement » et un « partage ». Les alters vont parfois nous apporter une autre vision de nos victimes et des situations dans lesquelles elles évoluent parce qu'on a parfois « le nez dans le guidon ». C'est assez intéressant pour nous car cela va nous permettre d'être plus efficaces au niveau du plaidoyer. Parfois, également, ils peuvent nous solliciter pour servir de leviers à leurs propres actions de plaidoyer. C'est là qu'on se rejoint, mais il n'y a évidemment pas pour nous de fracture. Reste que nous ne sommes pas une association humanitaire qui s'engage réellement dans le mouvement altermondialiste : on est très souvent sollicités pour différents forums, actions altermondialistes et c'est vrai que cela provoque beaucoup de discussions chez nous ; on hésite souvent à s'engager parce qu'il est vrai que ce n'est pas, au départ, l'essence même de ce que nous faisons.

Denis Maillard Gus Massiah, je vous poserais la question symétrique : l'altermondialisme, qu'est-ce que c'est ? Autant l'humanitaire a pu devenir au fil du temps un vaste fourre-tout – de nombreuses structures associatives, institutionnelles et même les militaires s'en revendiquant – alors est-ce que l'altermondialisme n'est pas en train de devenir une « marque » ? Qu'est-ce que cela recouvre exactement ? Et puis, étant donné que, comme le rappelait Michel Brugière, l'action humanitaire était antérieure au mouvement altermondialiste, quel regard les alters ont-ils porté et portent-ils aujourd'hui sur les humanitaires ?

Gustave Massiah Pas plus que les humanitaires, les altermondialistes ne sont nés de rien. Donc, quant à savoir ce qui les différencie, évidemment cela amène à revenir un peu en arrière et ce qui me semble intéressant c'est de voir, non pas pourquoi il y a pu y avoir division, mais pourquoi il y a convergence aujourd'hui. D'ailleurs, s'il y a eu division, par ailleurs difficile mais féconde, c'est moins entre le mouvement altermondialiste et les humanitaires qu'entre ces derniers et les « développementistes ».

A vrai dire, le mot altermondialiste se propose comme un dépassement de ce qu'ont été ces différentes contradictions, donc comme un mouvement nouveau. D'abord, ce mouvement naît en même temps que la phase néo libérale de la mondialisation entre 1978 et 1980, c'est-à-dire avec le changement de paradigme des politiques et notamment le passage de politiques de plein emploi à des politiques de « lutte contre l'inflation », en fait des politiques de revalorisation des profits. Mais c'est également une période de crise de la décolonisation d'une partie des pays du Sud et la fin en germe de la Guerre Froide. C'est une période très riche, contradictoire où a lieu une prise de conscience du néo libéralisme et des formes de résistance. Le mouvement altermondialiste se développe ici et dans les pays du Sud. Et Serge Cordellier a montré, notamment dans *L'État du monde*, les centaines de luttes contre les plans d'ajustement structurel, contre la famine, contre la pauvreté, contre le FMI, contre la Banque mondiale… qui eurent lieu. On était là dans la phase antimondialisation par rapport aux conséquences de la mondialisation néo libérale et de ses politiques, notamment les effets sur les inégalités, la pauvreté.
Un deuxième moment, c'est 1989 avec la chute du mur de Berlin qui se traduit par la victoire d'une pensée dominante, un dogme, qu'on peut très bien caractériser à travers deux livres qui définissent la *doxa*. Le premier, c'est *La Fin de l'histoire* de Fukuyama qui nous explique que ce n'est pas la peine de penser à un dépassement, puisqu'on ne pourra pas faire mieux que le capitalisme et que c'est le marché mondial qui a gagné. Et le deuxième livre c'est *Le Choc des civilisations* de Huntington qui explique que le social n'est pas si fondamental que ça et que ce qui est important c'est la guerre.
Et c'est là qu'arrive la deuxième phase du mouvement qui va devenir altermondialiste, cette proposition qui naît petit à petit face à ces deux idéologies et c'est : « Un autre monde est possible ». Ce n'est pas une tautologie, c'est le refus de la fatalité. Et il y a un lien très fort entre le développement des luttes et cet espoir qui naît de la possibilité d'un autre monde.
Et la troisième phase, c'est en 1995 avec la reprise des luttes sociales dans les pays du Nord. Cela commence en France en 1994 par cette lutte magnifique des infirmières jusqu'au mouvement social qui va se radicaliser et paralyser tout le pays. Le mouvement n'est pas spécifique à la France, il touche l'Allemagne ou les États-Unis : il avait commencé en Italie en 1994 par la lutte contre la remise en cause de la protection sociale et des retraites.
Voici les trois étapes de ce qu'est le mouvement antimondialiste. Et puis, à un moment donné, après Seattle, on passe à une autre étape dans laquelle un certain nombre de gens ont joué un rôle, comme Chico Whitaker ici présent, en affirmant : « Bon, on ne va pas passer notre vie à manifester derrière les autres chaque fois que la Banque mondiale, le FMI ou le G8 se réunit. On pourrait peut-être nous-mêmes discuter de ce qu'on voudrait faire ». C'est la proposition du Forum social mondial de Porto Alegre.

Le mouvement altermondialiste est un espace de convergence par rapport à ce qu'ont été les mouvements anticolonialiste, développementiste, humanitaire, etc. Il rassemble les mouvements de syndicats, de paysans, de consommateurs, les

écologistes, les mouvement des droits de l'Homme et féministes, etc. Tous ont convergé, mais petit à petit, dans les forums sociaux, se dégage une orientation nouvelle qui fédère cette convergence de mouvements c'est, encore une fois, « Un autre monde est possible », autrement dit : par rapport au monde que nous connaissons, régulé par les marchés mondiaux des capitaux, nous pouvons proposer une autre orientation à la libéralisation, nous pouvons proposer l'organisation des sociétés en fonction de l'accès aux droits pour tous. A mon avis, c'est le fondement de la convergence nouvelle. Et c'est là que le mouvement humanitaire – qui portait aussi cette idée de l'universalité des droits – et le mouvement développementiste – qui est passé aussi à la question des droits notamment économiques, sociaux et culturels – ont évolué par rapport à cette nouvelle orientation.
On le voit quand Amnesty International décide d'adopter dans son programme la lutte pour les droits économiques, sociaux et culturels, quand Médecins du Monde met de plus en plus en avant la question du droit à la santé, quand Handicap International commence à se poser aussi la question du partenariat. Cela, c'est pour les humanitaires mais on le voit aussi chez les syndicats qui mettent en avant les droits du BIT, comme lorsque Via Campesina pose la question des droits à la souveraineté alimentaire et défend l'agriculture paysanne, etc.
Cette nouvelle forme de culture, c'est ce qui caractérise le mouvement altermondialiste et qui en fait à mon avis un mouvement historique qui prolonge et renouvelle tous ces mouvements préexistants.

Denis Maillard Chico Whitaker, peut-être souhaitez-vous prolonger cette réflexion et expliquer comment le Forum social mondial, dont vous êtes l'un des cofondateurs, intègre concrètement les différents mouvements et notamment les humanitaires…

Chico Whitaker J'aurai d'abord tendance à dire que pour bien comprendre le Forum, il faut le situer à l'intérieur de ces grands mouvements comme un instrument à leur service. D'ailleurs, c'est toute la discussion depuis sa naissance : le Forum, c'est un *espace* et non un *mouvement*. Et cette notion d'espace, il faut bien la distinguer et la comprendre parce que c'est elle qui permet la jonction de tous ces types d'actions. L'idée du Forum, au début, c'est : à quoi ça mène de protester si l'on ne dit pas ce que l'on veut à la place de ce qu'on ne veut pas ? Le forum, c'est donc passer à la recherche d'une alternative concrète, sachant que le monde ne sera pas transformé par la seule action des gouvernements : c'est tout un ensemble d'actions qui permettront de vraiment changer le monde.
Dans cette perspective, le Forum s'est spécialisé dans une « clientèle d'acteurs », ce que nous avons appelé « la société civile », c'est-à-dire qu'on exclut de l'organisation du Forum pas dans la participation en tant que telle les gouvernements et les partis. On s'est dit que la société civile n'ayant pas d'instance où se rencontrer, tous les gens individuellement ou appartenant aux associations humanitaires, dévelopementistes ou aux

syndicats doivent pouvoir aller au Forum pour raconter ce qu'ils font, dépasser les préjugés et être capables de se comprendre les uns les autres, de voir les choses qu'ils ne voient pas, d'évaluer les autres et de s'autoévaluer afin de retrouver de nouvelles convergences sur des actions très concrètes, soit sur un problème immédiat, soit sur un problème à long terme.

Donc le Forum présente cette grande potentialité d'être un instrument au service de toute cette mouvance. À Seattle d'ailleurs, c'était le premier mouvement d'ampleur mondiale qui a montré qu'il y avait la possibilité d'agir en tant que société civile. Cela après le mouvement né ici en France, commencé aux États-Unis, pour dénoncer l'Accord multilatéral sur l'investissement. On a montré à cette occasion que la société civile existait, qu'il était possible de travailler en réseau, et c'est de là que vient cette méthodologie différente d'un événement absolument horizontal, ouvert. J'étais récemment à une réunion du conseil international du Forum et on a pris un bon nombre de décisions méthodologiques qui donneront un souffle très important au prochain Forum de Nairobi. J'ai d'ailleurs écrit un livre[1] pour raconter toutes ces démarches dans lequel je parle aussi les tensions qui existent sur les visions que nous avons de pratiquer la politique autrement, c'est-à-dire sans représentants, sans chefs, dans l'horizontalité.

Au Brésil, vous savez qu'il y a des urgences permanentes qui touchent à la vie des gens. Et nous avons là-bas une institution à laquelle j'appartiens, très engagée politiquement : l'église catholique brésilienne. Et l'un de ses efforts, depuis le coup d'État en 1964, c'est de montrer aux gens que la religion et la politique ne sont pas séparées alors que des gens disaient le contraire. L'église catholique a même longtemps été une force d'appui aux luttes politiques. Alors on stimulait le travail d'éducation populaire par les communautés de base et on utilisait souvent la parabole du bon Samaritain qui sert merveilleusement ce que je veux vous expliquer.

C'est l'histoire d'un homme qui est sur le bord de la route parce qu'il a été attaqué par des bandits : il est blessé, mourant. Passe un homme qu'on pourrait dire du gouvernement et qui voit cet homme à terre. Il regarde, dit qu'il ne peut pas s'en occuper parce que des gens l'attendent et s'en va. Ensuite, un prêtre passe devant l'homme tombé et dit que des gens l'attendent pour la messe, qu'il doit y aller : il part aussi. Et arrive un troisième homme, un Samaritain qui, à l'époque, appartenait au peuple pauvre, méprisé, le moins important de la société. Il s'arrête et se dit qu'il ne peut pas le laisser. Alors il le prend dans ses bras, le met sur sa mule et le ramène à une maison d'hôte où il demande qu'on le soigne et qu'on lui donne même un peu d'argent. Et dans la parabole, habituellement racontée par Jésus, celui-ci demande alors : « Qui a vu le prochain?... »

On peut retirer beaucoup de choses de cette parabole. D'abord, on peut en retirer qu'il ne faut pas partir quand on voit des situations de détresse, qu'il

[1] Chico Whitaker, *Changer le monde [nouveau] mode d'emploi*, Éditions de l'Atelier, septembre 2006. Lire p. 97 de ce numéro.

faut s'arrêter. Mais si on fait ça au Brésil, par exemple, on passe son temps à le faire car on rencontre en permanence des gens pauvres, souffrants, blessés. Le second enseignement de cette parabole, c'est que si on s'attaque à chaque cas, on ne s'arrête plus, spécialement quand les situations sont difficiles comme dans le tiers-monde. C'est là où, dans notre travail avec les communautés de base, on a dit aux gens qu'il fallait s'attaquer aux causes : pourquoi les gens sont-ils là, que s'est-il passé pour qu'ils soient abandonnés comme cela, que l'ouvrier soit attaqué, que les hommes s'arment, etc. ? Pourquoi ? Alors on commence à agir aussi sur les causes et je crois que c'est là toute la différence.

Denis Maillard Même si vous nous dites qu'il y a des différences, vous êtes quand même étonnamment dans le consensus… Qu'en pense Henri Rouillé d'Orfeuil ?

Henri Rouillé d'Orfeuil[2] Rien n'empêche évidemment un humanitaire d'être altermondialiste…, mais rien ne l'y oblige non plus ! Je pense que tous, humanitaires compris, ont intérêt à aller aux Forums sociaux, mais est-ce que le fait d'y aller, de débattre, par exemple de la santé et de sa privatisation, est en soi une marque d'altermondialisme ? Franchement, les Forums sociaux n'ont pas le monopole d'un tel sujet.

Une petite remarque sur l'histoire contemporaine. Depuis deux ou trois décennies, nous avons constaté le déferlement d'une succession de différentes vagues générationnelles : une vague anticolonialiste avant et pendant les indépendances des anciennes colonies, puis une vague tiers-mondiste. A la fin des années 1970, une vague humanitaire a pris forme et puissance. Née petitement, celle-ci a grandi et s'est créé un espace de manière relativement agressive. Je me rappelle, par exemple, des bagarres sévères avec la fondation Liberté sans frontières, les attaques ciblées contre le CCFD et puis, quand même, une bonne stratégie politique pour s'inscrire dans l'alternance de 1986, ce qui a permis à Claude Malhuret et à Xavier Emmanuelli de se retrouver secrétaires d'État… Bien sûr, il s'agissait simplement que chacun définisse son identité et trouve sa place par rapport à des mouvements plus anciens, mais il faut avouer que l'arrivée des humanitaires dans le monde des ONG a été loin d'être douce.

Et puis après est arrivée à la fin des années 1990, une vague antimondialiste qui a correspondu à l'affirmation d'une mondialisation agressive, d'un libéralisme triomphant et destructeur d'équilibre anciens. Et, bien sûr, cela a nécessairement – et très heureusement – entraîné la production par le corps social d'un antidote : les antimondialistes sont arrivés et se sont organisés.

L'antimondialisme de la fin des années 1990 ouvre un espace très large. Avec la volonté de ce mouvement de devenir altermondialiste, le champ, à mon avis, se resserre, parce qu'il est plus difficile de se mettre d'accord sur une alternative que de s'opposer à l'ordre dominant. Or, si je crois que la nouvelle construction

[2] Dernier livre paru *La diplomatie non gouvernementale, Les ONG peuvent-elles changer le monde ?*, Les Éditions de l'Atelier, Coll. Enjeux Planète, Paris, mars 2006, 204 pages. Lire dans ce numéro, p. 99.

économique et sociale doit se manifester par un accès réel aux droits, cet accès est insuffisant pour définir un altermondialisme. La déclinaison des droits, en tous cas sur le papier, était déjà là. Pour moi, il n'y aura alternative que si on s'attaque vraiment au moteur économique central. Ce moteur était justement dénoncé par les antimondialistes, mais les altermondialistres doivent dire comment on peut créer autrement de la richesse avant de dire comment la redistribuer. Et là, cela devient plus compliqué : quelle est la nouvelle économie qui va permettre à six milliards et demi d'êtres humains d'accéder à tous les droits ? Là est la vraie question, parce que s'il s'agit seulement de célébrer des droits, alors on est tous d'accord et tout le monde est altermondialiste !

Denis Maillard Répondre aux questions que pose Henri, c'est entrer dans le champ politique : est-ce que le droit ne masque pas un peu la différence entre les humanitaires et les alters et est-ce que la possibilité d'un « autre monde » interroge vraiment les humanitaires ou prennent-ils le monde tel qu'il est avec une vision anthropologique de l'homme somme toute négative, quand les alters, eux, expriment une forme d'optimisme ?

Gustave Massiah Évidemment, le problème de tous les mouvements de solidarité, c'est toujours la question de l'échelle. Mais il n'y a pas de solution miracle. Les seuls qui osent le dire, ce sont ceux qui ont construit le néo-libéralisme ! Nous, on ne peut pas répondre à cette évidence qu'ils profèrent sans une certaine démarche. Et c'est la question des droits qui le permet. Si on fait l'analyse que la politique actuelle s'est construite autour du marché mondial des capitaux et de sa rationalité, un de ses moyens consistant par exemple à annuler quasiment le coût des transports pour pouvoir produire n'importe où et sous-payer les matières premières, il faut alors poser la question de la production que l'on souhaite et des moyens par lesquels on souhaite y arriver. Au niveau local, par exemple, c'est la question de l'accès aux droits – à la santé, à l'éducation, à l'eau – qui est déterminante.

On a assisté ces dernières années à une vraie révolution culturelle sur cette question des droits. Je fais toujours partie d'ailleurs de l'association La Ligue internationale pour les droits des peuples où j'ai passé des années à discuter de la compatibilité des droits des peuples avec les droits individuels et des droits sociaux avec les droits civils et politiques. Et on est arrivé quand même à une nouvelle étape dans laquelle tout le travail mené à travers la conférence de Vienne de 1993, sur le protocole additionnel, la justiciabilité des droits montre qu'on a reconstruit l'universalité des droits. C'est une démarche extrêmement intéressante parce que si elle est théorique, elle s'appuie sur des pratiques, des innovations. Il ne suffit pas effectivement de dire qu'on va construire de bonnes économies locales, s'occuper d'assurer les droits aux gens. On sait bien qu'il y a des ruptures nécessaires parce qu'il y a un lien entre les échelles aux niveaux local, national, des grandes régions et mondial, mais ce qui est intéressant, c'est de savoir comment construire des politiques pour mettre en place cette nouvelle démarche puis s'appuyer sur celle-ci. Donc pour répondre à Henri Rouillé d'Orfeuil, nous ne sommes pas seulement dans l'invocation.

La question des alliances est également essentielle car nous ne vivons pas dans un monde sans contradictions, ni conflits, ni problèmes ethniques, religieux ou sociaux. Si tout le monde avait le même intérêt, il n'y aurait aucun problème. Nous savons bien qu'à un certain moment, il faut faire des choix en situation par rapport à des projets contradictoires et des alliances. Par exemple, le néo-libéralisme s'est construit par la critique du social-libéralisme, du keynésianisme, du fordisme, etc. Mais aujourd'hui, dans l'altermondialisme, des gens pensent qu'il faudrait reconstruire le keynésianisme, tabler sur la redistribution et que tout rentrerait dans l'ordre. C'est un vrai problème qui correspond à des vrais débats de société ouverts et permis dans l'espace altermondialiste. Quand Stiglitz rompt avec le FMI, se fait remercier par la Banque mondiale et vient à Porto Alegre, il sait bien qu'il y a un espace ouvert de discussion.

Michel Brugière Je vais répondre par rapport à ce qu'a dit Henri Rouillé d'Orfeuil. Les humanitaires ne se cantonnent pas au caritatif et il y a quand même derrière leur action une conception du monde, des relations entre les hommes entre eux : c'est une dimension éminemment politique que l'on retrouve, c'est vrai, dans l'altermondialisme.

Estelle Kramer Évidemment que les humanitaires souhaitent, sinon changer, du moins faire évoluer le monde, même pour les humanitaires type Médecins sans Frontières, Médecins du Monde ou Action contre la Faim qui sont très « urgentistes » et, je dirais, « puristes » dans leur approche. Mais c'est vrai qu'on se place peut-être d'abord sur le plan de la solidarité et qu'avec le temps, on a évolué vers les droits fondamentaux, même si les alters ont une palette de droits beaucoup plus large que la nôtre.

Chico Whitaker Quand on cherche à résoudre les problèmes immédiats, urgents, on finit par ne plus voir les causes, mais quand on travaille sur les causes, c'est vrai, on ne voit pas l'autre et on ne s'intéresse pas assez aux gens qui sont là, proches. Et combiner les deux choses, je crois que c'est ça le défi. Il faut trouver des moyens pour que les gens qui sont dans l'urgence, les humanitaires, puissent d'une façon ou d'une autre travailler sur les causes des situations. Le Forum social mondial offre la possibilité aux humanitaires et aux alters de se retrouver. Nous sommes dans une période où il faut inventer.

Estelle Kramer Je voudrais quand même rappeler qu'on s'intéresse, nous humanitaires, aux causes puisqu'on mène depuis une dizaine d'années des actions de plaidoyer. Elles ne sont pas toujours très visibles, volontairement, parce qu'on doit prendre en compte le travail et la sécurité de nos équipes sur le terrain. À ACF, par exemple, on est intervenus au Sénat américain sur la question de Tchétchénie ; on a sorti récemment un rapport qui a joué un rôle dans le processus de paix au Soudan et dans lequel on parlait de la question du droit à la terre qui, pour nous, est essentiel. Donc on travaille aussi sur les causes, mais je dirais que les altermondialistes nous ont réveillés sur la

mobilisation citoyenne et sociale, quelque chose qu'on avait au départ avec Kouchner, les *French doctors*, et qu'on a peut-être un petit peu perdu parce qu'on était partis dans notre petit « train-train ». Cela a provoqué un réveil parce que les humanitaires essaient beaucoup plus maintenant de mobiliser autour de ce discours alter. Il est par ailleurs évident qu'il faudrait qu'on soit plus proches, qu'on travaille davantage en collaboration, mais c'est parfois difficile pour des raisons de financement et de donateurs : nous avons besoin de vivre pour exister ! Et vivre, c'est avoir des donateurs, sinon on ne pourra plus continuer nos actions. Je pense que certaines organisations sont frileuses dans ces rapprochements, parce qu'elles pensent que les alters qui sont très mobilisateurs pourraient leur piquer des donateurs !

Chico Whitaker Le défi pour nous tous, c'est de gagner plus de gens. Or, proportionnellement aux gens qui sont vraiment touchés, les donateurs ne sont pas tellement. Il faut toucher beaucoup plus de gens et là, j'en suis sûr, il nous faut des méthodes car les gens sont absolument disposés mais ne savent pas comment faire. Au Brésil, une enquête récente sur la question de l'inégalité sociale révèle que 97% des interviewés considèrent que l'inégalité sociale au Brésil est grande, même très grande. Autrement dit, toute la population sait, mais elle se sent impuissante. Gagner ces gens-là, ces 97%, c'est ça la question et je crois qu'il nous faudrait faire des campagnes ensemble, pour montrer qu'il existe différentes façons de s'engager, sur l'immédiat ou dans le long terme, ici, là-bas, etc.

Henri Rouillé d'Orfeuil Je suis complètement d'accord pour ne pas schématiser et je ne dis pas que les humanitaires ne sont pas capables de réfléchir aux causes des problèmes qu'ils traitent ni que les altermondialistes n'ont pas d'expériences concrètes des problèmes dénoncés. La plupart ont aussi les pieds dans la glaise. C'est vrai, il y a beaucoup d'expériences, de démarches concrètes, certaines auxquelles j'ai participé d'ailleurs. Je suis d'accord pour dire qu'il faut un espace ouvert : j'ai participé à tous les Forums et à chaque fois avec bonheur, et j'ai beaucoup appris. Je n'ai évidemment aucun problème avec la question des droits et avec celle de leur hiérarchie : tous les droits sont bons à négocier et à prendre ! Je suis d'accord aussi pour dire qu'il faut soutenir de nouvelles démarches, des expériences, des expérimentations. Nous en avons menées pas mal en ce qui nous concerne dans le domaine de la finance solidaire – et la remise récente du prix Nobel au fondateur de la Grameen Bank est une grande satisfaction –, mais le problème actuel, mondial, dépasse de beaucoup le microcrédit : tout cela ne suffit pas à atteindre, et encore moins à transformer le moteur économique central !
On construit des espaces financiers locaux, on mène des actions de solidarité financière, mais dès que les circuits deviennent rentables, alors ils sont accaparés par des acteurs autrement plus puissants qui récupèrent les bonnes ressources et concentrent la richesse que l'on peut en tirer. Donc, la question reste bien d'atteindre le cœur de ce que l'on critique, ce « logiciel historique » de la mondialisation, d'obliger les acteurs qui dominent la finance et l'économie

et tiennent aujourd'hui le volant de l'histoire, à respecter un cahier des charges social et environnemental. Il ne s'agit pas seulement d'un problème d'« alter-démarches » aux marges du système, mais de savoir comment on agit au cœur de celui-ci ?

Gustave Massiah Je sais que c'est un peu redondant, mais je le répète encore, je crois qu'il y a des convergences très fortes entre humanitaires et alters. Néanmoins, il peut y avoir des divergences à l'intérieur de ces deux sous-ensembles. Par exemple, je n'ai pas de divergence avec Médecins du Monde ou ACF. Je pense même qu'ils ont exploré des voies, par exemple quand Médecins du Monde se trouve confronté, sur ses antennes médicales en France, aux politiques qui ne veulent pas entendre la question de la médecine pour tous, se bat sur la CMU et participe donc à un changement. Par contre, j'ai une divergence quand Médecins sans Frontières déclare après le Tsunami que, finalement, la concurrence sur le marché humanitaire fait que le niveau de collecte est atteint pour l'urgence et que le développement ne les concerne pas ! Là il y a un vrai débat. Et quand une partie des porte-parole de l'action humanitaire nous explique qu'il faut arrêter de culpabiliser, arrêter le masochisme et que, finalement, face à ces États du Sud diabolisés il faut quand même que les États du Nord, eux qui sont tellement respectueux des droits de l'Homme et se battent contre la torture, appliquent des conditionnalités, là aussi il y a des limites !
Et je suis d'accord aussi pour dire qu'au niveau de l'altermondialisme, nous avons des gros problèmes. C'est vrai que certains d'entre nous cherchent des voies nouvelles et d'autres non. Pour ces derniers, ce serait assez simple : il suffirait de prendre des États, au besoin par un coup d'Etat, et d'appliquer les nouvelles politiques ! C'est vrai que ces questions sont posées de façon contradictoire au niveau du mouvement altermondialiste qui, au moment du passage au politique, a souvent des réponses très faibles et pas toujours innovantes.

Intervention dans la salle Auriez-vous d'autres exemples concrets où les humanitaires peuvent gêner les alters, mais également où les alters dérangent les humanitaires ?

Henri Rouillé d'Orfeuil Je pense qu'il n'y a pas de « dérangement », d'autant que personne n'est vraiment au pouvoir. Le jour où je ne sais quelle tendance de l'altermondialisme sera au pouvoir, il y aura peut-être du dérangement pour certains, mais actuellement on est tous à Porto Alegre, ça se passe très bien. La question de départ c'est plutôt de savoir si ces deux familles sont fusionnelles ou si ce sont deux planètes qui font toutes les deux des choses intéressantes mais ne se rencontrent pas beaucoup, sinon à Porto Alegre.

Michel Brugière Il faut être franc, on n'a jamais croisé d'altermondialiste au fond d'une brousse africaine ou d'une jungle de Birmanie, mais c'est vrai que les rencontres dans les grandes capitales sont plutôt sympas, en dehors des violences dans les premières manifs.

Denis Maillard Reste quand même la question posée par Gus d'une faille au sein du mouvement humanitaire. Il est vrai par exemple que Médecins sans Frontières affirme *mordicus* ne rien avoir à faire avec l'altermondialisme.

Chico Whitaker S'il y a vraiment un problème à résoudre à l'intérieur de l'altermondialisme, c'est la différence entre ceux qui cherchent à dépasser la logique du profit et de la compétition et ceux qui disent qu'il faut prendre le pouvoir et qu'on changera le monde tout simplement en le décrétant. Évidemment, il faut le discuter. Les moments dans l'histoire où nous avons voulu uniquement prendre le pouvoir, ça a donné Pol Pot par exemple. Donc, pour les altermondialistes c'est un défi énorme. On travaille, on discute de ces alternatives, on trouve des choses à faire, mais comment vraiment changer la logique qui domine le monde ? On n'a pas la réponse et ce ne sont pas non plus les humanitaires qui vont la trouver. C'est l'affaire de tout l'altermondialisme.

Gus Massiah Pour répondre à Michel Brugière, je lui dirai que j'ai rencontré des altermondialistes sur le terrain, par exemple en Équateur où le mouvement des municipalités indiennes Cotacachi, sont au Forum et se revendiquent altermondialistes. Et il y a beaucoup d'autres exemples comme celui-là et d'autres situations intermédiaires, comme en République Démocratique du Congo où des comités pour l'annulation de la dette sont ancrés dans le mouvement paysan.

Intervention dans la salle Est-ce que le fait que les organisations humanitaires comme Médecins du Monde ou Médecins sans Frontières soient de plus en plus engagées dans la machine économique du fait de leurs relations aux bailleurs de fonds dérange les alters dans la mesure où, quelque part, ils participeraient au système ?

Henri Rouillé d'Orfeuil Les associations ont un modèle économique faible, en ce qu'elles vivent de la cotisation de leurs membres. Alors, ça marche pour des associations de pêcheurs à la ligne qui n'ont pas de permanents et se représentent eux-mêmes pour aller défendre les zones de pêche ! Mais dès qu'on travaille pour des tiers, que l'on fait de grosses opérations, il faut trouver d'autres ressources. Il faut alors faire du *fund raising* auprès des citoyens, des entreprises, de l'État. Cela fait partie du modèle économique, voilà, c'est le jeu et tant qu'on n'est pas dans un autre jeu, c'est comme ça. Si demain, on trouve la possibilité de redistribuer différemment, que ces fonctions deviennent des services publics internationaux, ça changera peut-être.

Gus Massiah Dans un débat sur l'humanitaire qui a eu lieu il y a deux ans, je me suis retrouvé à une table avec un représentant de *Care* qui a expliqué qu'ils s'intéressaient vraiment à la France parce qu'une étude ayant révélé que la part de la collecte en France était très faible, cela pouvait être pour eux un marché très concurrentiel. Incontestablement, cette façon de construire des réseaux d'ONG à

la manière de multinationales peut conduire à des dérives… A la même table, un colonel du Génie expliquait qu'il faudrait créer des unités humanitaires dans l'armée, d'une part parce que cela favorisait l'avancement, d'autre part parce qu'il estimait qu'il était temps que les ONG et les militaires travaillent ensemble et que, par exemple, quand les avions de l'armée arrivent, les ONG occidentales soient sur le tarmac pour prendre le relais, sachant, disait-il, qu'il serait préférable que ce soient les ONG qui aillent chercher les financements vu la diminution des budgets militaires ! Par ailleurs, le modèle humanitaire m'interpelle de par son rapport aux médias qui conduit parfois à ne plus tout à fait maîtriser ce que l'on veut envoyer comme message.
Bref, par ces exemples qui touchent à la question de l'efficacité et du professionnalisme, je ne dis pas du tout que tout est à jeter mais ce sont des éléments qui m'interpellent sur ce modèle.

Henri Rouillé d'Orfeuil On ne peut pas nier que l'humanitaire est teinté d'un très fort occidentalisme et c'est lié au type de travail, à savoir l'absence de partenariat dans les situations d'urgence en général. Par exemple, au moment du Tsunami, les Indiens ont bloqué l'arrivée des humanitaires occidentaux et pris en charge eux-mêmes les secours ! Partant de là, on organise un séminaire à Pondichéry dans quelques semaines pour confronter les regards sur l'humanitaire parce que ces populations indiennes ont assumé des fonctions humanitaires dans un équilibre différent entre public, privé, collectivités locales, etc. Je pense que plus généralement l'humanitaire a besoin d'une confrontation avec les opérateurs du Sud qui font le même genre de travail qu'eux.

Humanitaires et altermondialistes

> Par Gustave Massiah

Entendu dans son sens littéral, en tant qu'adjectif, l'humanitaire, qui vise au bien être de l'humanité, prête peu à contestation. En tant que nom commun, défini comme l'ensemble des organisations humanitaires, il prête déjà à plus de discussions. Le mouvement humanitaire occupe une place spécifique dans l'ensemble du mouvement de solidarité et particulièrement dans le mouvement de solidarité internationale. Il s'est différencié des autres courants du mouvement de solidarité internationale, des tiers-mondistes, des anti-colonialistes et anti-impérialistes, des « développementistes ». Il a aussi évolué dans cette confrontation et s'est partagé dans ses conceptions et dans ses pratiques. Nous ferons l'hypothèse que la mouvance altermondialiste prolonge et renouvelle les courants et les formes de la solidarité internationale. Elle propose une nouvelle cohérence et constitue un nouvel espace de convergence dans lequel se reconnaît et se retrouve une partie du mouvement humanitaire.

> Des premières ONG aux associations de solidarité internationale

Le mouvement de solidarité internationale se construit à partir de plusieurs courants qui sont amenés à évoluer avec la décolonisation. Le courant caritatif trouve ses sources lointaines dans les congrégations et les ordres religieux. Il est renouvelé par un courant humanitaire qui trouve ses origines dans les réactions aux guerres. La Croix-Rouge est la première ONG (organisation non gouvernementale) au sens propre du terme, reconnue par les Nations unies. Le Secours Rouge qui deviendra le Secours Populaire Français est créé en 1925, la CIMADE (Comité inter-mouvements auprès des évacués) en 1939, le Secours Catholique, branche française de Caritas en 1947. C'est aussi la période de création des grandes ONG anglo-saxonnes ; OXFAM en grande Bretagne en 1942, CARE en 1945 et World Vision en 1950 aux Etats-Unis.

A partir de la fin des années 1950, le thème dominant est celui de la lutte contre la faim. Emmaüs international est créé en 1955 à travers l'Institut de recherche et d'action sur la misère du monde qui deviendra l'IRAM. Entre 1963 et 1965, on voit apparaître Terre des Hommes en France, Medicus Mundi, l'AFVP et Frères des Hommes.

La vague des indépendances des années 1960 va amener ces associations à associer à la lutte contre la faim la préoccupation du développement. Ainsi, en 1960, dans le sillon de la Campagne Mondiale contre la faim, se situe la création du CCFD (Campagne Catholique contre la Faim et pour le Développement). C'est la période du proverbe chinois : « Donne-moi un poisson, je mangerai un jour ; apprends-moi à pêcher, je mangerai toujours. » En 1958, le Père Lebret crée l'IRFED (Institut de Recherche et de Formation, Education au Développement) ; il développe une théorie de l'animation et de la formation orientées en priorité dans les zones rurales. Henri Desroches crée le Collège Coopératif qui fait le pont avec l'éducation populaire. Dès le début des années 1960, plusieurs mouvements de jeunesse et d'éducation populaire interviennent en Afrique ; les Eclaireurs et Eclaireuses de France, les Scouts et Guides de France, la Ligue Française de l'enseignement et de l'éducation permanente, la Fédération Léo Lagrange, les CEMEA (Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active).

Parallèlement à cette mouvance tiers-mondiste, il faut souligner l'émergence d'un courant issu des luttes anti-coloniales. Il apparaît dans le mouvement pour la paix en Algérie, les associations étudiantes africaines et maghrébines, les comités Vietnam, l'Association d'amitié avec les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Il se décline en comités de soutien et de lutte. A partir de 1965, le Cedetim (Centre d'études et de documentation sur les problèmes du tiers-monde, devenu en 1968, centre anti-impérialiste et aujourd'hui, centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale) en appuiera plusieurs, parmi lesquels les comités anti-outspan qui deviendront le MAA (mouvement anti-apartheid) et les comités de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien. Le Cedetim regroupera un grand nombre de coopérants progressistes, qu'on appellera les « pieds-rouges » qui voudront appuyer les indépendances.

Entre les tiers-mondistes et les anti-impérialistes, le débat est vigoureux. Les premiers trouvent les seconds trop politistes, et même trop politiques, et leur reprochent leur soutien à des Etats peu soucieux du respect des libertés. Les seconds trouvent les premiers trop basistes, localistes à travers leurs microréalisations, trop ruralistes et trop respectueux des autorités traditionnelles et religieuses. Ce clivage va s'atténuer dès la fin des années 1960. Une nouvelle génération de responsables va être porteuse d'une culture politique nouvelle, forgée dans les années de mobilisation qui vont suivre 1968. Les anti-impérialistes vont prendre conscience de l'évolution des régimes issus de la décolonisation et les tiers-mondistes vont mesurer les limites des actions locales. Ils vont se retrouver, ensemble, confrontés à l'offensive des antitiers-mondistes orchestrées par l'association Libertés sans frontières.

> Les associations de solidarité internationale et le mouvement humanitaire

C'est que, pendant ce temps, une nouvelle génération d'humanitaires a vu le jour à partir de la création de MSF (Médecins sans frontières) au moment de la guerre du Biafra en 1971. L'affirmation de ce nouveau mouvement d'action humanitaire, autour de MSF avec plusieurs associations dont Médecins du Monde, Action Internationale Contre la Faim, Equilibre et d'autres, va bouleverser le fond et les formes du

débat. Elle commencera par une période de confrontation très vive liée à l'affirmation, parfois exacerbée et sans nuances, du nouveau cours de l'action humanitaire.

Les questions posées par le nouveau mouvement humanitaire sont très pertinentes ; elles soulèvent des problèmes réels et fondamentaux. Elles bousculent les ONG qui interviennent dans l'humanitaire et qui ont entamé le passage du caritatif au développement. Le choc est d'autant plus vif que les nouvelles associations occupent le terrain de la solidarité sans ménagements et en affirmant une claire volonté d'hégémonie.

Dans une situation marquée par la crise de la décolonisation, l'évolution préoccupante des régimes issus des mouvements de libération nationale, la généralisation des guerres internes et des conflits ethniques, l'apathie des pouvoirs publics et l'indifférence de l'opinion, l'irruption du discours de l'action humanitaire est salutaire. On peut en discuter les termes, non l'importance de la réaction d'un mouvement humanitaire qui réaffirme son autonomie par rapport aux institutions politiques et religieuses.

Le discours met en avant la priorité donnée à la survie qui fonde l'urgence. Il affirme l'universalité des droits humains et revendique la légitimité de la solidarité humaine par rapport à la souveraineté nationale qui serait représentée exclusivement par les Etats ; ce serait le fondement du « sans-frontièrisme » et du droit d'ingérence humanitaire. Il met en avant le professionnalisme, la mobilisation des volontaires, la rapidité d'intervention, la mobilisation sur les situations d'urgence ; ce serait le fondement de l'efficacité et la preuve de la crédibilité et de l'utilité de l'aide. Il met l'accent sur la sensibilisation de l'opinion à travers les ressorts de l'émotion et du spectaculaire ; ce serait le fondement des rapports consubstantiels avec les médias.

Ce discours séduit dès l'abord et les nouvelles associations humanitaires s'imposent parmi les plus importantes de la solidarité internationale. Elles mobilisent de très nombreux volontaires en rencontrant le désir d'engagement immédiat et personnel de nombreux jeunes ; elles drainent des dons privés très importants ; elles captent une part croissante des fonds publics de l'aide au développement ; elles sont appuyées de manière constante par les médias et touchent l'opinion publique.

Après la période d'affirmation, les discours se diversifient et perdent une partie de leurs aspérités. Une partie des associations et de leurs porte-parole poursuit son offensive contre les autres composantes du mouvement de solidarité internationale. Le refus, justifié sur le fond, de la culpabilisation et du masochisme dérape vers le relativisme et rejoint les secteurs qui dans nos sociétés revendiquent ouvertement la réhabilitation de la colonisation. La critique, justifiée sans conteste, des Etats du Sud tourne à la diabolisation et le droit d'ingérence s'oriente vers une pression sur les Etats du Nord pour les pousser à imposer des conditionnalités qui mélangent les revendications démocratiques et l'ajustement au marché mondial. Les Etats du Nord sont encore présentés comme des arbitres sans considération pour leurs dénis grandissants pour les droits humains, leur responsabilité dans les guerres, leur rôle dans la structuration inique du système économique et politique mondial.

La culture de l'urgence développée est fondée sur une vision du Sud, occidentale et décomplexée, à travers une politique médiatique audacieuse qui conteste frontalement les sociétés civiles et les associations de ces pays. L'opposition maintenue entre urgence et développement fait l'impasse sur les causes et sous-estime la reprise en main par les grandes puissances qui prend les formes d'une recolonisation d'une partie du Sud.

Il existe fort heureusement un discours très différent dans le mouvement humanitaire. Les positions courageuses et nuancées de Rony Brauman et de tant d'autres tranchent complètement avec ces dérives. De même de nombreuses associations humanitaires sont aujourd'hui sur une position qui combine de manière heureuse le rapport entre urgence et transformation sociale. Dès le début des années 1980, la montée en puissance de l'humanitaire d'Etat va peser sur l'évolution du mouvement humanitaire et amener une partie de ce mouvement à converger avec l'ensemble du mouvement de solidarité internationale.

La politique étrangère des Etats met en avant l'action humanitaire et les droits de l'Homme. Il s'agit de faire coïncider l'idéalisme et les intérêts égoïstes des « monstres froids ». Cette évolution modifie les rapports entre l'humanitaire et le politique. A l'autonomie de départ succède un jeu complexe d'alliances conflictuelles. Les Etats-Unis, à partir de la présidence Carter font la promotion d'une idéologie spectaculaire des droits de l'Homme intrinsèquement liée à la

défense du marché mondial réellement existant. Le droit d'ingérence lie directement l'humanitaire et le militaire. Le droit humanitaire pèse sur le droit international.

Il faudrait aussi insister sur les conséquences de l'émergence du mouvement humanitaire sur l'organisation et la structuration du mouvement de solidarité internationale. En tant que mouvement associatif, celui-ci rencontre deux grandes contradictions : la professionnalisation et l'institutionnalisation. Pour intervenir à l'échelle des problèmes, il faut se professionnaliser et si l'on veut intervenir dans la durée, il faut d'une certaine manière s'institutionnaliser. Or, les modèles dominants sont ceux des entreprises et des institutions, surtout administratives, il faudrait donc trouver le moyen de répondre à ces nécessités, en tant qu'associations, de façon à construire une professionnalisation qui ne soit pas une réduction des associations à des quasi-entreprises et éviter la bureaucratie des administrations.

Le secteur associatif de solidarité internationale est aussi confronté au problème de la concentration et à la multinationalisation des ONG. Les grandes associations représentent un équilibre possible par rapport aux grandes entreprises et aux Etats ; cette évolution n'est pas sans dangers. Les associations humanitaires ne sont pas seulement les plus importantes par la taille, elles sont aussi les plus sensibles à ces évolutions. Le modèle d'efficacité emprunte aux entreprises mais aussi au militaire ; les logisticiens trouvent leur modèle dans les unités spécialisées des armées. Et les armées se réorganisent avec des unités humanitaires. En 2004, lors d'un débat organisé par l'hebdomadaire *La Vie* sur l'action humanitaire, deux interventions avaient tenu une place importante. Le représentant de CARE avait expliqué que les méthodes devaient être adaptées pour avoir accès, en situation très concurrentielle, aux parts du marché des capitaux destinées à l'humanitaire. Et un colonel du Génie expliquait que la coordination entre ONG et corps expéditionnaire laissait beaucoup à désirer, que les ONG occidentales devraient être présentes sur les aéroports avant le débarquement pour le faciliter et qu'elles devraient participer au financement de ces expéditions pour compenser l'éventuelle réduction des budgets militaires.

> La solidarité internationale, le partenariat et l'éducation au développement

Dans le débat ouvert avec le nouveau mouvement humanitaire, plusieurs associations de solidarité et ONG de développement mettent en avant l'éducation au développement et le partenariat. Ces formes d'action avaient été définies dès le milieu des années 1960 ; il s'agissait alors de sensibiliser l'opinion publique européenne, et plus spécifiquement française, à la nécessité de lutter contre la faim dans le tiers-monde et pour l'aide au développement. Porter secours aux victimes des famines et des conflits a fonctionné au début comme une évidence. Peut-on accepter la non-assistance à des personnes ou des peuples en danger ? Mais pour être à la hauteur des défis, il faut pouvoir s'appuyer sur une mobilisation de la société française. Cette mobilisation nécessite des moyens humains – l'engagement de bénévoles et de salariés –, des moyens financiers – dans les collectes et l'accès aux financements publics – et des moyens politiques, à travers l'action du gouvernement et des autorités publiques françaises.

L'orientation pour le développement dans les années 1960 est passée par des prises de conscience et des ruptures. La lutte contre la faim ne peut être résolue par le caritatif, elle doit s'inscrire dans une perspective plus large qui a été appelée développement. Ce développement ne peut se limiter à des projets ou même à des secteurs (santé, éducation, alimentation, etc.). Il s'agit d'un processus dont l'élément déterminant est la mobilisation des populations concernées. L'aide publique au développement doit être à la fois augmentée et remise en cause dans sa nature, dans sa structure et dans ses fondements.

Cette orientation a donné naissance à l'apport le plus important de ce mouvement : le partenariat. Au départ la recherche de partenaires était nécessaire pour assurer la viabilité des projets. Ensuite, s'est imposée l'idée qu'il fallait partir de la demande des partenaires. Puis, qu'il s'agissait de créer les conditions et l'environnement permettant de renforcer les partenaires. Et enfin, que l'objectif même était de travailler, en commun et en réciprocité, avec des mouvements associatifs représentant ce qu'on a appelé, pour simplifier, des

« sociétés civiles ». Le mouvement a inventé avec le partenariat la coopération de société à société.

Il fallait faire partager cette conception dans la société française. D'autant plus qu'à partir du début des années 1970, avec MSF, un marketing sans nuances flattait la « générosité » des donateurs et revendiquait l'essentiel des ressources publiques. Le refus du simplisme a conduit alors à proposer l'éducation au développement pour donner un autre visage au tiers-monde, expliciter les enjeux, les démarches et les solutions possibles, mettre en évidence les apports formidables du partenariat.

Cette éducation au développement nécessitait une recherche et une présentation des causes de cette situation, de ce qu'on a appelé alors le sous-développement ou le mal développement. René Dumont avec son livre *L'Afrique noire est mal partie* y a beaucoup contribué. Il fallait revenir à la colonisation et aux échecs des Etats postcoloniaux, aux responsabilités de la politique française, européenne et des institutions internationales. Cette approche critique indispensable n'a pas fait l'unanimité dans la société française, mais elle a fait progresser les prises de conscience.

Les militants des associations de solidarité internationale ont trouvé dans l'éducation populaire les bases méthodologiques de l'éducation au développement. Ils se sont appuyés sur les mouvements d'éducation populaire et notamment sur l'IRFED, l'IRAM et le Collège Coopératif. Ils se sont aussi appuyés sur l'expérience d'Amérique latine et particulièrement sur les actions et les travaux de Paulo Freire. Ils ont repris à *Pédagogie des opprimés* et *Education, pratique de la liberté* – deux de ses ouvrages les plus connus – les idées de conscientisation et d'autoformation individuelle et collective.

> Le développement confronté à ses limites et au néo libéralisme

A partir de 1977, le contexte mondial change ; la phase néo libérale de la mondialisation est une phase de reconquête. Elle trouve ses fondements dans la domination renouvelée par le Nord et la nature de l'économie mondiale, l'échec des régimes issus de la décolonisation, l'échec du soviétisme. Elle s'appuie sur une gestion agressive et criminelle de la crise de la dette.

Le front des non-alignés s'est effondré et, une dizaine d'années après, en 1989, c'est au tour de l'Union soviétique.

Le nouveau modèle dominant préconise l'ajustement des économies au marché mondial. Il propose la libéralisation, c'est-à-dire, la régulation par les marchés, particulièrement du marché mondial des capitaux, et la réduction du rôle de la régulation publique dans l'économie ; la priorité donnée à l'exportation et à l'exploitation effrénée des ressources ; la libéralisation des échanges ; la priorité à l'investissement international et aux privatisations ; la flexibilité et la pression sur les salaires ainsi que la réduction des systèmes publics de protection sociale ; la réduction des dépenses budgétaires considérées comme improductives qui se traduit par la réduction des budgets de santé et d'éducation ; la dévaluation des monnaies.

Pour achever la cohérence du modèle, il faut construire l'environnement international qui lui correspond. Dès le départ, la gestion de la crise de la dette a esquissé le cadre institutionnel autour du FMI, de la Banque mondiale, du Club de Paris et du Club de Londres. Le plus important reste la primauté du marché des capitaux, la régulation des investissements et l'organisation du commerce mondial. Il s'agit d'organiser le cadre contraignant pour les Etats, qui « libérerait » les marchés internationaux et les opérateurs privilégiés du développement, les entreprises internationales.

La mondialisation se traduit par l'ajustement de chaque société au marché mondial ; par la montée des inégalités entre le Nord et le Sud et dans chaque pays, par la précarisation dans les sociétés du Nord et l'explosion de la pauvreté dans les pays du Sud. La prise en compte des différences de situation, des inégalités, des discriminations, des formes de domination et d'oppression n'est pas pour nous une question secondaire, une conséquence qu'il faudrait corriger. Elle fait partie de la raison de la transformation sociale et la caractérise ; elle fait donc partie de ce que nous voulons comprendre, de notre façon de voir et d'analyser les sociétés et le système international.

Pourquoi, et comment, le modèle néo libéral s'est imposé ? Nous n'entrerons pas ici dans la discussion. Le modèle néo-libéral est en fait un modèle de reconquête. Il démontre que la bataille intellectuelle est une des formes de la lutte sociale. Il a tiré les leçons des échecs et des faiblesses des modèles

précédents pour proposer une nouvelle cohérence. Il a tiré profit de la contestation géopolitique du modèle soviétique qui s'est effondré définitivement en 1989 ; il a réduit, à travers la gestion de la crise de la dette, les marges d'indépendance obtenues par la décolonisation ; il a remis en cause les avancées sociales du salariat, à travers les politiques de précarisation et la mise en crise des systèmes de protection sociale. Cette évolution a démontré que les dynamiques à l'œuvre dans les sociétés ne sont pas seulement économiques, elles sont aussi sociales, politiques, idéologiques, culturelles et militaires.

Le mouvement de solidarité ne peut se désintéresser de la pensée du développement qui implique aujourd'hui sa remise en cause. La pensée du développement se traduit dans des modèles qui explicitent une conception à l'échelle du système-monde. Les politiques de développement sont une manière de la mettre en œuvre, dans une situation donnée. Les concepts ne sont pas toujours explicites pour les décideurs, politiques ou techniciens ; ils fonctionnent comme des évidences, définissent les politiques possibles et la représentation du réalisme. Ce sont les résistances et les crises qui rendent visibles le sens et la relativité des solutions proposées.

Le mouvement de solidarité est confronté à une remise en cause fondamentale de la notion de développement qui dépasse très largement la critique du néo libéralisme. Elle porte sur quatre questions qui constituent des coins aveugles de la conception du développement centrée sur l'économie et la croissance. Il s'agit des questions des discriminations sociales et culturelles, de l'impératif démocratique et des libertés, des conflits et des guerres. Il s'agit surtout de l'irruption du paradigme écologique qui heurte de front le cousinage entre les modèles préexistants, tous productivistes, qu'ils soient keynésiens, néo libéraux, soviétiques ou d'indépendance nationale. Ce paradigme écologique introduit un déplacement de la durée, en mettant en avant les droits des générations futures et une limite, celle de l'écosystème planétaire.

Dans cette situation, le mouvement de solidarité internationale confirme l'évolution engagée et le choix de se définir comme un mouvement de solidarité. La dénomination « Solidarité Internationale » est une représentation assumée. C'est un choix amorcé il y a une vingtaine d'années qui remplace les

notions d'ONG ou de tiers-mondistes qui ont aussi leur histoire. La solidarité comme valeur, ne se limite pas au champ international, elle trouve son application dans chaque pays. C'est l'avantage de la formulation « solidarité internationale » par rapport au concept « Nord/Sud ». Elle affirme que la solidarité commence au sein de chaque pays, y compris le sien. La définition du mouvement de solidarité internationale peut s'établir soit de façon statique par l'addition de ceux qui le constituent soit de façon dynamique par le projet qu'ils portent. Il y a toujours un rapport entre projet et structure, il est dialectique. Le projet du mouvement est la solidarité internationale ; ses structures sont principalement les associations de solidarité internationale.

L'éducation au développement se transforme en éducation à la solidarité internationale. Ses enjeux sont précisés : comprendre le monde pour le transformer dans le sens d'un monde plus libre, plus juste et plus solidaire ; comprendre le rapport entre les dynamiques internes de transformation des sociétés et la transformation du système international ; inscrire notre action dans la solidarité internationale et refuser la nature des rapports de discrimination et de domination dans chaque pays et entre pays, notamment entre Nord et Sud ; analyser la situation du point de vue des mouvements sociaux et citoyens porteurs de la solidarité internationale.

> Le mouvement altermondialiste et la transformation sociale

Partons de l'hypothèse que le mouvement altermondialiste, en tant que mouvement historique, prolonge et renouvelle le mouvement historique de la décolonisation. Il inclut le mouvement de solidarité internationale et lui donne de nouvelles perspectives. Il modifie le cadre et le contenu de l'éducation à la solidarité internationale.

Le mouvement de solidarité internationale s'inscrit dans cette périodisation. De 1980 à 1989, il soutient les résistances dans les pays du Sud qui marquent de plus en plus le partenariat. Il participe aussi de plus en plus aux mobilisations internationales contre le G7 et les institutions internationales. Le CRID, Agir Ici et le Cedetim organisent en 1989, à Paris, le premier sommet des sept peuples parmi les plus pauvres et participent à l'organisation de la manifestation et du concert, avec Renaud et Gilles Perrault, « Dette, colonies, apartheid, ça

suffat comme ci ». C'est une préfiguration des manifestations altermondialistes.

L'éducation à la solidarité internationale peut s'appuyer sur l'élargissement de la prise de conscience des conséquences dramatiques de la phase néo libérale de la mondialisation. Ces conséquences sont : la montée des inégalités et de leur liaison aux discriminations ; l'aggravation de la domination du Nord sur les peuples du Sud et leur liaison avec les conflits et les guerres ; la mise en cause de l'écosystème planétaire et des droits des générations futures et leur lien avec le productivisme et la logique spéculative financière ; la montée des insécurités sociales, écologiques, guerrières et leur lien avec les idéologies sécuritaires et les doctrines des guerres préventives. Cette prise de conscience élargit la compréhension des liens entre les questions sociales, les questions sociétales et la question mondiale. Elle prend en compte l'intime rapport entre les niveaux locaux, nationaux, régionaux (au sens des grandes régions), et mondiaux.

Cette prise de conscience commence dès le début de la phase néo libérale, au début des années 1980, dans les pays du Sud avec les luttes contre la dette, le FMI, la Banque mondiale, les plans d'ajustement structurel. Elle met en lumière dès 1989 le cadre institutionnel de cette phase de la mondialisation (le G8, FMI et Banque mondiale, OCDE, OMC). Elle se déploie à partir de 1994 en Europe (Italie, France, Allemagne), aux Etats-Unis et en Corée contre le chômage, la précarisation et la remise en cause des systèmes de protection sociale. A partir de Seattle en 1999, et de Porto Alegre en 2000, les forums vont être les lieux de la convergence des mouvements des pays du Sud et du Nord.

Le mouvement altermondialiste dans ses différentes significations est porteur d'un nouvel espoir né du refus de la fatalité ; c'est le sens de l'affirmation « Un autre monde est possible ». Nous ne vivons ni « La Fin de l'Histoire » ni « Le Choc des civilisations ». La mouvance altermondialiste résulte en effet de la convergence des mouvements de solidarité : le mouvement syndical, le mouvement paysan, le mouvement des consommateurs, le mouvement écologiste, le mouvement féministe, le mouvement de défense des droits humains, le mouvement des associations de solidarité internationale, sans compter les associations culturelles, de jeunesse, de chercheurs, confrontent leurs luttes, leurs pratiques, leurs réflexions. Mais à travers les forums, une

orientation commune se dégage également : celle de l'accès pour tous aux droits fondamentaux, à la démocratie, à la paix. C'est la construction d'une alternative à la logique dominante. A l'évidence imposée qui prétend que la seule manière acceptable pour organiser une société c'est la régulation par le marché, nous pouvons opposer la proposition d'organiser les sociétés à partir de l'accès pour tous aux droits fondamentaux. Cette orientation commune donne son sens à la convergence des mouvements.

Cette orientation commune se traduit par une nouvelle culture de la transformation qui se lit dans une évolution de chacun des mouvements. La référence à l'accès aux droits pour tous imprègne les mouvements. Pour citer quelques exemples, Amnesty International a décidé, il y a trois ans, de prendre en charge la défense des droits économiques, sociaux et culturels ; Médecins du Monde définit ses objectifs par rapport au droit à la santé ; les syndicats mettent en avant les quatre droits fondamentaux de l'OIT ; Via Campesina prend en compte la défense de la paysannerie, de la souveraineté alimentaire, des risques écologiques et scientifiques ; etc.

Le mouvement de solidarité internationale en est transformé. Le mouvement associatif se saisit de la question de la transformation sociale à partir de la recherche d'alternatives, celles qui correspondent à l'accès aux droits fondamentaux pour tous et à l'égalité en droit. La base du mouvement change. Il n'y a pas les militants de la solidarité internationale qui s'adressent à l'opinion publique ; il y a tous ceux qui, dans les mouvements et la convergence des mouvements, sont convaincus de l'importance de la solidarité internationale et la pratiquent. Cette évolution est visible à travers le CRID et son adaptation, en tant que collectif, au contexte mondial notamment depuis l'émergence des Forums sociaux. Sur 54 membres du CRID, 29 y sont entrés depuis moins de 4 ans : ce ne sont plus seulement des associations de développement travaillant quasi-exclusivement sur la solidarité internationale au Sud.
On constate ainsi un élargissement de l'espace de la solidarité internationale axé sur la transformation sociale et la construction des alternatives et non plus seulement axé sur une solidarité Nord-Sud.

Actuellement émerge une discussion autour de l'orientation et des valeurs que représente la solidarité internationale. Qu'il s'agisse de citoyenneté, d'éducation populaire ou de

partenariats, la solidarité internationale est une des dimensions de la solidarité tout court. Le mouvement altermondialiste esquisse une nouvelle approche, mondiale, qui inclut la contradiction Nord-Sud sans s'y limiter. La solidarité est plus forte parce que la situation est commune et vécue comme telle.

Les thèmes de la solidarité internationale sont portés par le mouvement altermondialiste : ils l'ont précédé et préparé et celui-ci a permis de les réorienter. Citons par exemple :
- la question du droit international et de la lutte contre l'impunité ;
- le cadre institutionnel de la mondialisation et la réforme radicale des institutions internationales ;
- les rapports entre migrations et mondialisation, la démocratie dans l'entreprise et les normes internationales garantissant leur responsabilité sociale et environnementale ;
- l'expertise citoyenne et la contestation du monopole de l'expertise dominante ;
- le marché mondial et les échanges internationaux ;
- l'annulation de la dette et l'élimination des paradis fiscaux ;
- la redistribution par les taxes globales ;
- l'exploration des voies nouvelles de l'économie sociale et solidaire.

> Les associations humanitaires et l'altermondialisme

De nombreuses associations humanitaires sont parties prenantes de la mouvance altermondialiste. Tout d'abord, la distinction entre associations humanitaires et autres composantes de la solidarité internationale s'est beaucoup atténuée. De nombreuses associations du CRID se définissent aussi comme associations humanitaires (CCFD, Secours Catholique, Secours Populaire, Secours Islamique, Emmaüs International, etc.) Ensuite, de nombreuses associations humanitaires participent au Forums sociaux mondiaux et Européens ainsi qu'à d'autres manifestations de la mouvance altermondialiste, comme par exemple au Sommet Pour un Autre Monde (SPAM) à Annemasse en 2003, en réponse au G8. Certaines des associations internationales d'urgence, comme Caritas Internationalis ou OXFAM International, participent même de manière très importante au financement des Forums sociaux mondiaux et sont membres du Conseil International des FSM.

La convergence s'est faite sur le fond, sur la priorité donnée aux droits fondamentaux. Elle a été explicitée à la Conférence de Vienne sur les Droits Humains en 1993 qui a posé le principe de l'universalité et de la complémentarité des droits civils et politiques et des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux (DESC). Elle a été prolongée par la Commission des Droits Humains des Nations unies qui a défini la justiciabilité et la garantie des droits à travers l'élaboration du protocole additionnel sur les DESC. La décision de Amnesty International de prendre en compte la défense des DESC confirme cette évolution. Le chantier reste ouvert avec l'approfondissement de la liaison entre droits individuels et collectifs et entre droits individuels et droits des peuples.

Le rapport entre urgence et développement, suivant ses différentes acceptions, est une des questions clés de la période. Nous savons bien qu'il faut répondre à l'urgence, mais que la solution durable n'est pas dans la réponse à l'urgence. Il faut bien s'attaquer à la transformation sociale et aux alternatives. De ce point de vue, le lien est la stratégie : comment fait-on pour réagir dans l'urgence par rapport à une perspective ? Le débat stratégique est le débat essentiel du mouvement de solidarité internationale. Plusieurs associations se sont engagées sur cette voie. Handicap International et d'autres associations intervenant dans l'urgence travaillent avec Architecture et Développement sur l'organisation d'un habitat et de quartiers durables pour prolonger l'abri et le relogement en période de catastrophe. Médecins du Monde est passé de la réponse immédiate aux besoins à l'accès au droit à la santé et à une réflexion sur la durabilité des structures de soins.

Ces associations, pour s'engager dans le dépassement de la différence entre urgence et transformation dans la durée se sont investies dans le partenariat. Elles développent des formes très avancées de construction de partenariat. La solidarité internationale s'appuie sur le partenariat qui est à la fois un objectif et un moyen. Le mouvement altermondialiste permet de franchir un pas supplémentaire dans le partenariat. Comme nous pouvons le vérifier dans les forums sociaux, il ne s'agit pas d'aider un partenaire à vous ressembler mais de travailler ensemble à un projet commun.

Les associations humanitaires s'engagent aussi plus directement dans le mouvement de solidarité et

développent des positions offensives par rapport aux pouvoirs publics. Les plate-formes et les campagnes sont des formes aujourd'hui particulièrement intéressantes de l'émergence de nouvelles pratiques, de formes de luttes, de propositions et de négociations. Les associations humanitaires sont parties prenantes actives de ces plate-formes comme on a pu le voir avec la participation de Médecins du Monde, Action Contre la Faim et Handicap International à la campagne « 2005, plus d'excuses ! » contre la pauvreté. Le rapport à l'opinion publique ne se restreint pas à l'influence sur les institutions et les acteurs économiques et au lobbying. L'objet principal du mouvement de solidarité internationale est d'être reconnu comme un acteur du changement et de négocier en situation, d'assurer le renforcement des associations, des mouvements et des sociétés.

Les associations humanitaires s'engagent par rapport aux pouvoirs publics. Ainsi Handicap International a pu faire changer la réglementation internationale sur les armes avec l'interdiction des mines anti-personnel. Un exemple particulièrement intéressant est celui de la campagne de Médecins du Monde désireux de ne pas limiter son action aux zones de détresse du tiers-monde et qui avait ouvert une, puis plusieurs, antennes médicales en France pour amener l'Assistance Publique à soigner tout le monde. L'échec de cette action, qui se voulait symbolique, a conduit l'association à jouer un rôle actif dans l'adoption de la Couverture Maladie Universelle (CMU).

Le mouvement altermondialiste tire sa force du soutien de l'opinion publique dans chaque pays et au niveau international. Il pose la question de la formation de l'opinion publique mondiale et de son rapport avec l'hypothèse d'une conscience universelle. L'élément le plus important de la dernière période, c'est l'irruption d'une opinion publique dans les pays du Sud comme on a pu le constater avec la crise des médicaments génériques contre le sida, au Brésil, en Inde et en Afrique du Sud. Le mouvement est alors confronté à la question difficile de la formation de l'opinion et notamment du rôle des médias. Sans négliger la nécessaire critique des médias, elle permet de tenir compte des contradictions des médias pour éviter au maximum d'en être instrumentalisé. Les associations humanitaires peuvent apporter au mouvement de solidarité internationale une compréhension renouvelée et élargie du rapport avec les

médias. Les deux composantes peuvent aussi s'enrichir dans la construction d'une expertise citoyenne élargie aux mouvements sociaux, civiques et citoyens. Cette expertise citoyenne permet de contester le monopole des expertises dominantes.

Le mouvement altermondialiste est riche de sa diversité, de la multiplicité des courants de pensée qui le composent. Il permet de mieux appréhender la complexité du monde. Il combine plusieurs démarches à travers l'intervention dans l'urgence, la résistance aux logiques dominantes, la recherche des alternatives, la mise en œuvre de pratiques innovantes, la négociation en situation. La convergence des associations humanitaires et des autres composantes ouvre des perspectives nouvelles pour le mouvement de solidarité internationale.

L'auteur

Ingénieur et économiste, Gustave Massiah est président du CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement).

Références

Michel Faucon, *Historique, notion et démarche de l'EADSI*, CRID, 2006.
Réseau Polygone, *Éducation au développement*, ITECO (Belgique), 1999.
Michel Doucin, *Les ONG acteurs-agis des relations internationales*, Thèse de sciences politiques, Bordeaux, 2005.
Henri Rouillé d'Orfeuil, *La diplomatie non gouvernementale : Les ONG peuvent-elles changer le monde ?*, Éditions Charles Léopold Mayer, 2006.
Jean Marie Hatton, *Note sur la structuration des Organisations de Solidarité Internationale*, HCCI, 2006.
Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts, *Le Retournement du monde, sociologie de la scène internationale*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Dalloz, 1992.
Jean-Christophe Rufin, *Le piège humanitaire*, Lattès, 1993.
Pierre Garrigue, *Article Action humanitaire*, Encyclopédia Universalis, 1999.
Maurice Torelli, *Le Droit international humanitaire*, Que sais-je ?, PUF, 1989.

La galaxie altermondialiste : un espace coopératif fait de rivalités

> Par Isabelle Sommier

L'altermondialisme est une cause très récente dans l'espace des mouvements sociaux qui a connu un succès extrêmement rapide au point d'être devenu en quelques années seulement une sorte de « marque » autour de laquelle s'organisent, ou du moins se positionnent, un grand nombre d'organisations associatives comme partisanes.

> De l'anti à l'alter

Le terme même est d'apparition récente : il s'est imposé au cours de l'année 2002 en remplaçant celui d'antimondialisation, né à l'automne 1999 au cours du sommet de l'OMC à Seattle contre lequel 1200 groupes d'horizons divers s'étaient mobilisés en dénonçant chacun dans sa spécialité (syndicale, consumériste, écologiste, humanitaire, droits de l'Homme, etc.) les effets humains, sociaux et environnementaux de la mondialisation des flux économiques et financiers. Le passage d' « anti » à « alter », impulsé avec succès par les activistes eux-mêmes, en particulier Attac, avait plusieurs objectifs : tout d'abord se réapproprier le pouvoir de se définir, l'étiquette « anti » ayant été apposée de l'extérieur, par les médias. Ensuite, contrer l'image négative qu'elle véhiculait, celle d'un mouvement simplement animé par une logique de dénonciation, défensif voire désuet, qui pouvait l'associer aux nostalgiques de

l'Etat-nation et/ou aux « souverainistes ». À l'inverse, le préfixe « alter » est censé signifier que, loin d'être hostile au processus de mondialisation, ce mouvement se veut l'expression et le moteur d'une autre mondialisation, d'une mondialisation par le bas (*globalization from below*), qui serait antérieure à la mondialisation des flux économiques et financiers vilipendée, la fameuse « globalisation ». En interne enfin, ce baptême devait lancer une nouvelle phase stratégique pourrait-on dire : la phase de propositions d'alternatives succédant à la phase de dénonciation considérée victorieuse puisque la question est non seulement bel et bien arrivée sur l'agenda politique, mais aussi considérée comme un problème par quasiment tout le spectre politique français, à la différence des autres pays occidentaux.

Les militants altermondialistes vilipendent le « consensus de Washington » qui prône le retrait de l'intervention de l'État en matière économique et sociale, les privatisations et la libéralisation des marchés financiers, et sur lequel s'alignent depuis les années 1980 l'ensemble des politiques nationales, régionales (l'Union européenne, l'ALENA nord-américain), internationales (G7 puis G8, FMI, Banque mondiale, OMC, OCDE). La tenue des réunions internationales officielles ou officieuses comme le forum économique de Davos (qui fournit le contre-modèle du premier Forum social mondial à Porto Alegre en janvier 2001) donne aux contestataires l'occasion de se manifester dans une dynamique ascendante jusqu'en 2004, date à laquelle on peut percevoir un essoufflement relatif dans les pays du Nord au profit des pays du Sud. Leur panoplie d'action est large : cortèges, contre-sommets, forums mondiaux, régionaux ou thématiques, actions spectaculaires dites de « désobéissance civile », lobbying, mais aussi et c'est sans doute une des particularités, pratiques de contre-expertise diverses par le biais de *think tanks* et d'observatoires mi-savants mi-activistes.

> Un mouvement aux contours… mouvants

Cette variété des modes d'action n'est que l'expression de la diversité extrême des acteurs composant l'altermondialisme. Celui-ci se présente en effet comme un espace coopératif d'organisations variées qui alignent leurs griefs (et des griefs co-extensifs) autour de la dénonciation de la globalisation économique et financière – la « mondialisation » –, dans une

mobilisation à caractère multisectoriel et suivant un cadrage qualifié par Marcos Ancelovici de « politique contre marché »[1], c'est-à-dire visant à réhabiliter la décision et les choix politiques au détriment du libre jeu du marché. Les organisations spécialisées sur cette nouvelle cause, et par conséquent de création récente comme Attac, sont en tant que telles minoritaires : elles représentent moins d'un quart de la trentaine des groupes français régulièrement investis dans des mobilisations altermondialistes. Les autres sont issus de générations militantes variées et porteurs des causes les plus diverses. Tous les modèles organisationnels sont présents :

- des syndicats (la Confédération paysanne, les SUD et l'Union syndicale solidaires) ;
- des Organisations de solidarité internationale (OSI) comme le Cedetim, le Crid, Artisans du monde ;
- des groupes issus des « Nouveaux mouvements sociaux » (NMS) comme la CADAC (coordination des associations pour le droit à l'avortement) ou Les Amis de la terre ;
- des clubs intellectuels (Fondation Copernic, Espaces Marx) ;
- des associations en tout genre et des réseaux.

L'altermondialisme s'apparente ainsi à un « mouvement de mouvements » aux contours mouvants suivant le moment et l'enjeu particulier de la mobilisation qui offrira à telle ou telle « famille de mouvement » l'occasion de préparer et de mettre en musique l'événement ; par exemple, plutôt les OSI (organisations de solidarité internationale) pour organiser une campagne sur les institutions financières internationales (comme la campagne Jubilé 2000 en faveur de l'annulation de la dette du tiers-monde), ou plutôt les syndicats et groupes de « sans » lors des manifestations contre les sommets européens. Ces contours et par voie de conséquence l'orientation générale de la galaxie altermondialiste varient également d'un pays à l'autre : les OSI et les associations œuvrant pour le commerce équitable sont moteurs en Grande-Bretagne ; les premières côtoient les « Nouveaux mouvements sociaux » issus de l'après-1968 (pacifistes et écologistes au premier chef) en Allemagne ; le mouvement italien est issu conjointement des associations de solidarité d'empreinte catholique et des organisations du monde communiste. La dimension sociale est nettement marquée en France, du fait du rôle joué par les nouveaux syndicats et les associations de « sans », sans toutefois occulter les groupes de sensibilité tiers-mondiste qui s'avèrent être partout présents.

[1] Marcos Ancelovici, « Organizing against globalization : the case of ATTAC in France », in *Politics and society*, 2002, n° 30.

Ces configurations particulières à chaque pays s'expliquent par la dynamique militante nationale qui a rendu possible, en amont, la remobilisation des militants sans laquelle l'espace altermondialiste n'aurait pu voir le jour. Avant la date fondatrice de Seattle (1999), plusieurs moments communs ou fédérateurs ont en effet soit scandé l'émergence, sur des terrains revendicatifs différents, des thèmes qui deviendront centraux dans l'altermondialisme, soit permis à des groupes de nouer des relations transnationales avec leurs homologues. C'est le cas par exemple du Sommet de la Terre de Rio Janeiro en 1992 pour les écologistes et les environnementalistes, ou de la lutte contre l'Accord multilatéral sur l'investissement en 1997-98. On peut repérer, en France, quatre épisodes importants qui vont fournir les cadres principaux, discursifs comme organisationnels, du mouvement hexagonal :

- la célébration associative du Bicentenaire de la Révolution qui, en juillet 1989, dénonce les politiques des institutions internationales dans les pays du Sud, témoigne d'une recomposition de la mouvance tiers-mondiste par le rapprochement de sa composante anti-impérialiste incarnée par le Cedetim, et de sa composante chrétienne (Peuple solidaire, Terre des Hommes, CCFD), avec une orientation « développement » opposée au pôle « humanitaire » sur le devant de la scène au cours des années 1980 ;
- les grèves de novembre-décembre 1995 et la défense du « modèle social français » au travers de celle du régime des retraites et, plus tard, des services publics, qui officialisent la coupure du champ syndical et sa radicalisation autour des nouveaux syndicats de salariés ;
- les Marches européennes contre le chômage et la précarité de 1997 et 1999, organisées à l'initiative d'Agir ensemble contre le chômage (AC !), qui viennent couronner le processus d'émergence de la nouvelle question sociale, celle de la précarité et de l'exclusion, avec le pôle des associations de « sans » ;
- le démontage du Mac Donald's de Millau par la Confédération paysanne le 12 août 1999, et plus précisément ses suites avec sa relecture comme acte de résistance contre la « malbouffe » et pour la « souveraineté alimentaire » qui placent José Bové et à travers lui son organisation en symbole hautement médiatique de la « résistance » à la mondialisation néo libérale.

> Une participation à géométrie variable

Les acteurs de l'altermondialisme viennent de deux types de trajectoires. D'un coté, les nouveaux venus dans l'espace des mouvements sociaux ont le plus souvent expérimenté une position de dissidence dans leur précédente organisation qui les a conduits à la scission ou à l'exclusion ; c'est le cas des nouveaux syndicats (CP et SUD) mais aussi des « associations de sans ». Il s'agit, de l'autre, de groupes anciens qui se sont radicalisés jusqu'à, pour certains, se placer sur un registre contestataire très éloigné de leur facture de départ. Il en va ainsi des groupes de défense des droits de l'Homme et des associations humanitaires et de développement, comme Oxfam dont la charte, adoptée en 2000, entend lutter contre « la nouvelle orthodoxie économique » aux côtés d'un « nouveau mouvement social », notamment pour la souveraineté alimentaire, l'accès aux médicaments et l'annulation de la dette du tiers-monde. La FIDH (Fédération internationale des droits de l'Homme) a quant à elle commencé à s'inquiéter des atteintes aux droits sociaux dont se rendent coupables des firmes multinationales à partir de 1996 et fini par rejoindre en 2000 le camp des promoteurs d'une réforme des institutions financières. Amnesty international s'est transformé à son tour lors d'une réunion tenue à Dakar le 25 août 2001, quand elle décide d'élargir son champ d'intervention à la défense des droits sociaux et économiques et non plus seulement civils et politiques.

La participation de ces « vieilles dames » au mouvement altermondialiste est toutefois variable et sélective comme elle l'est aussi pour des organisations écologistes transnationales de type Greenpeace. Leur public est proche de celui rencontré dans les forums sociaux, les causes en grande partie communes et ce, de façon grandissante tant il est vrai que le succès de l'altermondialisme et sa logique de coopération interorganisationnelle ont eu pour effet un gommage tendanciel des différences revendicatrices entre les groupes. Le profil homogène des altermondialistes[2] ne détonne guère par rapport à celui des militants humanitaires par exemple : ils sont fortement dotés en capitaux scolaires (70% des participants au deuxième Forum social européen tenu en France en novembre 2003 sont diplômés du supérieur) ; ils appartiennent dans leur très grande majorité aux professions intermédiaires (44% des actifs interrogés) et « cadres et professions intellectuelles supérieures » (42%) ; ils ont des dispositions au cosmopolitisme par leur maîtrise

[2] Les données statistiques utilisées ici sont issues d'une enquête collective, *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Eric Agrikoliansky et Isabelle Sommier (dir.), La Dispute, 2005.

des langues étrangères, les liens qu'ils entretiennent dans d'autres pays ainsi que par leurs expériences de vie à l'étranger. Il est difficile pour les organisations d'ignorer une cause où se reconnaissent une partie importante de leur clientèle en raison du multipositionnement des militants altermondialistes. Ceux-ci affichent en effet une affiliation moyenne à 2,4 organisations : 41% d'entre eux appartiennent à une organisation altermondialiste *stricto sensu*, 34,6% à un syndicat, 26% à une organisation humanitaire. Viennent ensuite, autour de 17% à 19%, l'appartenance à une association écologiste ou environnementaliste, de défense des droits de l'Homme, pacifiste, à un parti politique. Si l'on regarde où se nouent le plus souvent ces multi-appartenances, on voit très nettement se dégager un pôle central structuré autour des associations altermondialistes (comme Attac) et composé d'organisations écologistes, de défense des droits de l'Homme et de développement. Ce centre de gravité de la nébuleuse des altermondialistes se renforce des motivations communes à l'engagement que partagent clairement les militants, quelle que soit leur appartenance associative : les relations Nord-Sud et la défense de l'environnement figurent au premier rang des préoccupations déclarées par les participants au 2e FSE de novembre 2003 ou les protestataires contre la tenue du G8 à Evian au printemps précédent.

Mais, en France tout du moins, les ONG peuvent également craindre d'être associées à un mouvement présenté comme « politique » voire « gauchiste ». Dans la réalité, l'orientation massive des altermondialistes à la gauche de l'échiquier politique n'est pas si différente de celle des militants d'AI ou de la LDH ; l'image parfois très radicale qui en est renvoyée du fait des médias et de la visibilité de personnalités d'extrême gauche ne correspond guère à l'orientation électorale nettement plus réformiste de l'ensemble. La variété des sensibilités politiques se reflète également dans les différentes alternatives au processus de globalisation vilipendé défendues par les groupes : s'agit-il de la « dompter » ou de la « maîtriser » pour lui donner un « visage humain », en s'appuyant sur les institutions européennes voire internationales (Oxfam), ou en réhabilitant les régulations à l'échelle nationale (Attac) ? Ou faut-il envisager, au moyen d'une politique de relocalisation, un processus inverse de « déglobalisation », comme le préconisent Walden Bello et l'IFG (*International Forum on Globalization*)[3], qui regroupe depuis 1994 des intellectuels activistes d'une

[3] Voir IFG, *Alternatives to economic globalization. A better world is possible*, Berrett-Koehler, 2002.

vingtaine de pays ? En fait, l'engagement distancié de Greenpeace ou d'une autre association à l'altermondialisme se retrouve chez les confédérations syndicales qui, elles aussi, craignent les éventuels « débordements gauchistes » ou simplement n'apprécient guère de parler d'égal à égal avec des petits syndicats critiques à leur égard et concurrents.

L'altermondialisme est un espace coopératif certes, mais fait de rivalités, de concurrences, de rapports de force… le tout avec une obligation de réussite lorsqu'il s'agit de monter un événement comme un forum social. Car dans un contexte qui, malgré une embellie par rapport aux années 1980, reste difficile pour l'action collective, il permet aux organisations de faire des économies d'échelles, offre une cure de jouvence à certaines, un brevet de combativité à d'autres et, à tous, un dénominateur commun pour aligner leurs griefs autour d'une même cible.

L'auteur

Isabelle Sommier est maître de conférences à l'Université Paris I, directrice du Centre de Recherches politiques de la Sorbonne (CRPS). Elle est notamment l'auteur de *La France rebelle* (dir. avec Xavier Crettiez), Paris, Michalon, 2002 (nouvelle édition octobre 2006) ; *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2003 ; *Officier et communiste dans les guerres coloniales*, Flammarion, 2005 ; *Radiographie du mouvement altermondialiste* (dir. avec Eric Agrikoliansky), La Dispute, 2005.

« On parle de choses différentes »

> Entretien avec Pierre Salignon, directeur général de Médecins Sans Frontières-France

Revue Humanitaire : Posons la question franchement : quel est le problème de Médecins Sans Frontières avec le mouvement altermondialiste ?

Pierre Salignon : Je ne suis pas sûr qu'il y ait un problème. Simplement, on parle de choses différentes. Nous sommes une organisation humanitaire médicale, internationale avec 19 sections à travers le monde et près de 70 nationalités dans notre personnel. Il a pu y avoir des confusions notamment avec le lancement de la Campagne d'accès aux médicaments essentiels où certains ont cru que l'on prenait des positions contre l'économie de marché et ses logiques. Or c'était un raccourci rapide et décalé. Cette campagne visait et vise toujours à s'assurer que l'on ait les médicaments disponibles pour traiter les patients dont on a la responsabilité. Par effet, bien souvent, certaines avancées en termes d'accès à des médicaments ou à certaines molécules à un certain prix accessible peuvent bénéficier au plus grand nombre. Mais nous restons sur quelque chose de très pratique qui part d'une réalité opérationnelle. Nous ne sommes pas dans une posture vis-à-vis du capitalisme, de la mondialisation et de son absence de régulation. En tant que citoyen, le discours des altermondialistes peut m'intéresser mais dans ma pratique professionnelle, il est complètement décalé par rapport à ma réalité d'acteur de l'humanitaire.

RH : Mais sur cette campagne, précisément, vous vous êtes alliés à Oxfam qui, elle, assume son soutien au mouvement alter. Comment vous positionnez-vous sur ce partenariat, alors que vous auriez pu y renoncer et être seuls ?

P.S. : C'est d'abord une question de démultiplication de notre impact. Et puis nous étions complémentaires dans la façon de poser la question de l'accès aux médicaments. C'est une coopération qui

fait preuve d'un certain réalisme. De notre côté, nous parlions depuis notre réalité de terrain : quels patients sont dans nos consultations, quels médicaments sont disponibles pour les soigner ? On s'est rendu compte par exemple que de nombreux médicaments n'ont pas bénéficié de recherche-développement depuis longtemps, que sur certaines pathologies on pouvait récupérer des brevets… Mais il ne faut pas y voir ce qui n'y est pas : c'est une démarche très pragmatique et opérationnelle. Si nous développons des contacts avec tout le monde – alters, entreprises pharmaceutiques, entreprises privées, groupes militaire divers, etc. – c'est pour mener à bien nos actions sur le terrain.

RH : Alors laissons de côté cette Campagne, mais qu'est ce qui empêche MSF de rejoindre « officiellement » le mouvement altermondialiste ?

P.S. : Il ne s'agit pas d'être pour ou contre les Alters, mais qui sont les Alters aujourd'hui ? C'est une réalité sociale qu'on pourrait définir comme un des modes d'organisation de la société civile internationale. Sur certains thèmes, comme le droit à la santé, il existe des chevauchements. Mais une autre source de la confusion vient sans doute du fait que l'humanitaire se définit souvent en tension avec le politique. Mais pour nous l'humanitaire n'a pas d'autre fin que de sauver des gens. Il n'est pas là pour formuler des solutions. Cela ne signifie pas qu'au cours de notre action, en étant en tension avec tel ou tel gouvernement ou l'industrie pharmaceutique, on ne va pas amener à des changements de situation : nous sommes avant tout des médecins qui allons sur des crises pour aider des personnes en souffrance et nous y allons avec nos compétences, notre éthique et nos moyens pour tenter d'avoir une influence sur un pic de mortalité ou une période de violence extrême. On se définit donc avec un rôle qui, par-delà les perceptions publiques, reste très modeste.

RH : Mais à l'image des médecins de santé publique qui, à un moment donné, ont pris du recul par rapport à leur travail pour envisager des logiques plus globales, n'aurait-il pas été logique que MSF, après trente ans d'action de terrain voie dans le mouvement alter naissant un moyen de porter une réflexion globale sur les crises qu'elle traitait ?

P.S. : Mais est-ce qu'il aurait été réaliste par rapport à la situation des populations sur le terrain ! Cela peut paraître trop délimité, trop fermé..., mais cela renvoie à la définition de notre champ de responsabilité : on ne peut pas tout faire et ce que nous faisons est déjà une tâche immense : notre pratique médicale, les secours en situation de conflit, la réponse à des épidémies de grande envergure ou notre réflexion sur les standards de l'aide qui ne nous paraissent

pas de bonne qualité, etc. Nous sommes sur ces champs parce que cela a un effet immédiat sur les populations qu'on assiste. Si, de temps en temps, dans le cadre de cette tension avec le politique, il y a des conjonctions d'intérêt, que ce soit avec des gens de la mouvance alter ou d'autres, et bien on verra ! C'est comme lorsqu'on passe un accord avec Sanofi pour le développement d'un nouveau médicament pour lutter contre le paludisme, en lien avec la DNDi (Drugs for Neglected Diseases initiative) lancée sous l'égide de MSF avec des partenaires brésiliens, indiens, africains et du Sud-Est asiatique, ainsi que l'institut Pasteur.

RH : Est-ce que cette tension entre action et réflexion ne finit pas par vous poser un problème en interne ?

P.S. : Elle est constamment en débat dans l'association et c'est normal. C'est comme la tension entre urgence et développement qui est permanente. Au Niger, en intervenant lors d'un pic de malnutrition sévère, on nous a accusé de casser les logiques de développement au nom desquelles des enfants étaient sacrifiés ! Nous sommes très pragmatiques en nous concentrant sur des situations qu'on rencontre aujourd'hui et non pas sur ce que pourrait être demain. On a un rôle différent, mais sans doute complémentaire de celui des alters.

Aujourd'hui, je crois qu'on est plus clairs qu'on ne l'a jamais été : on a arrêté nos objectifs, on a dit ce qui nous appartenait et ce qui ne nous appartenait pas et les limites. Sinon, on devrait avoir un avis sur tout, on pourrait prévenir, voire arrêter les conflits, changer le monde, etc. Mais non ! Nous avons des opérations qui, par le fait qu'elles existent, qu'elles sont délimitées dans le temps et leurs objectifs, fonctionnent comme de petits « laboratoires ».

RH : Est-ce que cette position est celle de tout le réseau mondial de MSF ?

P.S. : Aujourd'hui, oui et d'autant plus depuis la Conférence de la Mancha en mars 2006[1] au cours de laquelle toutes les instances du mouvement se sont réunies pour faire l'état des lieux et s'entendre sur quoi le mouvement se retrouve. Et c'est beaucoup plus resserré sur l'action de terrain.

Propos recueillis par Boris Martin
Rédacteur en chef de la revue *Humanitaire*

[1] Extraits de l'accord de la Mancha :
Art 1.9. : « Les actions de MSF peuvent coïncider avec certains des objectifs d'organisations de défense des droits (par ex. le droit aux soins). Cependant notre but reste l'action médicale-humanitaire et non la promotion de tels droits. »
Art 1.17. : « Notre pratique de terrain, associée au devoir d'analyse et de communication, peut et doit parfois contribuer à élaborer une réponse susceptible de profiter aussi aux populations au-delà de nos programmes. »

Humanitaires contre Alters : un vrai faux débat ?

> Par Julie Ancian

Médecins du Monde (MDM) est l'une des (trop) rares ONG humanitaires en France à avoir fréquenté ces lieux d'échange « altermondialistes » que sont les Forums sociaux mondiaux. Lors du Forum Social Européen de Saint-Denis en 2003, MDM a organisé et participé à des séminaires, par exemple sur l'accès aux soins des populations vulnérables en Europe, sur la règlementation européenne sur l'usage des drogues et la réduction des risques, sur les discriminations des Rroms migrants en Europe, sur le droit à la santé face à la mondialisation ou encore sur l'exclusion et la souffrance psychique.

> Rapprochements

Cela ne s'est pas fait sans débat au sein de l'association, ce rapprochement avec la dynamique altermondialiste ayant été perçu comme heureux et profitable par certains, mais également risqué, voire dangereux par d'autres. Dans ce cadre certes « nouveau » que constituent les Forums sociaux, nous avons pourtant eu des activités assez classiques – des conférences et des ateliers de réflexion sur nos principaux thèmes de travail – avec des partenaires habituels : ONG humanitaires (Secours Catholique, Oxfam

International…), organisations de défense des droits humains (Amnesty International, la FIDH…) ou associations à vocation socio-sanitaire (Aides, Emmaüs…) toutes incontestablement organisations de solidarité internationale.

En 2005, MDM participait aussi à l'Assemblée mondiale pour la Santé des Peuples à Cuenca (Equateur) qui a réuni plus de 1500 personnes, représentants d'associations de santé communautaires, de l'OMS et d'ONG, chercheurs et professionnels de santé des pays du Sud principalement, tous venus discuter des problèmes d'accès aux soins dans le monde. On pourrait également qualifier ce rendez-vous « d'altermondialiste », pourquoi pas ?

Comment comprendre la participation de MDM aux lieux de réflexion dits « alters »? La bonne question ne serait-elle pas plutôt d'ailleurs : comment comprendre que les préoccupations d'une ONG humanitaire comme MDM – qui œuvre pour permettre l'accès aux soins aux plus vulnérables –, trouvent naturellement leur place dans des forums « altermondialistes » ?

> Changement de contexte : la santé globalisée

Il faut pour cela rappeler que le contexte international a changé depuis l'apparition il y a plus de trente ans du mouvement des *French doctors* et que les modalités d'intervention des humanitaires se sont par conséquent adaptées aux évolutions du monde contemporain. Dans le contexte actuel de globalisation et *d'interdépendance* des phénomènes sociaux, économiques et politiques qui affectent la santé de nombreuses populations, il apparaît aujourd'hui clairement qu'on trouve dans l'activité humanitaire de MDM et la mobilisation altermondialiste au moins un point commun, qui effectivement rapproche les uns des autres : l'esprit militant, animé par l'idée que certaines situations peuvent *et doivent* être changées.

A sa création en 1980, Médecins du Monde se fixe comme mandat : « soigner et témoigner ». A côté des programmes de soins, la dénonciation des atteintes flagrantes dont sont victimes les populations que nous aidons sur le terrain est une priorité : sensibiliser et mobiliser l'opinion publique afin de faire pression sur les responsables politiques concernés

pour que cessent les discriminations ethniques, sexuelles ou religieuses, les injustices sociales, etc. C'est d'abord sur le terrain humanitaire des conflits et des catastrophes naturelles que nous agissons et donc c'est naturellement au droit international humanitaire que nous en appelons pour faire cesser les violations des droits humains constatées sur certaines missions notamment pour avoir accès aux victimes et leur permettre d'accéder aux soins.

Progressivement, après les missions internationales d'urgence, MDM conduit de plus en plus de programmes dits « de développement » : auprès des peuples autochtones, des femmes victimes de violences, des enfants des rues, etc. Le recours aux normes formulées dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme accompagne alors naturellement les revendications et le témoignage de Médecins du Monde.

En 1986, Médecins du Monde lance ses *Missions France*. Après avoir porté assistance *là-bas*, nous aidons les populations vulnérables *ici* : SDF, migrants, prostitué-e-s, usagers de drogue… en marge du système de santé, ils ont besoin d'un accès aux soins. L'association se bat pour réintégrer ces exclus dans le droit commun, sur le terrain politique également : mobilisation de l'opinion publique par des pétitions, sensibilisation des médias avec des campagnes de communication, dialogue avec les décideurs politiques et les partenaires associatifs. En France, MDM est devenu un interlocuteur certes intempestif, mais incontournable des autorités pour toute action publique ayant des conséquences sur l'accès aux soins et l'état de santé des populations vulnérables (réformes de l'AME, de la CMU, du droit d'asile, hébergement des SDF, etc.).

> Combats communs : agir sur les causes

Ce travail de *plaidoyer* en France, qui repose sur une analyse des facteurs entravant l'accès aux soins des plus démunis, MDM cherche depuis quelques années à l'étendre à l'échelle internationale. On observe en effet sur nos terrains que l'accès aux soins des populations est de plus en plus souvent limité par des obstacles récurrents d'un pays à l'autre : des services de santé quasi inexistants (pénurie de personnels soignants et faiblesse des ressources allouées à la santé) ou, quand ils existent, trop chers et excluant les plus pauvres. Le

respect du droit à la santé, tel qu'il est énoncé dans le Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels, est donc également devenu l'un de nos objectifs et c'est sur ce socle que s'appuient nos revendications concernant l'accès aux soins de tous.

C'est également le combat porté par le *People's Health Movement*[1] (PHM). Ce réseau informel, créé à l'initiative de médecins indiens et sud-africains, constitue une société civile mondiale de soignants (principalement du Sud) aux revendications communes. C'est peut-être un mouvement altermondialiste, c'est en tout cas un mouvement de professionnels de santé, individus et organisations qui, d'une part, mettent en œuvre et développent des programmes de soins (comme MDM) et d'autre part, témoignent et se mobilisent par des actions de plaidoyer, en faveur d'un accès aux soins pour tous (comme MDM).

[1] Mouvement pour la Santé des Peuples : http://www.phmovement.org

Est-il par conséquent si étrange, dans ce contexte d'interdépendance où les problèmes de santé sont globalisés, de voir émerger une dynamique qui rapproche les acteurs et met en commun leurs moyens d'action et d'interpellation ?

MDM se reconnaît davantage d'affinités avec le PHM qu'avec certaines organisations dites « humanitaires » mais qui se trouvent être des agents actifs d'un prosélytisme dangereux ou assujetties à la politique étrangère de tel ou tel gouvernement. Il peut sembler dès lors bien artificiel de vouloir opposer les uns, « alters », aux autres, « humanitaires », tant les différences au sein d'une même famille peuvent être grandes, alors que les rapprochements entre certains membres des deux mouvements sont évidents (au fait, qu'est-ce que le « mouvement humanitaire » aujourd'hui ?). Le « mouvement altermondialiste » est une mosaïque hétérogène de gens du Nord et du Sud, de syndicats, d'associations de femmes, de paysans, d'ONG, de mouvements confessionnels, d'organisations laïques, environnementalistes, d'élus locaux, de juristes, de chercheurs etc. qui ont en commun leur combat pour un monde plus juste, chacun le menant à sa manière. Une émanation de la société civile mondiale, qui depuis trente ans, s'est étoffée et enrichie de nouveaux acteurs.

Ce qui différencie ces deux « mouvements » semble davantage lié au fait qu'ils appartiennent, par leur naissance,

à des époques différentes : l'un est apparu il y a plus de trente-cinq ans dans un monde encore bipolaire qui prônait la souveraineté des Etats ; l'autre, il y a quelques années dans un monde unipolaire et globalisé, traversé par des *flux* (d'informations, d'idées, d'hommes, de marchandises) qui mettent à mal le cadre étatique. Si les campagnes de plaidoyer de MDM semblent aujourd'hui faire écho aux revendications « alters », c'est que l'association est sensible à l'évolution du contexte *international* et a su *adapter ses modes d'action* aux défis contemporains.

L'auteur

Julie Ancian est chargée de mission « Santé Globale » à Médecins du Monde

Faut-il choisir entre humanitaires et altermondialistes ?

> Par Chico Whitaker

Nous savons tous ce que sont les actions « humanitaires », menées dans des situations de détresse engendrées par l'homme ou la nature et que le developpement des moyens de communication rend chaque fois plus visibles. Nombreux sont ceux qui s'engagent pour répondre aux besoins immédiats de ceux qui souffrent. Souvent de courte durée, de telles actions sont et seront toujours nécessaires, partout dans le monde. Mais un autre type d'actions, animée aussi par le sens de solidarité, s'intéresse davantage aux causes de ces souffrances et de ces situations de détresse. Elles sont d'une nature plus proprement politique, puisqu'elles visent les structures sociales et économiques dominantes qui engendrent les souffrances collectives et vont aujourd'hui jusqu'à mettre en péril la vie sur la Terre. L'altermondialisme englobe ces actions qui s'attaquent à des mécanismes et à des institutions de dimension mondiale, comme résultat de la mondialisation de l'économie. Il est évidemment aussi nécessaire que l'action humanitaire. Opposer ces deux séries d'actions est donc un faux débat.

Le véritable enjeu consiste, d'une part, à élever le niveau de conscience quant au besoin de solidarité, qu'il s'exprime dans des actions humanitaires ou dans des actions altermondialistes ; et, d'autre part, de combiner ces deux séries d'action pour que les résultats des unes et des autres ne s'annulent pas réciproquement mais se renforcent mutuellement. En d'autres termes, comment faire pour que des actions envisageant le développement ou le changement des structures économiques et politiques puissent s'appuyer sur des actions humanitaires et que ces dernières renforcent l'action politique de libération des opprimés ? Il s'agit de faire en sorte que ceux qui participent à l'un des deux types d'action soient capables d'appuyer et même de participer à l'autre ou que l'angoisse devant les problèmes visibles n'efface pas le besoin de s'attaquer à leurs causes : « L'union fait la force », comme le veut la sagesse populaire.

Même si elle constitue une condition de réussite des luttes pour rendre le monde plus juste, cette union – davantage que « l'unité » qui peut se satisfaire de l'organisation et de la discipline – est difficile à construire. L'idéologie du système économique qui domine aujourd'hui le monde est fondamentalement compétitive. Son contraire, la coopération, n'est vue que comme un rêve, porté par les vaincus ou ceux qui restent au niveau le plus bas des pyramides sociale, économique et politique. Pour ceux qui théorisent l'idéologie dominante, la compétition est même le moteur de la réussite de chacun et du système. Elle est mise en valeur jusque dans les activités de détente et de loisir. Chacun doit être meilleur que l'autre, conquérir plus d'espaces.
En politique comme dans l'humanitaire, dans les pays développés comme dans les autres, chacun cherche à augmenter toujours plus son propre pouvoir. Là est l'un des problèmes puisque l'on observe cette logique à l'intérieur même du camp de ceux qui s'opposent au système ! Dans leur lutte permanente, ils vont jusqu'à se tromper d'ennemis, s'affaiblissant les uns les autres. Et ce n'est pas mieux dans le champ politique où ceux qui portent les projets et les espoirs de changement social ne cessent de donner le spectacle de leur division… pour la plus grande joie de la minorité qui domine le monde et souhaite qu'il reste tel qu'il est.

Dans ces conditions, comment instaurer – entre humanitaires, entre humanitaires et politiques et entre politiques – l'idéologie de la coopération dans les actions qui visent à changer les conditions de vie des êtres humains ? Oui, comment faire

entre les ONG qui vont auprès de ceux qui souffrent et celles qui cherchent à créer des conditions de développement, comment faire entre les mouvements voulant assurer le respect des droits et ceux qui font de l'action éducative à long terme le chemin vers une conscience de citoyenneté ou même, comment faire entre partis politiques luttant pour la mise en place d'autres systèmes politiques et économiques et des gouvernements engagés dans la construction de sociétés plus justes ? Il est certain que si tous arrivent à s'unir, aucune force ne pourra abattre ceux qui sont décidés à changer le monde : ils sont tous bien plus nombreux que les privilégiés.
C'est bien vers ce résultat que le processus engagé par les Forums sociaux mondiaux tend. Quelle prétention ! Certainement, mais pourquoi ne pas essayer ? Cette démarche peut représenter une lumière au bout du tunnel pour ceux qui veulent changer le monde au moment où l'on assiste à un affrontement meurtrier entre le gouvernement du pays le plus puissant du monde et les groupes terroristes.

Mais en quoi consiste précisément ce processus enclenché la premiere année du nouveau siècle pour qu'il devienne celui de l'humanisation effective du monde ? Tout d'abord, il faut bien distinguer les Forums sociaux de l'altermondialisme en tant que mouvement social, des organisations politiques ou des ONG. Il s'agit d'un nouvel instrument d'action politique qui englobe toute action en lien avec l'organisation des rapports entre les êtres humains. Cet instrument n'est pas une institution ou une organisation – comme les mouvements sociaux, les syndicats, les ONG, les partis –, il a une nature differente : c'est un espace ouvert dont les responsables ne sont pas propriétaires et qui est mis à disposition des gens et des organisations disposés à l'ouvrir et à assurer que chacun peut rencontrer librement les autres, sans hiérarchies, dans l'horizontalité des rapports.
Pourquoi se rencontrer et de cette façon ? D'abord pour que tous ceux qui luttent pour un monde différent, dans leur propre diversité, puissent se reconnaître mutuellement. Il est impressionnant de constater combien les uns ne savent pas ce que les autres font, alors qu'ils ont parfois les mêmes objectifs et que cette méconnaissance s'accompagne en général de méfiance et de prejugés.

Un premier objectif de la création des espaces ouverts des Forums est donc le dépassement de cette fragmentation. Chacun peut y aller pour dire ce qu'il fait, entendre ce que les autres font et puis pour dialoguer, débattre, chercher à

apprendre les uns des autres, trouver des convergences, bâtir d'éventuelles actions communes, tout en étant assurés par les organisateurs de ces espaces qu'aucune personne ou organisation ne tentera d'acheminer les gens vers une initiative pour combattre un éventuel enemi commun. C'est pour cela que les Forums n'ont pas de document final qui serait adopté par tous. On peut se mettre d'accord pour une initiative déterminée, mais personne n'est obligé de signer ni même de discuter de telles propositions.

Atteindre cet objectif n'est pas toujours facile, une pression s'exerçant habituellement sur tous les organisateurs des Forums pour qu'ils édictent des orientations. A vrai dire, certains participants sont tellement habitués à se défendre les uns des autres, à batailler pour que leurs points de vue deviennent hégémoniques, qu'ils en viennent parfois à organiser des rencontres entre pairs dans un coin du Forum ou à ne plus venir du tout parce qu'ils ont le sentiment de ne pas réussir à faire valoir leurs points de vue sur ceux des autres. En ce sens, le Forum est une école de nouvelles pratiques de respect de la diversité – dans les actions, les options, les cultures –, de même que dans les rythmes de chacun. C'est une école pour entrer dans un autre monde dans lequel cette diversité sera essentielle.

Le deuxième objectif des Forums est lié directement au précédent : il s'agit de passer de « la bataille pour le pouvoir » à « l'écoute pour comprendre ». Une règle a ainsi été acceptée par tous : la décision par consensus. Le respect de cette règle est à la base du dépassement de cette tendance à la division, traditionnelle dans la gauche politique. Elle signifie qu'aucune décision ne sera prise par le vote : bien qu'il soit l'instrument democratique par excellence, celui-ci vise trop souvent à garantir la volonté de la majorité au détriment des minorités. La règle du consensus oblige à écouter la vérité des autres alors que quand on se dispute le pouvoir, on écoute l'autre dans le seul but de découvrir ses points faibles, ses erreurs, ses insuffisances. Quand on écoute, on cherche à comprendre les arguments des autres, à comprendre leur vérité pour rejoindre nos propres vérités et construire une nouvelle vérité, supérieure, celle du consensus possible. Il ne s'agit pas nécessairement d'arriver à l'unanimité, mais à une position acceptable par tous pour continuer ensemble.

Bien sûr il s'agit là d'un apprentissage difficile puisqu'il oblige à des changements profonds, par exemple quand on ne voit pas que notre action, bonne à court terme, a de mauvais résultats à long terme. Accepter qu'on est dans l'erreur et chercher de nouveaux chemins, se laisser évaluer par d'autres

qui peuvent être ceux avec qui on se disputait avant : l'hégémonie exige beaucoup de maturité. Mais nous sommes là devant la condition fondamentale pour arriver à construire l'union. Elle ne sera pas l'homogénéité où chacun fait la même chose de la même manière en visant les mêmes objectifs, mais la diversité respecteuse des uns et des autres, où chacun peut continuer son chemin en essayant de s'unir à d'autres pour que la force de tous soit plus grande.

Cette dynamique des « espaces ouverts » est sans doute la plus grande contribution du processus des Forums sociaux mondiaux pour construire le monde auquel tous les êtres humains rêvent. Il serait souhaitable que ces espaces se multiplient partout dans le monde, comme de grandes et petites écoles de nouveaux rapports entre militants des différents types d'organisation. A côté de l'altermondialisme – qui à l'inverse n'est pas un espace mais un mouvement – ils conserveraient leur spécifité et leur rôle dans la recherche d'une plus grande efficacité politique pour changer le monde. Et pourquoi ne pas créer des nouveaux types d'instruments d'action politique à l'image de ces espaces ouverts, ceci afin de rompre avec les instruments traditionnels qui, tout au long du siècle dernier, n'ont pas permis de bannir de la face de la terre l'injustice, l'inégalité et l'oppression.

L'auteur

Chico Whitaker est architecte de formation. Membre de la Commission Justice et Paix au sein de la conférence nationale des évêques du Brésil, il représente cette instance dans le secrétariat international du Forum social mondial qu'il a cofondé. Son dernier ouvrage paru : *Changer le monde, [nouveau] mode d'emploi*, Éditions de l'Atelier, septembre 2006, 256 pages. Lire, dans ce numéro, p. 97.

La vérité tue

© Françoise Torgue.

Anna Politkovskaya au Colloque Médias et humanitaire, Grenoble, 17 novembre 2005.

Anna Politkovskaya, journaliste, correspondante du bi-hebdomadaire russe *Novaya Gazeta*. a été assassinée le 7 octobre 2006 à Moscou. Anna était menacée depuis plusieurs années à la suite de ses publications sur la Tchétchénie et le Caucase du Nord, notamment son travail d'enquête sur la prise d'otages au théâtre de Moscou, en 2002. Elle avait par ailleurs été l'objet de graves représailles dans le cadre de son activité professionnelle au cours de ces dernières années : arrêtée puis détenue par des militaires russes en Tchétchénie ou empoisonnée dans l'avion qui l'emmenait en Ossétie pour participer aux négociations avec les preneurs d'otages de l'école de Beslan. Elle avait remporté plusieurs prix récompensant son travail d'investigation. Son assassinat est intervenu alors que devait paraître son article sur la pratique de la torture en Tchétchénie, impliquant directement Ramzan Kadyrov, vice-premier ministre de Tchétchénie, nommé par le Président Poutine. Anna Politkovskaya était l'auteur de plusieurs livres sur la guerre en Tchétchénie : *Voyage en enfer*, Robert Laffont, 2000 ; *Tchétchénie, le déshonneur russe*, Buchet-Chastel, 2003 ; *La Russie selon Poutine*, Buchet-Chastel, 2005.

Anna Politkovskaya réduite au silence pour avoir parlé

> Par Bleuenn Isambard

Comment pourrait-on exprimer tout ce qui bouillonne en nous : la colère, le désespoir, la tristesse, la rage, le sentiment d'impuissance ? Comment dire cette envie d'hurler et en même temps cette pesanteur, cet engourdissement de la volonté devant une telle violence, devant un tel arbitraire, une telle impunité ? Quels mots pour raconter le dégoût que nous inspirent la guerre en Tchétchénie, les morts, les disparus, les destructions, et, terrible, le déni de cette barbarie, les plaies vives recouvertes d'enduit, de peinture et de plâtre dans un Grozny transformé en chantier géant ?

Car les mots sont des armes, c'est bien connu, et ils peuvent tuer, ou plutôt condamner à mort. Ils l'ont prouvé le 7 octobre, en plein centre de Moscou. Une femme qui venait de faire ses courses portait ses sacs de provisions dans son appartement. Mais à la sortie de l'ascenseur l'attendait un meurtrier. Une balle dans la poitrine, une autre dans la tête. Vivante, morte. Elle était journaliste. Immédiatement, quelques minutes après la découverte de celle qui n'était plus une femme vivante mais déjà un cadavre, l'information était transmise, publiée – et on ne parlait plus d'Anna Politkovskaya qu'au passé.

Elle était journaliste. Elle était courageuse. Elle était surprenante. Elle était dérangeante. Dès 2000, elle a ouvert non pas une autoroute, mais un chemin, un sentier pour les journalistes et les autres, avides de vérité, vers la Tchétchénie dévastée une deuxième fois en dix ans par la guerre. Elle a montré que c'était possible d'y travailler en dehors des sentiers battus, à ses risques et périls, bien sûr, mais de parvenir tout de même à recueillir la vérité et la restituer, à briser le huis clos dans lequel les autorités voulaient maintenir le conflit. Elle a prouvé que l'humain, avec toutes ses faiblesses et avec toute sa grandeur, peut résister à la machine infernale, au rouleau compresseur du pouvoir armé décidé à en finir avec l'ennemi auto-proclamé, en l'occurrence les Tchétchènes dans leur ensemble. Elle a sans relâche dénoncé les crimes commis par l'armée russe en Tchétchénie contre des civils, au nom de la lutte antiterroriste, mais aussi par les combattants tchétchènes, puis par les hommes de Kadyrov, l'homme fort de Tchétchénie depuis plusieurs mois maintenant, Premier ministre, autocrate et héritier de son père

Akhmad Kadyrov, président tchétchène pro-russe assassiné en mai 2004 à Grozny, devenu un mythe fabriqué de toutes pièces.

Que nous reste-t-il devant ce crime ? Evitons de pleurer sur notre sort, pensons plutôt aux proches, à la famille et aux collègues d'Anna Politkovskaya. Et tâchons d'apporter tout notre soutien à ceux qui, comme elle, se battent pour que la vérité soit dite, sorte, éclate. Pour que les meurtriers, leurs commanditaires, et tous ceux qui avaient intérêt à ce que cette femme se taise pour toujours ne dorment pas sur leurs deux oreilles. Pour dire à ceux qui ne se disent pas concernés combien il nous semble vital de se battre pour la justice. Et contre la barbarie. Pour que ce meurtre, la mort de cette grande femme ne reste pas impuni, faisons en sorte de ne jamais l'oublier, de convertir la rage qui nous emplit aujourd'hui en un désir toujours plus accru de savoir.

L'auteur

Bleuenn Isambard est spécialiste de la Russie à l'INALCO (Institut National des Langues et Civilisations Orientales). Elle est co-auteur de l'ouvrage *Tchétchénie, dix clés pour comprendre*, La Découverte, mars 2003.

Humanitaire et militaire[1]

> Par Patrick Aeberhard, Général (2S) Thomann[2] et Robert Chaouad

La question des relations entre « humanitaire et militaire » n'est pas récente : le Service de santé des armées œuvre en Afrique depuis plus de cent ans ; à de nombreuses reprises déjà, du Biafra à la mer de Chine, du Liban au Tchad, ces acteurs ont été amenés à se rencontrer, développant des relations tantôt difficiles tantôt fraternelles. Pourtant, cette question se trouve posée de manière radicalement nouvelle depuis la fin de la Guerre Froide, et plus encore peut-être depuis les attentats du 11 septembre 2001. Suivant en cela les mutations de la scène internationale, le rapport entre « humanitaire et militaire » se révèle beaucoup plus complexe que ne le laisse accroire un schéma binaire tenant l'humanitaire et le militaire comme deux champs totalement hermétiques l'un à l'autre. Qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse, ce schéma ne résiste pas à une analyse rigoureuse des conditions pratiques et symboliques dans lesquelles ces acteurs sont amenés à agir.

[1] Autour du colloque organisé le 9 juin 2006 par l'Institut du Droit et des Politiques de la Santé (IDPS) de l'Université Paris 8

[2] « 2S » (2e section) : signifie que le général Thomann n'est plus en activité.

La relation humanitaire-militaire se redéfinit, en effet, au contact des nouvelles réalités internationales. Celles-ci se caractérisent à la fois par l'irruption de nouveaux acteurs dans le champ international (ONG, organisations internationales, acteurs économiques, mafias, etc.), par l'émergence de nouvelles problématiques à l'échelle mondiale (environnement, justice internationale, pétrole, santé, etc.) et par de nouvelles formes de conflictualité. Autant de transformations sociales et politiques qui, à leur manière, viennent altérer le concept traditionnel de souveraineté des États. Le développement de ces acteurs transnationaux et le processus de moralisation à l'œuvre dans les relations internationales, avec notamment la notion de droit d'accès aux victimes, nous obligent, de la sorte, à reposer à nouveau la question des relations entre « humanitaire et militaire ». Ces relations peuvent d'ailleurs se développer en France face aux catastrophes naturelles ou au bioterrorisme.

A cet égard, parler de l'humanitaire au singulier peut apparaître comme une vue trompeuse. En effet, l'une des caractéristiques majeures de la fin des années 1980, et plus encore des années 1990, dans le champ des relations internationales, se trouve être la multiplication des acteurs humanitaires. Une sociologie de ces acteurs nous révélerait le caractère divers et disparate de ces derniers, davantage que leur uniformité. Loin de constituer un ensemble homogène développant des modes d'action totalement similaires et réagissant de manière identique face aux événements politiques ou aux catastrophes engendrant des crises humanitaires, l'étude de ces acteurs humanitaires fait émerger, au contraire, des organisations aux ressources, aux méthodes, aux choix et aux domaines d'intervention forts différents. Ainsi, les *French doctors* ont fait des émules hors du champ médical. Cette diversité se retrouve naturellement dans l'attitude et le positionnement adoptés par les ONG humanitaires à l'égard des acteurs étatiques et donc, par la même occasion, à l'égard des acteurs militaires.

Pourtant, par-delà les postures et les discours des uns et des autres, qui pourraient de manière simpliste être ramenés au couple indépendance/coopération entre acteurs humanitaires et militaires, ce que la pratique de l'action humanitaire révèle en situation de crise, c'est, en premier lieu, la complexité des relations sociales à l'œuvre. L'enjeu majeur d'un tel objet d'étude, « Humanitaire et militaire », ne

se réduit pas, dès lors, à sa seule dimension normative, c'est-à-dire à une interrogation sur la nécessité ou non de développer des relations entre ces différents acteurs. Cette question garde bien évidemment toute sa légitimité, et ce d'autant plus qu'elle se pose à chaque fois de manière singulière pour les acteurs impliqués dans des interventions. Néanmoins, l'objet du colloque organisé à l'Université Paris 8 par l'institut du droit et des politiques de la santé (IDPS) ne se limitait pas à cette problématique. Il s'agissait également d'interroger la nature des relations et des dispositifs qui se développent en pratique, sur le terrain, entre les différents acteurs (humanitaires et militaires) parties à des interventions dont l'objectif vise à mettre un terme à des situations de crise sanitaire et humanitaire. L'un des enjeux de cette rencontre consistait, ainsi, à réfléchir et penser cette relation humanitaire-militaire depuis des expériences pratiques. Autrement dit, comment les frontières entre ces deux champs résistent-elles à l'épreuve des réalités du terrain ? A partir de cet axe de réflexion, une série de questions pouvaient alors être posées, au premier rang desquelles émergent deux problématiques fondamentales : que signifie, dans le cadre de la géopolitique mondiale actuelle, *faire de l'humanitaire* ? Et comment se repose, pour aujourd'hui, la question de *la responsabilité de protéger* ?

Les relations entre « humanitaires et militaires » en question

La résolution 43/131 relative au droit d'accès aux victimes, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 8 décembre 1988, a contribué à modifier le cadre des rapports entre « humanitaire et militaire ». De l'intervention militaire au Kurdistan d'Irak après la première guerre du Golfe à la Somalie, en 1992 ; de la Bosnie à la guerre du Kosovo, en 1999, en passant par l'opération « Turquoise » au Rwanda, en 1994, toutes ces opérations ont eu pour point commun d'être placées sous le signe de la cause humanitaire et d'avoir été menées sous la pression et le regard des ONG et des « opinions publiques occidentales ». La problématique de l'ingérence a ainsi trouvé, à cette période, des terrains concrets d'application.

Les ONG humanitaires auraient-elles été efficaces, au cours des années 1980, au point d'imposer sur l'agenda politique des États la nécessité d'intervention militaire pour répondre

à des crises dites « humanitaires » ? Auraient-elles réussi au point de devoir partager, désormais, leur monopole en matière d'action humanitaire ? Ce qui n'est pas, bien évidemment, sans poser quelques interrogations quant à la nature des relations et des dispositifs civilo-militaires qui peuvent se mettre en place à cette occasion, et, surtout, quant à l'action à venir des ONG humanitaires. L'action des militaires répond, en effet, à des objectifs et des intérêts stratégiques à l'intérieur desquels l'humanitaire n'est pas une priorité. Si une abondante littérature, dans le champ des relations internationales, s'est déjà emparée de cette question, il n'est pas vain, cependant, de la relancer à nouveau, et de tenter d'en saisir toutes les dimensions.

Assiste-t-on, dès lors, à une confusion des rôles entre acteurs humanitaires et acteurs militaires ? L'autonomie chèrement acquise et défendue par les ONG est-elle menacée ? L'efficacité de l'aide médicale et sanitaire lors de crises politiques ou de catastrophes naturelles entraînant une situation d'urgence humanitaire, la responsabilité de protéger et de soigner en somme, passe-t-elle par une coopération et un partenariat accrus entre différents acteurs ? Et dans cette hypothèse, avec quelles conséquences pour l'indépendance des ONG ? La sécurité des acteurs humanitaires est-elle à ce prix ? Le pragmatisme doit-il gouverner les conduites des acteurs humanitaires en situation de crise, c'est-à-dire consentir à des collaborations par souci d'efficacité ? Les dispositifs institutionnels civilo-militaires sont-ils, au contraire, pour l'avenir, le gage d'actions humanitaires plus efficaces ? L'humanitaire est-il dévoyé quand il sert de légitimation ou de justification à la « guerre » ou à des actions militaires répondant en premier lieu à des considérations politico-stratégiques (la *Realpolitik* humanitaire) ? La référence au motif humanitaire marque-t-elle le retour du concept de *guerre juste* ? Le concept de « guerre humanitaire » est-il opérant pour définir les nouvelles pratiques militaro-humanitaires et signifier l'imbrication des deux champs ?

Autant de questions au programme de la journée de réflexion. Pour y répondre, des intervenants issus d'horizons professionnels différents ayant en commun d'avoir éprouvé et observé sur le terrain ce type d'expérience ou bien de mener depuis longtemps des réflexions sur ces questions. Universitaires, représentants d'ONG, responsables militaires, chercheurs, philosophes, etc., se sont succédés

pour essayer de dénouer les fils d'une problématique qui trouve ses prolongements jusque dans l'actualité la plus immédiate (intervention militaire en Afghanistan, « guerre » d'Irak, crise du Darfour, Côte d'Ivoire, tremblements de terre au Pakistan, en Indonésie, etc.).

« Humanitaire et militaire » : quelques tendances générales

L'un des objectifs du colloque était d'étudier ces relations entre acteurs humanitaires et militaires à partir d'une démarche empirique, c'est-à-dire en se penchant sur des expériences qui pouvaient apparaître comme autant d'exemples-types. Dans ce registre, la guerre du Kosovo en 1999, puis le Tsunami à la fin du mois de décembre 2004, nous ont paru représenter des objets d'analyse à partir desquels il nous serait possible de tirer un certain nombre de conclusions susceptibles de servir à l'étude de phénomènes similaires ou, à tout le moins, d'être des points d'ancrage à partir desquels requestionner d'autres phénomènes du même ordre. Le troisième temps du colloque, rompant quelque peu avec la méthode utilisée précédemment, a davantage mis l'accent sur une approche philosophique et conceptuelle, en interrogeant la manière dont se repose, pour aujourd'hui, la question de la « justification de la », notamment lorsque les interventions militaires en appellent à la morale et au motif humanitaire pour se légitimer. Ces propos ont été alimentés par la référence constante à des exemples vécus ou à des situations internationales dont l'actualité ne manque pas (guerre d'Irak, Tchétchénie, Darfour, Proche-Orient, etc.).

Rompant avec un certain simplisme de l'analyse visant à opposer systématiquement les acteurs militaires aux acteurs humanitaires ou bien, inversement, à établir une relation de pure dépendance, les travaux de la journée ont surtout insisté sur la nécessité de tenir compte des contextes, à chaque fois singulier, dans lesquels ces relations trouvent à se concrétiser. En effet, de la guerre du Kosovo à la crise humanitaire liée au Tsunami du 26 décembre 2004, mais aussi dans les nombreuses situations de crise qui ont été évoquées au cours de la journée pour étayer les discussions, on a pu relever que le jeu des relations entre acteurs humanitaires et acteurs militaires ne se déployait pas de la même façon ; de même qu'il ne se déploie pas de manière

identique en situation d'urgence, dans la phase de reconstruction ou bien dans la période de prévention des crises.

La volonté affichée par l'ensemble des intervenants de réfléchir à toutes ces questions de manière constructive n'a pas conduit, pour autant, à esquiver les désaccords. Bien au contraire, c'est dans le cadre de débats francs que les différences d'approches ont été abordées.

Si l'on considère les débats dans leur globalité, on peut repérer quelques tendances de fond. Parmi ces tendances, on pourra noter le rappel constant qui a été fait à la complexité des situations d'intervention liée à la multitude des acteurs présents dans ces moments de crises. Non seulement des acteurs extérieurs à la zone de crise (États, organisations internationales, ONG humanitaires, etc.), mais aussi une multitude d'acteurs locaux où se mêlent, selon les situations, population, autorités locales, milices, organisations criminelles ou mafieuses, etc. Une deuxième tendance, qui ressort des débats et des différentes interventions, est la difficulté, voire l'impossibilité à donner une définition claire de l'humanitaire. Lors de la première table ronde, Jean-Louis Machuron, fondateur de Pharmaciens sans frontières, se demandait, au sujet de l'action humanitaire, « qui fait quoi ? », quand, de son côté, Sonia Jedidi, présidente de l'organisation ACTED, relevait que désormais l'humanitaire n'était plus du seul ressort des ONG dites « humanitaires ». Ainsi, les États, les organisations internationales ou les armées font aujourd'hui de l'humanitaire. Il convient de signaler, également, que, si du côté des acteurs militaires présents ce jour-là, le travail et la coopération avec les acteurs ONG humanitaires est une réalité que personne ne nie ni ne remet en question, en revanche, ces acteurs militaires présents n'ont pas manqué de rappeler, malgré tout, que la fonction du militaire ne saurait se confondre avec celle de l'humanitaire, et qu'« un soldat restait un soldat », comme ont pu le souligner le général Yves de Kermabon, qui a commandé la KFOR de septembre 2004 à septembre 2005, ou bien le général Vincent Desportes, commandant le Centre de Doctrine d'Emploi des Forces (CDEF) au ministère de la Défense – et ce malgré les relations qui peuvent se nouer avec les acteurs civils humanitaires.

L'existence reconnue de telles relations ne doit pas, en effet, nous induire en erreur. L'action des acteurs militaires ne saurait être pensée en dehors de l'action et des politiques des États dont ces militaires sont issus. Répondant à des intérêts stratégiques et à des considérations politiques relativement éloignés de ceux qui animent l'action des ONG, la *Realpolitik* demeure, encore, malgré les changements qui l'affectent, l'un des ressorts de l'action des États. Et il s'agit là d'un élément qui contribue à complexifier sérieusement les relations des ONG humanitaires avec les acteurs militaires. Et si Jean-Louis Machuron a pu revenir sur le thème de l'humanitaire d'État, c'est principalement pour se demander s'il existait, justement, « un humanitaire d'État ? » et de s'interroger, alors, au point de savoir : « Qui s'occupe de l'humanitaire d'État ? Qui coordonne le mouvement ? ». Tous ces éléments ont été abordés dans des registres différents et sous des angles différents au cours des trois tables rondes qui ont composé cette journée de colloque.

Éléments de synthèse des travaux

La première table ronde portait sur « Interventions militaires, actions humanitaires et processus de retour à la paix dans les zones de conflit. Le cas du Kosovo », présidée par le général (2S) Thomann, ancien commandant de la Force d'action terrestre et adjoint au général commandant la KFOR de juin 1999 à janvier 2000, a réuni Sonia Jedidi, présidente de l'ONG ACTED, le général Yves de Kermabon, commandant de la KFOR de septembre 2004 à septembre 2005, Jean-Louis Machuron, fondateur de Pharmaciens sans frontières et Yann Braem, doctorant à l'Institut français de géopolitique (Université Paris 8). Dans son introduction préliminaire, le général Thomann s'est attaché à baliser les grandes lignes de la thématique, en rappelant la complexité des systèmes d'acteurs qui interviennent à des moments différents de la crise. Qu'il s'agisse des organisations internationales comme l'Organisation des Nations unies (ONU), de l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe (OSCE), du Fonds monétaire international (FMI) ou de la Banque mondiale, des organisations civiles gouvernementales ou non gouvernementales, des organisations religieuses, des forces de l'ONU de l'OTAN, de l'Union européenne ou de l'Union africaine, ou encore de la présence de sociétés militarisées de service, comme on en voit à l'œuvre aujourd'hui en Irak. Mais sont également présentes les autorités locales, les

forces de police, les milices et, enfin, la population. De même, entre autres éléments, le général Thomann est revenu sur la complexité des mandats qui sont donnés officiellement aux acteurs institutionnels de la gestion de crise. Il explique le caractère souvent extrêmement vague de ces mandats, par la nécessité de concilier et de rallier à de tels projets une multitude d'acteurs aux cultures différentes et aux intérêts souvent divergents.
Le général de Kermabon, qui a pris la parole ensuite, a proposé une réflexion en trois temps. Il s'est attaché à cadrer immédiatement son intervention en prenant la peine de rappeler les événements liés à la crise du Kosovo et donc en replaçant le contexte dans lequel évoluaient les différents acteurs décrit précédemment par le général Thomann. Après avoir expliqué la manière dont s'organisait la communauté internationale dans cette région, et après avoir rappelé la nature des liens entre l'OTAN et l'ONU, il en est venu à évoquer les relations entre les acteurs humanitaires et militaires au Kosovo. Comme nous l'avons évoqué plus haut, il n'a pas manqué de rappeler la nécessité de la coopération et de la coordination entre acteurs militaires et humanitaires, tout comme il a insisté sur le caractère important de la complémentarité qui pouvait exister entre eux, toutefois, il a également rappelé, pour conclure, que malgré cela, il ne fallait pas perdre de vue les fonctions des uns et des autres, et donc le fait qu'un soldat demeurerait toujours un soldat.

De leur côté, les acteurs civils présents à cette table ronde n'ont pas manqué de rappeler la manière dont se construisait, en situation, cette relation avec les militaires. Jean-Louis Machuron a ainsi pu exposer des fragments de son expérience lors de la crise du Kosovo, notamment les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre d'une coordination efficace des actions humanitaires. De son côté, Sonia Jedidi, est revenue sur les forces et les faiblesses des acteurs militaires dans le cadre d'intervention humanitaire. Parmi les points forts, outre les moyens logistiques, elle notait que l'armée peut jouer un rôle en tant que moyen de pression pour faciliter l'action des ONG et qu'elle peut également avoir un rôle de protection. Quant aux points faibles, elle évoquait, entre autres, la faible capacité de réactivité de cet acteur à court terme, lié, pour partie, à la nécessité de planifier bien en avance ses sorties.

En conclusion, Yann Braem, tout en soulevant la question fondamentale des identités des acteurs en présence, a pu

relever, pour synthétiser les différentes interventions, que la priorité, même lors de missions humanitaires, demeurait la sécurité. Ceci est d'autant plus vrai que les forces armées françaises ont hérité du secteur le plus sensible du Kosovo, au sein duquel se trouve la ville symbole de Mitrovica. L'armée de terre y a joué plus qu'un rôle de simple interposition, en participant également de manière efficace à la reconstruction des Etats et de leurs institutions. A ce sujet, Yann Braem a insisté sur ce passage du rôle d'interposition des forces armées à leur rôle d'« intra-position » au sein même des populations et des sociétés concernées, et non plus entre elles. Le théâtre d'opération a ainsi intégré cette nouvelle dimension humanitaire. L'exemple du Kosovo aura au moins permis de tirer nombre d'enseignements concernant les missions civilo-militaires. Il en ressort, notamment, que le but précis de l'intervention doit être clairement défini dès le départ, car au final, ce but n'est ni purement militaire, ni purement humanitaire, mais relève bien de la construction de la paix.

La deuxième table ronde traitait de « La coopération humanitaire-militaire dans la gestion des catastrophes naturelles : le « tsunami » (décembre 2004) », présidée par Philippe Ryfman, professeur associé à l'Université Paris-I, a réuni Guy Malgras, le Médecin-chef des services du commandement des formations militaires de la sécurité civile, Benoît Miribel, directeur général d'Action contre la faim (ACF), André Doren, directeur de la communication de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et Jasmine Zerinini, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

Cette table ronde a permis de montrer que la coopération entre humanitaires et militaires ne se réduit pas aux zones de conflits. Il arrive régulièrement qu'à l'occasion de catastrophes naturelles des unités militaires françaises interviennent sur des terrains étrangers pour des missions de secours et d'aide aux populations civiles. Dans ces occasions, humanitaires et militaires sont donc conduits à collaborer. On retiendra, notamment, des différentes interventions, l'insistance sur la nécessité de rationaliser l'action des militaires et des humanitaires, afin que tous ne fassent pas la même chose sur le terrain. Philippe Ryfman a pu souligner, à ce sujet, la nécessité d'une meilleure connaissance entre les différents acteurs.

Au cours de son intervention, le Médecin-chef des services Guy Malgras a rappelé le rôle de ses services lors de l'intervention et a décrit le dispositif mis en place à cette occasion. De son côté, Benoît Miribel a démontré combien, lors des premiers instants d'une situation d'urgence, la question de la logistique demeurait complexe, et combien les moyens de transport, notamment l'hélicoptère, étaient coûteux. A Bandah Aceh, grâce aux hélicoptères de l'armée française, la distribution de l'aide en avait été facilitée. Quant à André Doren, il a rappelé comment la présence préalable, sur les lieux de la catastrophe, de représentants des sociétés de Croix-Rouge ou d'ONG permettait une réponse plus efficace, plus rapide et plus utile.

Dans sa conclusion, Jasmine Zerinini synthétisait les différentes interventions en reposant une question centrale et récurrente : Comment améliorer l'efficacité ? Comment améliorer l'efficience des efforts conjugués des nombreux acteurs au service de l'objectif commun humanitaire ? Ce qui revient, d'une certaine manière, à poser la question de la distinction des domaines de compétences et d'activités. La faiblesse des actions et des dispositifs en place, lors de catastrophes naturelles, tient souvent au fait qu'au moment de ces catastrophes, l'afflux des acteurs sur le terrain se fait souvent en l'absence de toute coordination. Ils interviennent chacun à leurs manières, chacun avec leurs informations, leurs moyens, effectuent leur propre évaluation quand une coordination, une rationalisation, voire une planification de l'ensemble de la chaîne d'action se révéleraient plus efficaces. Pour améliorer l'efficacité et l'efficience des actions, il conviendrait, selon Jasmine Zerinini, de mettre en avant le rôle des Nations unies, par trop sous-estimé selon elle. Les Nations unies possèdent, en effet, un mécanisme de coordination. Un bureau pour la coordination et l'action humanitaire de l'ONU existe, qui devrait être placé au cœur des dispositifs de réponse aux crises.

La troisième table ronde, enfin, abordait les « Variations autour du concept de guerre humanitaire : la responsabilité de protéger ». Elle était présidée par Patrick Aeberhard, professeur associé à l'Université Paris 8, et a réuni Sami Makki, chercheur à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), le général Vincent Desportes, commandant le Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF) au ministère de la Défense (France), Alain Boinet, fondateur et directeur de Solidarités, André Glucksmann,

philosophe et Bernard Kouchner, ancien ministre, titulaire de la Chaire « Santé et développement » au CNAM.

Lors de cette table ronde, on est revenu sur l'actualité du concept de guerre juste et sur le thème de la « justification de la guerre » aujourd'hui, notamment lorsque les interventions militaires en appellent à la morale et au motif humanitaire pour se légitimer. Cette table ronde a été l'occasion de revenir sur la notion de devoir d'ingérence, popularisée et défendue, notamment, par Bernard Kouchner et Mario Bettati. Dans son introduction, Patrick Aeberhard a rappelé l'origine de la notion d'ingérence. Apparue véritablement dans les années 1980, cette notion a trouvé l'une de ses concrétisations dans la résolution 43/131 adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 8 décembre 1988, relative au principe de libre accès aux victimes. Cette notion n'a plus cessé, ensuite, d'être au cœur des problématiques internationales post-guerre froide, se reposant de manière nouvelle après les attentats du 11 septembre 2001. C'est depuis cette notion que s'est trouvée reposée une problématique déjà ancienne, bien que la philosophie politique s'en ressaisisse à nouveau ces derniers temps, qui est la question de la guerre juste.

Alain Boinet a insisté sur la responsabilité des politiques dans les situations de guerre, en précisant que les militaires étaient les représentants des politiques. Il a critiqué, par ailleurs, les ONG « embarquées » en Irak et réaffirmé le respect du mandat des ONG.

Dans son intervention, le général Vincent Desportes a choisi de faire porter son propos sur la question de la responsabilité de protéger, ou plutôt, comme il l'a rappelé, sur la nécessité de protéger, et ce par rapport à la mission confiée à la force. Mission militaire certes, mais mission qui ne saurait avoir de sens en dehors de la finalité politique qui la motive. A propos du concept de guerre juste, sans s'y attarder, il a souhaité rappeler, néanmoins, son avis sur ce sujet. Pour lui, « le concept de guerre juste est un concept fondamentalement dangereux que ne saurait légitimer la compassion contemporaine. La guerre ne doit pas être un outil moral, même s'il existe désormais une perception morale des situations internationales ». « La guerre, la force militaire doivent demeurer fondamentalement des outils amoraux. » Il a ainsi avancé que s'il concevait l'idée de guerre justifiée, en revanche, il ne concevait pas celle de guerre juste,

« chargée de prétention morale et qui prête à tous les excès en raison du caractère absolu de ses objectifs ». « La guerre justifiée, pour des raisons humanitaires par exemple, conserve, elle, sa valeur de neutralité morale à la force militaire. » Après ce bref rappel, il est revenu sur le rôle, la fonction et les objectifs désormais assignés aux forces armées face aux transformations contemporaines de la guerre, face aux mutations des manières de faire la guerre et de mener des interventions militaires.

Revenant sur une thématique déjà esquissée lors de la première table ronde, Sami Makki s'est intéressé, quant à lui, au modèle américain de collaboration civilo-militaire. Il s'est attaché à montrer à la fois l'émergence de nouveaux acteurs dans cette relation entre civil et militaire, mais également le processus de militarisation à l'œuvre, selon lui, dans les dispositifs humanitaires américains.

De son côté, c'est en philosophe engagé qu'André Glucksmann est revenu sur la problématique des rapports entre humanitaire et militaire et sur le concept de guerre juste. Réinterrogeant la question humanitaire à partir d'une réflexion sur l'homme, il s'est attaché à retracer la manière dont cette problématique s'est trouvée posée à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Comment justifier l'humanitaire alors qu'on n'a pas vraiment une idée de l'homme et qu'on ne cherche surtout pas à en imposer une aux autres ? L'idée extrêmement simple, selon lui, consistait, au fond, à avancer que ce qui justifie la nécessité de l'humanitaire c'est l'inhumanité. Partant de ces analyses, et avec de nombreux exemples à l'appui (Tchétchénie, Somalie, Libéria, etc.), il s'est attaché à décrire les ressorts du désordre mondial actuel depuis la référence à l'idée de somalisation de la planète et depuis la place occupée par la violence dans les sociétés. Avant de conclure que c'est pour arrêter des guerres impitoyables, des guerres inhumaines qu'il faut de temps en temps soit simplement une intervention humanitaire, soit, parfois, simplement une intervention militaire, encore que cela soit assez rare et qu'il faille en général l'une et l'autre.

La conclusion du colloque est revenu à Bernard Kouchner, qui a dressé un large panorama de ce qu'a été, de ce qu'est et de ce que pourrait être, à l'avenir, l'action humanitaire dans la vie politique internationale Il a esquissé, au préalable, quelques réflexions plus générales autour du thème

« Humanitaire et militaire », constatant, tout d'abord, qu'il n'y a pas de guerre qui ne soit inhumaine et que les hommes sont capables de tout et surtout du pire. Malgré cela, des progrès immenses ont été réalisés dans la prise en charge de ces conflits qui, sinon, auraient perduré pendant des années. Et cette évolution on la doit, dans une certaine mesure, à l'action des humanitaires. A propos de la première table ronde, il importe, selon lui, lorsque l'on parle d'humanitaire et de militaire, de parler des hommes et des femmes qui sont ces acteurs et qui sont sur place, pour rappeler que ce sont avant tout des personnes qui doivent travailler ensemble à un moment donné. A propos du Kosovo, Bernard Kouchner a rappelé les conditions dans lesquelles s'était déroulée l'action des militaires et des civils, précisant que les militaires avaient toujours été aux côtés des civils et réciproquement. Et s'il a pu y avoir des conflits, ces divergences ont toujours été dépassées.

S'agissant des thématiques abordées lors de la seconde table ronde, Bernard Kouchner insistait sur les immenses progrès réalisés au cours des trente dernières années dans la gestion des crises sanitaires et humanitaires liées à une catastrophe naturelle.

Pour terminer, revenant sur l'intitulé même de la dernière table ronde, et plus précisément sur l'expression « guerre humanitaire », il n'a pas manqué de rappeler les problèmes que posent les usages et les emplois tous azimuts du terme humanitaire, qui contribue à brouiller quelque peu les pistes. Et ce avant d'opérer un retour historique pour rappeler ce que représentait l'« humanitaire à la française », c'est-à-dire le fait d'accorder impartialement des soins à tous, sans pour autant considérer que la neutralité devait être la règle, car la neutralité c'est une acceptation des bourreaux. Or ne pas faire la différence entre les bourreaux et les victimes, c'est en effet insupportable, pouvait-il dire. Donner des soins à tous, et en particulier à ceux qui n'en ont pas, voilà ce qu'était, pour lui, le *credo* des humanitaires à la française. Il concluait son propos, enfin, en rappelant simplement, à ceux qui se « plaignent » des dangers encourus par l'acte de protéger, de soigner et de porter secours, que l'humanitaire n'est pas une assurance tous risques.

Quelques semaines seulement après la tenue du colloque, le 9 juin 2006, la guerre déclenchée au Liban est venue nous rappeler, s'il en était encore besoin, tout l'intérêt et toute la

pertinence des questions soulevées ce jour-là, questions auxquelles les travaux de la journée ont tenté d'apporter un éclairage singulier.

Les auteurs

Patrick Aeberhard est professeur associé à l'Université Paris 8. Le Général (2S) Thomann est ancien commandant de la Force d'action terrestre. Robert Chaouad est attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université Paris 8

Reconstruction post-conflit des systèmes de santé : le cas de la RDC

> Par Didier Cannet

Médecins du Monde a organisé un colloque portant sur la reconstruction post-conflit des systèmes de santé, à la Bibliothèque Nationale de France le 6 octobre 2006. La République Démocratique du Congo était pris pour exemple, mais les recommandations pourraient être transposables à d'autres pays. Les différents acteurs de cette reconstruction y participaient : gouvernement et institutions publiques, institutions internationales et bailleurs, secteur privé, ONG internationales mais également société civile et organisations non gouvernementales congolaises (dont MDM avait financé le déplacement).

Humanitaires, nous portons assistance aux populations dans les contextes de guerres, comme en Afghanistan, au Libéria, en Angola, au sud Soudan et en RDC. La paix venue, se posent alors les questions autour de la reconstruction : quelle forme doit-elle prendre ? A quel domaine doit-elle s'intéresser ? Avec quels acteurs ? Pour qui ? Les réponses à apporter doivent être adaptées à chaque contexte spécifique et à chaque pays.

Les politiques d'ajustement structurel menées depuis les années 1980 n'ont pas résolu tous les problèmes de développement. Les guerres et les conflits se sont multipliés en Afrique depuis la chute du mur de Berlin et une grande partie du continent a connu une crise de gouvernance. Les bailleurs et les institutions internationales, en particulier la Banque mondiale et le FMI, ont modifié leur approche. Les objectifs du millénaire pour le développement semblent prendre le pas sur le consensus de Washington (fondé sur le postulat des bienfaits de la libéralisation et de la privatisation). Seront-ils en mesure de lutter contre la pauvreté et d'assurer aux populations pauvres l'accès aux services de base (éducation, santé, eau, etc.), comme ils l'affirment dans leur rapport de 2004 ?

La République Démocratique du Congo pourrait bientôt faire partie de ces pays sortant de conflit, à l'issue du deuxième tour des élections du 29 octobre 2006 : c'est un pays immense et varié, grand comme l'Europe des douze, possédant en son sol les plus grandes richesses minières du continent. Par sa situation géopolitique, il pourrait devenir une pièce maîtresse dans le développement de l'Afrique.
« Cauchemardesque, apocalyptique », les intervenants au colloque n'ont pas trouvé de mots assez forts pour décrire la situation et l'ampleur du défi que représente la reconstruction. Ce pays été traversé par la plus grande crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale : quatre millions de Congolais sont morts au cours de ces huit dernières années des conséquences directes du conflit et de massacres, mais pour 85% d'entre eux de maladies banales telles le paludisme ou la diarrhée associés à la malnutrition, selon les enquêtes d'*International Rescue Committee*. Et pourtant cette catastrophe fait partie de ces « crises oubliées », trop peu relayées dans les médias.
La réduction de l'accès aux soins, comme dans de nombreux autres pays africains, est bien antérieure à la guerre. Médecins du monde a porté assistance aux réfugiés chassés du Shaba en 1993, au Kasaï. Déjà à cette époque, nous constations que la population avait de grandes difficultés à se soigner : les structures publiques sanitaires étaient effondrées, suite à la crise économique et aux pillages. Les guerres de 1996 et 1998 n'ont fait que renforcer cette situation à travers tout le pays : depuis 2002, dans les zones de santé que nous soutenons dans le Katanga ou le Kasaï, nous constatons que les gens n'osent plus se rendre dans certains dispensaires pour des raisons d'insécurité.

Le système de santé s'est écroulé au fil des années de mauvaise gouvernance et des conflits armés marqués par le « désengagement de l'État du secteur de la santé », explique Hyppolite Kalambay, chargé de la direction d'études de planification au ministère de la Santé de RDC. « La multiplication des structures parallèles pour répondre aux exigences des bailleurs pendant la guerre, la commercialisation et la déshumanisation des soins pratiqués au coin de la rue par des infirmiers pléthoriques et mal formés » sont autant de problèmes majeurs, ajoute-t-il.
Il a ensuite présenté la « stratégie pour le renforcement du système de santé », qui doit être mis en place après les élections. Ce plan est salué par tous pour sa pertinence, son approche globale des problèmes de santé, et par sa mise en œuvre décentralisée. Ainsi la confiance est restaurée, et le dialogue entre l'Etat et les différents partenaires est amorcé. L'Union européenne, la Banque mondiale, les coopérations se préparent à contribuer au financement de cette nouvelle phase. Cette stratégie prévoit un coût de 3 dollars (2,38 €) par habitant et par an alors que la Banque mondiale recommande 15 dollars (12 €) en général.

Philippe Maughan, chef de secteur Afrique centrale pour ECHO, déplore qu'une partie des soins soit actuellement payante et inaccessible à l'écrasante majorité des Congolais (70% survit avec moins de 1 dollar par jour), et propose dans cette phase de post-urgence, la gratuité des soins.

La société civile, quant à elle, a montré qu'elle est bien vivante et active dans toutes les régions. Elle se restructure au travers de nombreuses associations, qui auront besoin d'être soutenues et appuyées financièrement.

La mise en place d'un Etat légitime n'est pas une fin en soi, mais une étape préalable à toute reconstruction. Ce gouvernement doit ensuite exercer une « bonne gouvernance » qui garantira le fonctionnement d'institutions publiques performantes, capables de jouer leur rôle dans la résolution des problèmes du pays. Dans le rapport sur la réforme de l'ONU (mars 2005), Koffi Annan précise : « Il n'y a pas de développement sans sécurité, de sécurité sans développement et il ne peut y avoir ni sécurité ni développement si les droits de l'Homme ne sont pas respectés. »

Ainsi la paix, la sécurité et la justice sont des préalables. A cela s'ajoutent l'éducation et la santé qui constituent des

déterminants essentiels de la reconstruction, y compris sur le plan économique. Au Mali, en Ouganda ou en Tanzanie, l'élévation du niveau de santé et d'éducation de la population a un effet d'entraînement sur les autres secteurs.

Les Congolais victimes de privation et de violence depuis de nombreuses années veulent sortir de la guerre et de la crise. Comme en témoigne ce colloque, ils sont prêts à relever le défi de la reconstruction de leur pays. Les élections de fin octobre 2006 vont-elles leur redonner l'espoir[1] ?

[1] Texte écrit à la mi-octobre 2006.

L'auteur

Didier Cannet est responsable des missions RDC à Médecins du Monde.

Darfour : l'action humanitaire en sursis ?

Nos représentations de la crise en question[1]

> Par Pierre Salignon
directeur général de Médecins Sans Frontières

Tout le monde l'a vu. L'appel est régulièrement publié depuis plusieurs semaines dans de nombreux journaux nationaux et étrangers. On peut y voir une photo, en noir et blanc, sur laquelle on devine en premier plan, au milieu d'un paysage désertique, des dizaines de tombes, non loin de ce qui ressemble à un camp de réfugiés. Une phrase en lettres capitales traverse la page. On peut y lire : *« When all the bodies have been buried in Darfur, how will history judge US ?*[2] *»*. Lancée à l'initiative d'un comité d'ONG (*Global Day for Darfur. Stop the slaughter),* cette campagne internationale vise à provoquer une intervention militaire internationale pour mettre un terme au génocide dont seraient victimes les populations du Darfour.

Si un génocide est réellement en cours, seule une intervention militaire internationale est à même d'y mettre un terme. Pourtant sans minimiser la gravité de la crise et des violences terribles exercées par le régime soudanais contre les civils, force est de constater que la situation est plus complexe que ne le suggère cette qualification.

Ma visite récente au Soudan a été en ce sens particulièrement éclairante. Elle a confirmé, d'abord, l'accroissement des difficultés pratiques rencontrées par toutes les organisations de secours pour poursuivre leurs actions et assister les déplacés, et ensuite, la détérioration actuelle des conditions de sécurité[3]. Mais cette visite a surtout permis de souligner le décalage troublant existant entre le discours public sur la tragédie du Darfour porté par la plupart des représentants de la communauté internationale et des acteurs humanitaires, et celui, très différent, qu'ils tiennnent dans le *huis clos* des rencontres que j'ai pu avoir

[1] Texte écrit à la fin du mois d'octobre 2006.

[2] « Quand tous les corps auront été enterrés au Darfour, comment l'histoire nous jugera ? »

[3] Mon séjour dans la capitale soudanaise faisait suite à l'attaque extrêmement violente dont a été victime une équipe médicale de MSF le 11 septembre dernier dans la région de Niertiti dans l'Ouest du Darfour alors qu'elle venait de réaliser par la route un transfert de patients en urgence vers l'hôpital de Zalingei. Il s'agissait de faire part aux autorités fédérales et locales de notre mécontentement et de les appeler à prendre leurs responsabilités.

avec eux. Ce n'est pas un détail quand on sait les effets négatifs qu'un tel discours – visant à provoquer une intervention armée internationale – peut avoir sur la perception de ceux qui tentent de porter secours aux victimes du conflit et leur sécurité, et les blocages auxquels cela peut conduire dans l'acheminement des secours.

Dramatisation de la situation sanitaire au Darfour

Malgré les déclarations répétées et toujours plus alarmantes de délégués en vue des Nations unies sur la situation humanitaire au Darfour, les observations en provenance du terrain sont plus rassurantes.

Les indicateurs de mortalité dans les camps de personnes déplacées sont loin d'être inquiétants. La malnutrition ne flambe pas à ce jour. L'épidémie de choléra dans certaines régions est restée limitée même si plusieurs centaines de cas ont été pris en charge notamment dans les localités de Mornay et de Niertiti.
Certes des zones sont inaccessibles en raison de la reprise des combats, mais tant au CICR qu'aux Nations unies, on exprime un certain malaise sur les déclarations alarmantes faisant état de « 350 000 personnes privées d'aide alimentaire » et de « centaines de morts chaque jour ». Sans nier les risques de dégradation en raison de l'insécurité si les ONG devaient réduire leurs activités, la situation n'a rien à voir avec celle de 2003-2004 et les pics de mortalité qui ont caractérisé cette période. Elle est « plutôt sous contrôle ». « Il n'y a pas de crise sanitaire au Darfour aujourd'hui » selon un représentant d'OCHA. Et dans les régions où se déroulent des combats, la situation est incertaine faute de témoins, mais les populations se seraient peu déplacées ou alors en nombre limité.
Le malaise est tel que les représentants de la communauté humanitaire s'inquiètent de la visite annoncée au Darfour de Jan Egeland, le coordinateur des Nations unies pour les affaires humanitaires, et des déclarations « alarmistes » qu'il pourrait faire : « ça ne va faire que brouiller d'avantage les messages. Son objectif est politique, il n'a rien d'humanitaire ».
La réduction de financements institutionnels serait « une autre des causes » de la dégradation de la situation humanitaire (faute d'argent, les ONG ne pourraient plus faire

leur travail…) et de l'extension rapide courant septembre de l'épidémie de choléra dans plusieurs localités du Darfour, comme on a pu le voir écrit dans un communiqué de presse de MSF. Là aussi, les avis sont plus pondérés et la réalité plus balancée. A Mornay par exemple, si l'UNICEF a eu du mal à faciliter la prise en charge des premiers cas de choléra qui sont apparus, ce n'est pas lié à un problème de financement comme cela a été évoqué mais plus à un défaut de réactivité et d'organisation notamment dans le suivi du travail de l'association soudanaise qu'elle finançait ; ce qui a conduit en pratique à une réduction de la quantité et de la qualité de l'eau fournie aux déplacés.
D'autre part, si les rations ont été réduites en mai dernier faute de financement du PAM, ce n'est plus le cas à ce jour. Les gros donateurs semblent avoir décidé d'accroître leur assistance financière aux NU et aussi à certaines ONG. Si cela mérite cependant d'être regardé de plus près, dire aujourd'hui que la situation se dégraderait faute de financements institutionnels relève plus du slogan utile pour démontrer, s'il en était besoin, que la crise est grave.

Ceci dit, une question revient souvent dans la bouche des volontaires : « Ne devenons-nous pas malgré nous les agents du gouvernement en maintenant les déplacés dans les camps ? » Je pense que c'est en partie le cas comme dans de nombreuses situations caractérisées par des déplacements de populations massifs ; mais avons-nous un autre choix ? Notre rôle n'est-il pas d'assister les déplacés dans cette situation de crise que nous n'avons pas créée ? A moins de décider de quitter les camps et de laisser derrière nous des populations qui ne peuvent et ne souhaitent pas rentrer dans leur région d'origine faute de sécurité et qui se retrouveraient alors coupées, faute de résolution politique du conflit, de l'assistance humanitaire. Trancher ce dilemme en quittant les camps aujourd'hui semble inenvisageable et inapproprié ; l'action des organisations humanitaires est importante pour les déplacés alors que de nouveaux épisodes guerriers s'annoncent. Nous devons sans aucun doute être attentifs à la politique menée par le gouvernement vis-à-vis des déplacés, aux phénomènes de prédation de l'assistance, ainsi qu'aux violences qui se poursuivent. Rien n'exclut que nous soyons contraints de nous retirer. Mais ce sont peut-être d'autres raisons qui nous amèneront à questionner les possibilités de travailler au Darfour, voire au Soudan. Je pense à des violences qui seraient commises contre les équipes de secouristes étrangers et

provoqueraient leur repli ; je pense aussi aux contraintes que fabrique le régime pour mieux contrôler les ONG. Une nouvelle loi prévoit par exemple que celles-ci devront désormais recruter leurs employés suite à une présélection réalisée par les autorités fédérales ; sans parler d'autres contraintes administratives. L'accepterons-nous ? Quel est l'objectif attendu ? Mieux surveiller les ONG ? Les remplacer par des ONG soudanaises comme une réunion organisée à Khartoum sur ce thème le suggérait ? Sujets à suivre sérieusement.

La poursuite des violences contre les civils

Les violences se poursuivent dans et autour des camps de déplacés, tout comme les *« abus »* commis *« par tous les acteurs du conflit »*. Dans les sites de déplacés, les tensions sont importantes, pouvant conduire à des irruptions de violence entre déplacés, leurs leaders et les autorités gouvernementales, parfois avec des actions contre les acteurs des secours, comme cela s'est produit en juillet avec le lynchage dans un camp de déplacés de plusieurs employés soudanais d'une ONG accusés d'empoisonner l'eau alors qu'ils la chloraient.
Les frustrations sont fortes parmi les déplacés contre les représentants de la communauté internationale et ceux faisant la promotion des accords de paix signés début mai. De la même façon, l'adoption de la résolution des NU pour le déploiement d'une force armée des NU au Darfour a créé des attentes chez les déplacés qui ne comprennent pas les atermoiements de la communauté internationale. La frustration est croissante contre ceux qui ne tiennent pas « leurs promesses ».
Les équipes humanitaires, très limitées dans leurs déplacements, ont peu de visibilité sur ce qui se passe autour d'elles. Par exemple, on sait que les viols sont sous-comptabilisés. Les agents de santé sont sous la pression constante de la police, forcés à ne pas rapporter les cas de viols identifiés au risque de représailles individuelles. Les pressions policières et sociales sont telles que les patientes sont peu nombreuses à se faire identifier.

Dans les zones où des combats se développent, au Nord du Darfour et au Sud de Nyala, difficile de dire ce qui se passe. Tout le monde est très prudent faute d'accès pour évaluer et

décrire la situation des populations. Reste le sentiment que la dramatisation médiatisée de la situation humanitaire relayée par certains (médias, ONG et responsables étatiques) est « excessive » et « dangereuse », « sans rapport avec la situation sur le terrain ». Les combats ne sont pas quotidiens et restent limités à des zones très précises.

Aux Nations unies, on souligne néanmoins le fait que des exactions graves contre les civils se poursuivent et que la reprise des combats n'annonce rien de bon « de part et d'autre ». Avec des craintes multiples. La première concerne la multiplication des acteurs armés depuis la signature des accords de paix d'Abuja, et la régionalisation des violences (Tchad et République Centrafricaine). La seconde concerne le fait que l'armée gouvernementale puisse investir de façon plus agressive les camps de déplacés avec les risques que cela comporte de violences contre les civils. Les tendances les plus dures du régime accusent certaines ONG par leur présence de soutenir les leaders politiques dans les camps de déplacés et souhaitent « remettre de l'ordre ». La troisième crainte part d'un constat. La solution militaire est à ce stade la seule envisagée par le régime à la crise du Darfour. La présence militaire du gouvernement ne cesserait de se renforcer. « Dans les 3 mois à venir, les combats vont être plus violents… avant de revenir on l'espère ensuite à la table des négociations » soulignait un diplomate occidental. Pendant cette période « nos » capacités à travailler seront réduites et les risques pris seront très élevés.

Dans un tel climat de violence, il est notable qu'aucune des personnes que j'ai rencontrées ne semble adhérer au discours dénonçant le génocide en cours depuis 2004 au Darfour, notamment parmi les responsables des NU. Oui des exécutions massives ont été commises depuis 2004, et des violences se poursuivent aujourd'hui. Mais « la rhétorique du génocide » relèverait plus de ce que certains observateurs avisés appellent ironiquement la « diplomatie du mégaphone ».

« La diplomatie du mégaphone »

« L'important n'est pas le résultat mais ce que les opinions publiques en comprennent ». C'est en substance ce que l'on entend dans les cercles diplomatiques et onusiens à Khartoum, avec un sentiment de frustration voire d'incompréhension sur ce que font et déclarent les

principaux Etats-membres du Conseil de sécurité des Nations unies, et un discours de rejet de la politique étrangère américaine vis-à-vis du Soudan qui ne répondrait « qu'à des objectifs de politique intérieure ». « Comment est-il possible d'adopter si facilement une résolution appelant au déploiement d'une force armée internationale de l'ONU alors que tout le monde sait que c'est irréaliste et improbable ? ». Même questionnement teinté d'ironie sur l'accord de paix d'Abuja signé sous pression des Etats-Unis début mai : « L'accord a été arraché en dernière minute avec un supposé représentant des mouvements rebelles. C'est dans les faits un blanc-seing bien opportun donné au régime pour relancer ses opérations militaires et justifier un supposé rétablissement de la sécurité contre ceux qui ont refusé de signer et seraient désormais responsables des violences au Darfour. […] Les Nations unies et la communauté internationale sont discréditées ». Se développe le sentiment, pour le personnel des NU lui-même, « de tenir un rôle absurde dans un opéra comique » : « Nous devenons avec tous les humanitaires des cibles alors que nos représentants à NY sont aspirés dans une campagne de communication éloignée des réalités du terrain et qui nous expose. […] Plus personne ne comprend rien à ce qui se passe sur la scène diplomatique… »

Le gouvernement soudanais, de son coté, poursuit ses objectifs, et « a lui de nombreuses cartes dans ses mains ». Sur la scène intérieure, malgré son impopularité, il se retrouve « relégitimé » dans sa lutte contre les « croisés » et les « colonisateurs » qui veulent envahir le pays, ces derniers (NU, UE, EU et Anglais… etc.) agitant des moyens de pression qu'ils n'envisagent pas de mettre en œuvre. Et le discours public du régime se radicalise, tout comme sa volonté de contrôler et d'encadrer le travail des humanitaires.

Certains diplomates occidentaux s'inquiètent : « Attention à ce que la pression des médias ne dicte pas des réactions irrationnelles à nos gouvernements contre celui de Khartoum », du type des bombardements aériens (sans intervention terrestre), comme ceux qui ont frappé le Kosovo alors que l'armée de S. Milosevic en chassait les habitants musulmans. C'est ce que suggèrent désormais des démocrates américains dans la presse outre-manche.
Le mandat des forces de l'Union Africaine a été récemment prolongé jusqu'en décembre prochain. Le gouvernement du Soudan a rapidement laissé entendre que ce mandat ne

serait pas prolongé et qu'il préparait l'envoi de 20 000 hommes pour pacifier le Darfour sans l'aide de la communauté internationale. Khartoum n'a pas hésité à menacer les Etats africains et arabes qui participeraient au renforcement des forces de l'Union Africaine actuellement composée de 7 000 hommes.

Les humanitaires pris au piège

Rien d'étonnant dans ce contexte à ce que les humanitaires soient décrits tantôt comme des « croisés », agents « colonisateurs » aux ordres des Etats-Unis et de tous ceux qui militent pour une intervention armée tantôt comme des agents au service du régime de Khartoum s'ils ne prennent pas position pour une intervention armée internationale et contre le génocide. Difficile de se démarquer, de communiquer sans être aspiré dans un sens ou l'autre.

Le gouvernement soudanais en joue et en abuse, poursuit sa politique sans faillir, et accroît la pression sur les ONG dès qu'elles protestent, quand elles le font, bien sûr... Tous les prétextes pour le faire lui sont donnés par les Nations unies et les dirigeants des Etats occidentaux. Veut-il pour autant se débarrasser des ONG en tant que telles ? Cela ne semble pas le cas même s'il en a expulsé certaines depuis le début de l'année, si les ONG sont perçues comme des « ennemis » ou des « espions » et les contraintes s'accroissent sur elles et certains ressortissants, notamment américains. D'autre part, il ne cache pas qu'il souhaite faire porter le poids financier de la crise, des déplacés et « de leur retour demain chez eux » sur les ONG et les donateurs internationaux.
Reste un discours anti « étrangers » portés par le régime qui fait peur à beaucoup, laisse le champ libre aux plus extrémistes et pourrait produire des réactions anti-occidentales dont les humanitaires seront les premières cibles.

La sécurité des acteurs de secours en question

C'est l'inquiétant constat qu'il faut dresser. La sécurité se dégrade et la liste des incidents des derniers mois contre les ONG, leur personnel ou les convois commerciaux affrétés par les acteurs humanitaires est longue.

Les risques sont très importants pour toutes les équipes humanitaires alors que les combats s'intensifient. Ils sont néanmoins différents d'une zone à l'autre, qu'ils soient plus liés aux opérations militaires en cours dans le Nord du Darfour par exemple, aux actes de banditisme qui se généralisent sur les axes routiers un peu partout, à la multiplication des acteurs militaires faisant suite à l'accord de paix signé à Abuja le 5 mai dernier (et les dissensions entre les rebelles qu'il a provoquées), ou à des attaques plus ciblées contre les voitures et les personnels humanitaires par des nomades, miliciens armés le plus souvent affiliés au gouvernement de Khartoum, comme c'est le cas dans l'Ouest Darfour.

De l'avis de nombreux contacts, certains incidents sérieux dans cette région, dont celui qui a concerné MSF, semblent désormais liés à ce que l'on peut appeler une politique de terreur contre les « étrangers », visant à les cantonner dans les principales villes et sites d'installation des déplacés, et à réduire leur espace d'intervention, voir leur nombre sur le terrain. La nature des actes semble évoluer avec le risque désormais reconnu par tous de violences physiques graves contre les expatrié(e)s et non plus seulement contre le personnel national. Le message se veut clair. « Si on tombe sur vous, vous serez tués ou humiliés. Vous n'avez rien à faire ici. Les étrangers et ceux qui travaillent avec eux doivent partir ! Même si ce sont des médecins ».
Malgré les efforts déployés par certains ONG pour aller à la rencontre des nomades, rien n'a prévenu l'attaque dont MSF a été l'objet dans la région de Niertiti. A ce stade des investigations, nous n'avons pas l'impression que MSF ait été ciblé en tant que tel ou pour telle ou telle « promesse » non tenue. Cette attaque semble davantage correspondre à un mot d'ordre général donné aux chefs de tribus au plus haut niveau du régime, ou alors à la perte d'influence du régime sur certains d'entre eux.
Les routes dans la région de Zalinjei sont par conséquent *off limit* pour tout le monde. Les déplacements ne sont plus possibles que par les airs pour les humanitaires. Les Nations unies renforcent progressivement leurs capacités en ce sens avec l'aide de financements de l'UE notamment. Le trafic routier, civil et commercial, est limité mais existe ; faute de pouvoir faire autrement, il a permis par exemple à Mornay de réaliser des références médicales par la route en voiture privée, qui se sont bien déroulées. Il faudra observer si cette tendance à cibler les « étrangers » se généralise à d'autres régions du Darfour.

Au Nord du Darfour, les risques semblent d'une autre nature toutes proportions gardées. Le CICR a pu, début octobre, envoyer une équipe chirurgicale « volante » à une soixantaine de kilomètres au nord de Kutum et prendre en charge sur quelques jours une soixantaine de blessés de toutes origines (soldats gouvernementaux, rebelles, civils). La zone reste néanmoins très difficile d'accès en raison des combats entre forces gouvernementales et les rebelles, obligeant le CICR, quand c'est possible, à des « notifications aux parties identifiées », ce qui semble parfois possible pour cette action *life saving* qui, pour le CICR, est la seule à justifier cette prise de risque. Car là aussi les acteurs militaires sont multiples dans une région frontalière avec le Tchad, région sensible et dangereuse et lieu de tous les trafics. C'est pourquoi peu d'ONG envisagent d'y positionner des équipes permanentes.

Dans le Sud du Djebel Mara, la sécurité se détériore également et cette fois-ci en raison de la démultiplication des groupes dits « rebelles » ou « ex-rebelles » qui depuis les accords de paix signés le 5 mai dernier à Abuja s'affrontent, leurs dissensions dégénérant en conflit ouvert. L'insécurité est forte, les responsables militaires difficiles à identifier et multiples, les revirements d'alliance soudains et potentiellement meurtriers. Là encore, une équipe de MSF Hollande s'était retrouvée au milieu des combats et dans une situation difficile début octobre.

Enfin, le CICR a arrêté, fin septembre, toutes ses activités dans l'Est du Djebel Mara suite à l'exécution de l'un de ses chauffeurs après le vol par un commandant local, identifié entre temps, de plusieurs véhicules du CICR. Le groupe auquel ce commandant serait affilié a reconnu les faits et s'en est excusé publiquement. Reste « une absence de confiance » chez les différents interlocuteurs identifiés dans cette région, et aussi l'absence d'une situation humanitaire alarmante qui pourrait les amener à revoir leur décision : peu de mouvements de population, des distributions de nourriture suspendues mais qui ne répondaient à aucune situation de crise, des combats ponctuels et sporadiques.

La sécurité des équipes de secours est un réel enjeu pour poursuivre les opérations. Ce n'est pas nouveau mais cela devient plus aigu.
Si les humanitaires ne circulent plus par la route[4], ils ne sont pas néanmoins à l'abri d'irruption de violences dans les camps de déplacés ni de possibles attaques sur leur

compound comme cela s'est déjà produit dans le courant de l'été. Si les équipes se sentent en sécurité actuellement sur les sites où elles sont concentrées, faute de mouvement possible, il convient d'être extrêmement attentif à l'évolution de la situation.

Perspectives

Comment être optimiste dans de telles conditions ? La *crise* est grave et reste sans solutions simples qui puissent être administrées par la communauté internationale.
Les équipes humanitaires font un travail utile et important, et notre responsabilité est de continuer. Mais les risques et les difficultés sont nombreux et nous aurons à adapter nos opérations, notre présence et notre communication à l'évolution de l'environnement soudanais. Il va nous falloir beaucoup de pragmatisme et de constance. En engageant les tensions nécessaires avec les autorités à chaque fois que cela sera nécessaire, ou que nous serons victimes d'intimidations.
Il nous appartient aussi de ne pas contribuer à une dégradation supérieure de la situation, notamment en reprenant à notre compte un discours belliciste de circonstance, éloigné bien souvent de la réalité de la situation sur le terrain, et en contradiction avec nos engagements humanitaires. Sans quoi, il ne faudra pas s'étonner de devenir des *« cibles »* de la part des différents acteurs armés.
Maintenir le niveau requis de l'aide aux populations déplacées du Darfour est une nécessité vitale pour elles. Ce ne sera pas simple dans ce contexte. A nous d'essayer de le faire en nous démarquant des appels des uns et des autres.

[4] Les personnels des ONG utilisent les hélicoptères du Programme Alimentaire Mondial pour se déplacer dans le Darfour. Certaines, comme MSF, envisagent d'affréter leurs propres aéronefs. Mais utiliser un avion ou un hélicoptère n'est pas sans risques sur un tel théâtre de combats.

Révoltés et déterminés !

> Par Benoît Miribel
Directeur général d'Action contre la Faim

Ils étaient ingénieurs en eau et assainissement, spécialistes en agronomie, gestionnaires de projets ou chauffeurs et ont tous trouvé la mort ce matin du 4 août 2006 à Muttur. Quatre femmes et treize hommes, tamouls et musulmans, tous employés d'Action contre la Faim, certains depuis de nombreuses années, ont été assassinés de manière délibérée et de sang-froid. C'est un drame sans précédent pour une ONG humanitaire.

Face à la barbarie, nous sommes révoltés : ciblés en tant qu'acteur de la solidarité, dans un pays en proie à la violence et à l'injustice, ils ont payé de leur vie leur engagement humanitaire, laissant leurs proches dans la souffrance et la colère. Que s'est-il passé ? Qui a commis ce crime ? Pourquoi eux ? Toutes ces questions nous hantent et nous devons pour l'instant laisser les autorités sri-lankaises conduire leur travail d'enquête.

Les quelques éléments collectés jusqu'à présent par les autorités policières ne permettent pas de dégager une quelconque piste de responsabilité. Bien que l'ancien représentant du SLMM[1], Ulf Henricsson, a accusé les forces gouvernementales d'avoir commis cet assassinat, Colombo a fait le choix de discréditer ses déclarations plutôt que d'y répondre en s'appuyant sur des éléments concrets de réponse.
Bien que nous n'ayons que peu d'espoir sur l'issue de cette enquête (les cas similaires de violation des droits de l'Homme ne

[1] *Sri Lankan Monitoring Mission*, en charge du suivi de l'accord de cessez-le-feu.

font que très rarement l'objet d'un examen par une cour pénale au Sri Lanka), nous nous devons d'épuiser toutes les voies de recours internes, de façon à pouvoir nous tourner – en temps voulu – vers la justice internationale.

Pour que justice soit faite et que les principes humanitaires soient respectés

Conscients des responsabilités en jeu, nous avons décidé de rester au Sri Lanka. Ceci, à la fois pour être aux côtés des familles et de nos équipes sri lankaises, mais aussi pour suivre les procédures liées à l'enquête et répondre aux besoins humanitaires des populations déplacées par le conflit. Mais si nous maintenons notre présence, c'est au prix d'une forte réduction de nos programmes sur place, afin de limiter au maximum les risques liés à l'insécurité grandissante.

Face à la barbarie nous sommes révoltés et déterminés ! Déterminés à voir condamner les responsables de ce massacre et déterminés à nous battre pour un véritable respect des principes humanitaires. Car cet assassinat est symbolique de la dégradation de la situation au Sri Lanka : les populations civiles sont les premières victimes de ce conflit sanglant qui opposent les forces gouvernementales au groupe rebelle du LTTE[2]. Les organisations humanitaires qui tentent de leur porter secours travaillent dans un environnement de plus en plus hostile à leur action et l'accès aux populations civiles reste tributaire du bon vouloir de toutes les forces en présence. Malgré les pourparlers de paix qui se sont tenus à Genève en octobre dernier, la solution politique se trouve dans l'impasse : plus de 500 000 personnes vivant dans la presqu'île de Jaffna sont soumises depuis trois mois à un blocus alimentaire en raison de l'échec récurrent des tentatives de dialogue entre les forces gouvernementales et les rebelles.

[2] *Liberation Tigers of Tamil Eelam*, le mouvement indépendantiste tamoul.

La communauté humanitaire internationale doit donc se mobiliser pour défendre les principes humanitaires car personne d'autre ne le fera aussi bien qu'elle. Cela amènera nécessairement à une reconsidération du droit humanitaire international et aux modalités de protection des travailleurs humanitaires : doit-on laisser impunis les crimes commis contre les humanitaires ? Ne peut-on pas envisager des modalités de sanction du droit humanitaire à l'échelle internationale ?

Se mobiliser et faire pression : les ONG s'unissent pour poursuivre leurs actions

Dans l'immédiat, les ONG humanitaires présentes au Sri Lanka se mobilisent pour diffuser un premier appel à la communauté internationale. Car depuis des mois (comme il vient d'être dit) l'accès aux populations est fortement entravé par les parties au conflit, en complète violation du droit international humanitaire. Les ONG ne sont pas autorisées à porter secours aux victimes du conflit et aujourd'hui, outre la situation à Jaffna, près de 200 000 déplacés ne reçoivent qu'une assistance sporadique et insuffisante. Vingt-huit organisations ont donc signé un communiqué[3] commun demandant d'abord au gouvernement sri-lankais de tout mettre en œuvre pour que le crime de guerre de Muttur ne reste pas impuni et ceci en collaboration étroite avec des experts internationaux reconnus, afin d'identifier et de déférer en justice les responsables du massacre des 17 travailleurs humanitaires d'ACF. Elles appellent également les parties au conflit à respecter le droit international humanitaire et les principes humanitaires, notamment pour permettre et faciliter l'accès à toutes les victimes et pour épargner les populations civiles. Enfin, elles demandent aux gouvernements et aux Nations unies d'user de tous les moyens de pression diplomatiques possibles sur les parties en présence pour exiger d'elles ce respect.

Reconnues pour leur réactivité d'intervention sur le terrain, les ONG humanitaires telles qu'ACF agissent essentiellement sur les conséquences de l'inaction (quelles qu'en soient les raisons) d'un gouvernement vis-à-vis de ses populations vulnérables. C'est dans ce type de contexte, où la dimension politique est un enjeu essentiel, que la fonction de plaidoyer prend toute son importance. Pour ACF, face au drame de Muttur, il s'agit de fédérer autour de nous tous ceux qui partagent les mêmes convictions et de contribuer à faire pression sur le politique, à partir des réalités humanitaires observées sur le terrain. Le plaidoyer doit intervenir pour les bénéfices des populations victimes et en faveur des travailleurs humanitaires de plus en plus pris pour cible sur le terrain.

Les ONG vont devoir se donner les moyens nécessaires pour défendre les principes humanitaires qui fondent leurs actions. Elles devront être unies dans ce combat pour faire face à tous ceux qui pourraient se satisfaire de nous voir reculer sur de nombreux terrains en conflits. Action contre la Faim se propose de continuer à faire un suivi de l'évolution de la situation au Sri Lanka et à le communiquer dans ces colonnes.

[3] Signé le 6 octobre 2006 par Action contre la Faim – International, Acted, Architectes de l'urgence, Aide Médicale Internationale Foundation, Cooperazione e Sviluppo (CESVI), Comitato Internazionale per lo Sviluppo dei Popoli (CISP), Concern, DanChurchAid, Diakonie Emergency Aid, FinnChurchAid, German Agro Action, Health Unlimited, Ingenieros Sin Fronteras, Islamic Relief, Johanniter International Assistance, Lutheran World Federation - World Service, Médecins du Monde, Médecins Sans Frontières, Mensajeros de la Paz, Mission East, Muslim Aid, Plan – UK, PMU InterLife, Première Urgence, Solidarités, Solidaridad Internacional, Tearfund, World Vision.

Lire

Dans ce numéro :

> Chico Whitaker, Changer le monde, [nouveau] mode d'emploi, Éditions de l'Atelier, septembre 2006.

> Altermondialistes, Chronique d'une révolution en marche, Photos Hervé Lequeux et Alexandre Girod, Textes Loïc Abrassart et Cédric Durand, Éditions Alternatives, 2006.

> Henri Rouillé d'Orfeuil, La diplomatie non gouvernementale, Les ONG peuvent-elles changer le monde ?, Les Éditions de l'Atelier, Collection Enjeux Planète, 2006.

> Sébastien Boyé, Jérémy Hajdenberg, Christine Poursat, Le guide de la microfinance – Microcrédit et épargne pour le développement, Éditions d'organisation – Eyrolles, 2006.

> Chantal Mannoni, Frédéric Jacquet, Carlos Wandscheer, Pierre Pluye, Manuel de planification des programmes de santé, Médecins du Monde, Éditions ENSP, 2006.

> Jean-Paul Marthoz, Et maintenant le monde en bref. Les médias et le nouveau désordre mondial, préface de Bernard Kapp, GRIP et Editions Complexe, 2006.

> Georges Courade (dir.), L'Afrique des idées reçues, Éditions Belin, Coll. « Mappemonde », 2006.

> Mode d'emploi pour changer le monde

Dans son dernier livre, Chico Whitaker, cofondateur du Forum social mondial à Porto Alegre, et ancien secrétaire exécutif de la commission Justice et Paix de l'épiscopat brésilien, livre son diagnostic sur l'essoufflement de l'altermondialisme et ses projets pour « changer le monde ».

D'après lui, le FSM n'est pas un nouveau mouvement « et encore moins un mouvement de mouvements ». Il se veut une méthodologie, « pour changer le monde » à commencer par soi-même. Le FSM « représente une nouvelle manière de mettre en œuvre les actions réformatrices de manière horizontale et en réseau ». La charte des Principes du FSM est le document de base de cette méthodologie, de ce travail en réseau. Mais, nous explique Chico Whitaker, « cette méthode […] n'est pas toujours comprise et acceptée. ». A travers son histoire du FSM, l'auteur nous fait vivre les réussites et les échecs des forums. Et dans le monde des humanitaires, où en est le travail en réseau ? Quelle charte des principes guide les ONG dans leurs actions communes ? Et où va l'altermondialisme ? Après avoir proclamé la nécessité d'un ordre planétaire qui ne soit pas dominé par l'intérêt financier, le mouvement est à la recherche d'un nouveau souffle. La crise traversée par la branche française de l'association Attac le confirme. La contestation des logiques néo libérales n'était-elle qu'un feu de paille éphémère butant sur la force d'un capitalisme capable de digérer toutes ces contestations, même les plus radicales ?

Cofondateur du FSM qui prit naissance en 2001 à Porto Alegre au Brésil, Chico livre ici son diagnostic et son projet. L'altermondialisme n'a pas d'avenir s'il reste prisonnier des vieux réflexes politiques du XX^{e} siècle : avant-garde éclairant le peuple, rôle dirigeant du parti, programme unique de revendications et de directives à appliquer par tous. En utilisant ces vieilles recettes, les partisans d'une alternative à la mondialisation se condamnent à l'échec. A l'inverse, Chico nous présente le nouveau mode d'emploi pour changer le monde par les forums sociaux mondiaux. Tout en renforçant l'espace où se rencontrent ceux qui, dans leur diversité, font déjà l'expérience de changer le monde, il repousse l'idée de transformer les forums en une nouvelle internationale. Loin d'un grand soir qui révolutionnerait la planète d'en haut, l'espérance de Chico repose sur la mise en réseau de tous ceux qui, dans leur pratique, privilégient l'humain par rapport au profit financier en combinant changement social et changement personnel.

A partir de la présentation éditeur

> Chico Whitaker, *Changer le monde, [nouveau] mode d'emploi*, Éditions de l'Atelier, septembre 2006, 256 pages. Cet ouvrage, paru au Brésil en 2005, a également été publié en espagnol et en italien.

Lire

> Altermondialistes en mots et en photos

Les ouvrages sur les « alter » sont nombreux. Il est vrai que la galaxie (la nébuleuse ?) des altermondialistes est complexe et que ce mot recouvre de multiples réalités.

Cet ouvrage se distingue des autres en ce qu'il allie le texte à l'image ou plutôt l'image au texte. *Altermondialistes* est avant tout un album photos à la fois de la famille alter et aussi des grands événements qui depuis une dizaine d'années balisent son chemin. De Seattle à Porto-Alegre, en passant par Gênes, Evian ou plus récemment Athènes, l'ouvrage nous plonge au cœur des grands moments qui façonnent l'actualité de la mondialisation, modifient sa route voire même lui donnent un coup d'arrêt.

Le texte qui accompagne les photos n'est pas un simple commentaire de celles-ci mais bien une véritable étude historique et une réflexion politique. Chacun des modes photographiques et écrits se soutiennent et se renforcent. Au total, un excellent ouvrage à lire et regarder.

François Rubio
Membre du Comité de rédaction
de la revue *Humanitaire*

> Altermondialistes, Chronique d'une révolution en marche, Photos Hervé Lequeux et Alexandre Girod, Textes Loïc Abrassart et Cédric Durand, Éditions Alternatives, 2006. Voir également une photo de Hervé Lequeux extraite du livre à la fin de ce numéro.

Lire

> Les ONG diplomates ?

Voici un livre important et qui fera date. A la fois par la double ambition dont il est porteur et les approbations comme les controverses qu'il ne manquera pas de susciter. Qu'il suscite déjà d'ailleurs dans le milieu non gouvernemental, et surtout gouvernemental, particulièrement français.

Cette aspiration duale s'exprime d'abord sur un plan théorique et intellectuel. Par son titre même qui, de façon provocante, affirme l'existence (ou à tout de moins la possibilité) d'une diplomatie qui ne relèverait pas de la sphère des seuls États. Or ces derniers, en théorie comme en pratique des relations internationales, sont normalement les seuls à pouvoir recourir à cet outil qu'est d'abord une diplomatie. Et ce depuis le XVII[e] siècle et le Traité de Westphalie qui mit fin à la Guerre de Trente Ans. On remarquera d'ailleurs que le point d'interrogation ne vient qu'après le sous-titre pour se demander si « les ONG peuvent changer le monde », et non pas pour s'interroger sur le fait de savoir s'il existe, ou non, une « diplomatie non gouvernementale ».

Mais l'ouvrage traduit aussi une autre visée, de façon souvent affirmée, mais parfois seulement entre les lignes. Il s'agit pour son auteur, en sa qualité de président de *Coordination Sud* (Solidarité, Urgence, Développement), d'expliciter et de justifier l'orientation et la démarche qu'il a souhaité imprimer à cette structure depuis qu'il en a pris la tête. Henri Rouillé d'Orfeuil, ingénieur agronome et économiste, fut dans les années 1980 un haut fonctionnaire du ministère français des Affaires étrangères, avant de travailler à la Banque mondiale. Puis, après être revenu à la recherche, il préside donc depuis 2001 cette structure centrale de coordination des ONG françaises de développement et humanitaires. Sous sa houlette, SUD est passée du statut de centre de ressources et de structure représentative de la communauté ONG, vis-à-vis des pouvoirs publics comme de l'opinion, à celui plus ample d'acteur collectif de la solidarité internationale prétendant à une diplomatie « participative » (p. 99). L'ouvrage se veut donc également le reflet de cette progressive construction, et de l'exposé des objectifs qu'elle s'assigne.

Bien que son format soit assez court, sa densité n'en facilite pas l'analyse critique. La variété des thématiques qu'il aborde

appellerait de nombreux développements et commentaires. D'autant que, visiblement, il s'adresse à plusieurs groupes distincts de lecteurs. Il est possible d'en repérer au moins trois. Celui d'abord du citoyen sensible aux causes défendues par certaines ONG, et qui leur témoigne sympathie et soutien, mais sans bien maîtriser des problématiques complexes, comme la mondialisation, l'état présent des relations internationales, ou le caractère composite que recouvre le terme, trop générique, d'« ONG ». Une seconde catégorie de lecteurs comprend bénévoles et sympathisants du milieu associatif de la solidarité internationale. Ceux-là, même s'ils disposent de plus d'informations, ne comprennent pas toujours très bien pourquoi tel ou tel collectif d'organisations et SUD elle-même participent aux Forums sociaux mondiaux, comme ceux de Porto Alegre au Brésil ou de Mumbaï (Bombay) en Inde. Enfin, il s'agit d'une défense et illustration auprès des responsables ONG et des décideurs publics, français et européens de la stratégie suivie par le président de Coordination Sud et validée par son conseil d'administration.

Ces différents « cœurs de cibles » se retrouvent et influent sur la construction formelle du livre. Dans une première partie qui va de l'introduction au chapitre trois inclus, la démarche de l'auteur est essentiellement pédagogique. Elle vise à expliquer au lecteur le sens de certains mots, comme celui de « mondialisation » (chapitre 2), à présenter « les différentes familles de négociation internationale » (chapitre 3) et à exposer le souci de l'auteur « de revisiter les fondements de la démocratie et du développement économique et d'apprécier les conditions dans lesquelles celle-là et celui-ci pourraient permettre de produire à la fois de la croissance économique, du progrès social et du progrès environnemental » (p. 44-45). Il s'agit aussi de répondre simplement à quelques questions clés que peut se poser un lecteur guère informé des réalités internationales – et il en existe beaucoup ! – même si elles feront évidemment sourire, de par leur formulation, les autres publics-cibles : « Existe-t-il un pouvoir législatif international ? » (p. 46) ou encore « Existe-t-il un pouvoir exécutif international ? » (p. 51).

Si le chapitre 4 est intitulé « Les objectifs de l'action non gouvernementale » (p. 91), et sert donc de transition, ce n'est

vraiment qu'avec le suivant, dont l'intitulé est d'ailleurs tout un programme (« Les ONG et la gouvernance mondiale ») que l'on entre véritablement dans le cœur du sujet.

Certains reprocheront à Rouillé d'Orfeuil cette construction très didactique. Mais force leur sera de reconnaître que l'essayiste ne se départit jamais d'un souci de cohérence interne forte. La démonstration est solidement charpentée. D'abord avec l'usage d'une grille de lecture appliquée à l'ensemble des acteurs concernés et qui pour chacun d'entre eux pose des questions-types, comme celle de la légitimité dont « *les ONG peuvent se prévaloir* » (p. 127), ensuite de leur degré de représentativité (p. 135) et enfin de leur niveau d'indépendance (p. 136). A partir de là, l'auteur propose (dans ce même chapitre 5) de passer en revue ce qu'il désigne comme des « Acteurs Collectifs Internationaux » (ACI). Il en identifie cinq grandes familles.

La première est composée de ce qu'il appelle les Organisations Internationales Non Gouvernementales (OING[1]) et qui, pour lui, sont des associations originairement créées sur une base nationale et qui se sont internationalisées, puis transnationalisées. Il s'agit par exemple d'Oxfam, de Médecins Sans Frontières, d'Amnesty International ou encore de Greenpeace.

La deuxième est constituée par les mouvements fédératifs d'ONG appartenant à une même obédience. Il s'agit avant tout d'organisations confessionnelles qui se retrouvent dans une structure rassemblant pays par pays des associations de même nature. L'exemple emblématique en est Caritas Internationalis. Elle rassemble les Caritas de divers pays, par exemple Le Secours Catholique pour la France. Une autre, moins connue mais pourtant influente, est la CIDSE (Coopération Internationale pour le Développement et la Solidarité) qui fédère au niveau européen les organisations catholiques de solidarité internationale. Le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) en est le membre français.

Les fédérations nationales d'ONG regroupées en coalitions forment la troisième famille. C'est précisément le cas de SUD qui elle-

[1] Que nous préférons désigner pour notre part sous la dénomination d' « ONG transnationales ».

même participe, au niveau européen, à CONCORD, la coalition de fédérations nationales d'ONG des pays de l'Union européenne (p. 153). Mais SUD a aussi établi des liens forts de coopération avec son *alter ego* brésilienne (ABONG), ainsi qu'avec les plus importantes fédérations d'ONG indienne (VANI), ou encore sénégalaise (CONGAD). Un quatrième acteur regroupe les coalitions thématiques internationales, telle celle créée à la fin du XX^{e} siècle en vue de l'institution d'une Cour pénale internationale, et qui continue aujourd'hui d'agir pour appuyer son début d'action. Enfin, le cinquième et dernier type est représenté par des réseaux internationaux de personnalités, par exemple des vedettes de la chanson ou des médias tel Bob Geldof (p. 162).

On aurait aimé cependant que l'auteur approfondisse et développe plus finement ensuite les analyses assez descriptives de ce chapitre, de même que s'agissant des thèmes qu'il évoque dans le sixième et dernier chapitre. Il s'essaye en effet, pour en revenir au titre même de l'essai, à définir ce que pourraient être les « fondements d'une diplomatie non gouvernementale » (p. 169). Ainsi, expose-t-il, à juste raison, que les positions et propositions des ONG « doivent être métabolisables par les appareils diplomatiques étatiques » (p. 180). Mais sans suffisamment insister à notre avis. En outre réduire celles de ces ONG qui ne souhaitent pas cette « métabolisation à des émetteurs "d'utopiques idées" » ou « à des idées qui parent naturellement les processus diplomatiques et qui sont appropriables par le premier diplomate venu » semble relativement court. Même si le terme est séduisant, l'originalité et le contenu de ce que pourrait constituer cette « diplomatie participative » que l'auteur appelle de ses vœux est insuffisamment explicitée à notre sens. Le lecteur reste ici quelque peu sur sa faim.

On peut aussi faire valoir à Henri Rouillé d'Orfeuil une autre objection. Même s'il prend grand soin d'expliquer qu'il n'est pas là pour distribuer de bons ou de mauvais points (p. 163), l'empathie dont il fait preuve pour les coalitions internationales d'ONG résonne sans doute d'un plaidoyer *pro domo*. C'est la loi du genre, certes, mais dans le même temps, elle l'amène à des appréciations trop sommaires sur les ONG transnationales (celles qu'il appelle OING). S'il les reconnaît comme légitimes et indépendantes, sa critique

quant à leur déficit de représentativité n'est guère convaincante. Ou en tout cas, elle l'est de moins en moins aujourd'hui. Elle repose notamment sur le fait que, leurs actions concernant en premier chef des pays du Sud, leur « *gouvernance* » resterait « *attachée à leurs régions d'origines, voire à leurs pays* » (p. 148). Or, indépendamment même de toute discussion sur la pertinence du critère, de plus en plus de ces ONG transnationales s'efforcent justement de s'ouvrir et de promouvoir des personnels originaires du Sud. Le mouvement international de Médecins Sans Frontières est ainsi actuellement engagé fortement (à l'initiative notamment de sa section française) dans une nouvelle phase de sa construction interne qui abolirait (entre autres) la distinction traditionnelle entre personnel dit « national » et personnel « expatrié ». Bien d'autres exemples assez remarquables pourraient encore être cités pour relativiser ici l'argumentation de l'auteur. Tel celui de la secrétaire générale actuelle d'Amnesty International, Irène Khan, originaire d'un pays du Sud (Bangladesh) et ayant elle-même succédé à un ressortissant sénégalais, Pierre Sané.

Enfin, tout en créditant Rouillé d'Orfeuil d'un sens très subtil de la nuance et d'un art poussé du compromis sa volonté, incontestable de lier la solidarité internationale à l'altermondialisme ressort assez clairement du cheminement de sa pensée. Cependant, cette idée n'est pas unanimement partagée dans le milieu ONG, en France comme ailleurs. Loin de là. Si un certain nombre d'associations estiment avoir effectivement leur place dans les nébuleuses altermondialistes, d'autres protestent vigoureusement qu'elles ne sont en rien précisément des organisations altermondialistes... Ces débats réels traversent les communautés d'ONG et prennent peut être encore plus d'acuité en France qu'ailleurs, l'altermondialisme y étant fortement implanté.

Reste que s'il constitue le sujet central du livre, le concept de diplomatie non gouvernementale articulé selon l'auteur autour de trois grands courants l'environnement mondial, les drames sociaux et la négation de droits humains et la réforme des institutions internationales (p. 187, 190 et 195), ne rencontrera pas non plus l'adhésion générale. Certains en répudieront l'idée même, en prônant une autre conception de la diplomatie non gouvernementale ou en préférant à des alternatives à l'actuelle

gouvernance mondiale des réponses concrètes de la part des appareils d'État et intergouvernementaux pour appuyer l'action opérationnelle d'ONG face à des situations dramatiques (Darfour, Niger, Corne de l'Afrique, Proche-Orient...) ou leurs plaidoyers sur certains thèmes comme l'accès aux médicaments essentiels ou les sous-munitions…

Mais ces quelques observations montrent précisément l'actualité et la richesse qu'apporte à la confrontation d'idées et à l'action concrète des ONG, la thèse soutenue par l'auteur. Ce livre provoque/provoquera, dérange/dérangera, suscite/suscitera adhésion ou rejet... Mais c'est justement ce qui fait son intérêt majeur.

Il faut donc fortement inciter les lecteurs de la Revue à se le procurer à leur tour, à le lire sans tarder, et ainsi à participer à ce grand débat qui ne saurait laisser indifférent la communauté des ONG et tout citoyen intéressé.

Philippe Ryfman
Professeur et chercheur associé
Université Paris I Panthéon-Sorbonne

> Henri Rouillé d'Orfeuil, *La diplomatie non gouvernementale, Les ONG peuvent-elles changer le monde ?*, Les Éditions de l'Atelier, Collection Enjeux Planète, 2006, 204 pages. A noter que ce livre est publié dans le cadre du programme « Le livre équitable » soutenu par l'Alliance des Éditeurs indépendants. Voir *Humanitaire,* n°9, p. 137.

Lire

> La microfinance : état des lieux

Aujourd'hui, plus de 92 millions de personnes dans le monde bénéficient de services de microfinance. Pour ces familles et ces très petites entreprises, exclues des banques classiques, pouvoir épargner ou emprunter, c'est avoir les moyens de développer des activités autonomes et d'échapper à la pauvreté. Depuis plus de trente ans, de nombreuses organisations ont été créées pour offrir ces services. Ces « institutions de microfinance ont prouvé qu'elles pouvaient à la fois être rentables et avoir un impact réel sur le niveau de pauvreté de leurs clients.
Destiné aux professionnels de la coopération internationale, aux chercheurs, aux étudiants et à tous ceux qui s'intéressent aux enjeux du développement, cet ouvrage dresse un état des lieux de la microfinance dans les pays en développement.
Écrit par trois praticiens de la microfinance, ce livre est à la fois une synthèse des grands enjeux actuels et un exposé des méthodes utilisées par les différents acteurs, des plus proches du terrain aux plus institutionnels. C'est un guide facile à consulter, qui s'appuie sur les expériences de plus de cent acteurs de la microfinance dans le monde.

Présentation de l'éditeur

> Sébastien Boyé, Jérémy Hajdenberg, Christine Poursat, *Le guide de la microfinance – Microcrédit et épargne pour le développement*, Éditions d'organisation – Eyrolles, 2006.

Lire

> Améliorer la qualité des programmes

Cet ouvrage, rédigé à quatre plumes, a en fait de nombreux contributeurs, puisqu'il capitalise un travail sur l'écriture et l'évaluation des Programmes de Médecins du Monde initié il y a une dizaine d'années, notamment en partenariat avec l'École de santé publique de Nancy. Le plan de l'ouvrage suit le cycle de projet : une première partie décrit le « diagnostic de santé d'une population », contexte, problèmes collectifs de santé, besoins en matière d'intervention ; une deuxième partie aborde la « programmation » (conception) : construction d'objectifs, description des activités et ressources ; l' « implantation » (mise en œuvre) décrit le suivi et l'évaluation du programme ; une dernière partie traite de l' « *exit* stratégie », pérennisation ou retrait. Enfin, des annexes importantes (plus de cent pages) et très intéressantes proposent une initiation à différents sujets essentiels pour une bonne mise en œuvre des programmes : la santé communautaire, le recueil et le traitement des informations, les apports de l'anthropologie médicale dans l'analyse du contexte, la question du partenariat, etc.

L'objectif affiché de cet ouvrage est d'améliorer la qualité des programmes de Médecins du Monde, en proposant les connaissances et les principes élémentaires à leur conduite, afin « de nous doter d'un lexique commun ». Cette ambition est à la fois élémentaire, fondamentale, et pourtant rarement réalisée. Confucius était le conseiller d'un puissant Seigneur, qui vint un jour le trouver : « Le Seigneur voisin m'annonce qu'il va me déclarer la guerre… Dis-moi, que dois je faire ? ». Confucius répondit : « Seigneur, faites écrire un dictionnaire ».

Il faut saluer et recommander vivement cet ouvrage, pour ses nombreuses qualités : il est bien écrit, bien présenté, rigoureux, et agréable à lire ; la pédagogie est claire, progressive, jamais fastidieuse, s'appuie sur une longue expérience, et aussi sur trois exemples fictifs servant à illustrer la méthode et réapparaissant à chaque chapitre. Les difficultés de mise en œuvre, les pièges, sont évoqués avec la modestie née de l'expérience. Les notions de santé publique, de santé communautaire, de participation, d'attention à la culture de l'autre, prennent ici du sens pour les volontaires débutants, ancrés dans une pratique clinique souvent déconnectée de ces notions… et donc à grand risque

d'irrespect et d'inefficacité : les auteurs évoquent avec lucidité « l'ethnocentrisme qui nous caractérise tous, et le manque de savoir-faire… ».

On peut cependant émettre quelques regrets. La question de l'économie des programmes de santé est à peine abordée, en une seule page ; ceux ci reposent en effet essentiellement sur des conceptions occidentales de l'offre de santé, et sont donc coûteux (personnel qualifié, structures, équipements, consommables…) : la question du prix à payer, ou non, par l'usager ou la collectivité, selon le contexte, et selon quelles modalités, aurait méritée d'être exposée et débattue. De même, la question des partenariats et alliances est longuement exposée, mais sans mettre clairement en relief l'intérêt potentiel de travailler avec des acteurs non professionnels de la santé (eau, habitat, sécurité alimentaire, éducation…), mais dont la compétence peut s'avérer précieuse pour conduire un programme de santé. Enfin, la question de la sécurité, ou de l'insécurité, liée au programme et au contexte, aurait mérité d'être approfondie, dans l'époque dangereuse que nous abordons…

Pour finir, une question : quels moyens, incitations, accompagnements, l'institution Médecins du Monde met-elle en œuvre, pour s'assurer que l'ensemble de ses personnels en lien plus ou moins direct avec la gestion du cycle de projet, prennent effectivement connaissance de ces « principes de base », et les métabolisent, pour en faire le meilleur usage possible ? Un de mes maîtres en médecine avait coutume de dire : « Tout a été écrit, mais tout n'a pas été lu… »

Hugues Maury (Groupe URD)

> Chantal Mannoni, Frédéric Jacquet, Carlos Wandscheer, Pierre Pluye, *Manuel de planification des programmes de santé, Médecins du Monde*, Éditions ENSP, 2006.

> En bref, dernières nouvelles du monde…

Journaliste lui-même, Jean-Paul Marthoz entreprend dans son dernier livre de décrire la « constellation médiatique mondiale » au moment même où elle est soumise à des mutations sans précédent.

Il y a la globalisation du monde qui rapproche les pays au point qu'il ne s'y passe guère d'événement « local » qui ne subisse l'impact de « l'international ». Il y a les nouvelles technologies de l'information qui permettent bien mieux qu'autrefois de voir et de savoir à chaque instant ce qui se passe au bout du monde. Il y a le déplacement de l'Axe du Bien et du Mal avec le remplacement des communistes par les terroristes islamiques. Il y a l'importance grandissante des considérations financières dans la gestion du journalisme et le règne de comptables avant tout soucieux de rentabilité, de réduction des coûts et de fusions de sociétés : on comptait en 1983 aux Etats-Unis cinquante groupes multimédias se partageant la plus grande partie de l'audience ; il n'en reste plus que cinq en 2006. Et aujourd'hui, mieux que jamais, on a pris conscience que le journaliste n'est pas seulement un témoin mais un acteur de l'histoire, que l'information est la valeur reine dont dépendent toutes les autres, pouvoir, richesse et gloire. N'y a-t-il pas déjà, en France et aux Etats-Unis, plus d'attachés de presse que de journalistes…

L'auteur énumère les failles d'un journalisme où l'autocensure fait plus de dégâts que la censure, où le renom de l'entreprise, la sauvegarde du pouvoir politique auquel elle est adossée, l'intérêt des annonceurs qui la financent se conjuguent pour bâillonner l'informateur et le cantonner à la pensée unique du règne de l'argent. Il évoque aussi les dictatures qui corrompent, emprisonnent ou tuent. Mais il propose tout autant de raisons d'espérer : le courage de nombreux journalistes en lutte contre les pouvoirs, le succès d'organes de presse qui perpétuent les meilleures traditions du métier, le pluralisme et la concurrence qui progressent grâce à la prolifération des vecteurs médiatiques, d'Al Jazirah à Internet, grâce aux séparatismes, aux réalignements régionaux, à toutes ces fractures qui caractérisent le monde « postglobal ».

Pour avoir collaboré avec *Human Rights Watch* et *Médias pour la démocratie en Afrique*, Jean-Paul Marthoz est attentif aux relations des organisations humanitaires avec les médias. Si, comme ce fut le cas pour le Darfour, elles ne parviennent pas à mobiliser les journalistes, devenus souvent trop méfiants pour avoir été échaudés par les exagérations du passé, les massacres continuent en toute impunité. Si elles obtiennent les images choc capables de susciter l'indignation, elles risquent de se heurter à l'apathie du public car « face à tant de violence et de misère, le réflexe est de fermer les yeux, de se replier sur son clocher ou sa tribu, de désespérer de comprendre ». L'auteur estime par ailleurs que la cause des droits de l'Homme et la morale de l'ingérence sont moins mobilisatrices que les clivages du passé qui opposaient les « républicains » aux « fascistes » ou les « impérialistes » aux « tiers-mondistes ». « Dépolitisé, dit-il, l'humanitaire n'émeut qu'un temps ».

Cet essai n'avance aucune idée sans l'appuyer d'exemples précis qui témoignent d'une érudition immense, aussi familière avec le monde asiatique qu'avec l'Amérique latine. C'est la richesse de son information qui fait le prix de ce livre touffu. Pour évoquer, par exemple le rôle de la presse en temps de guerre, il raconte une à une, et de ce seul point de vue, les conflits qui ont marqué notre époque depuis 1940 jusqu'à l'Irak en passant par le Vietnam, l'Algérie, le Golfe et bien d'autres. Et cette rétrospective passionnante débouche sur un constat réconfortant : « L'information menace moins les intérêts à long terme des démocraties que la désinformation gouvernementale. »

Jean Baisnée

> Jean-Paul Marthoz, *Et maintenant le monde en bref. Les médias et le nouveau désordre mondial*, préface de Bernard Kapp, GRIP et Editions Complexe, 2006.

Lire

> Renvoyer les idées reçues

« L'Afrique reçoit plus d'argent qu'elle n'en rembourse. Ce sont les Africains les plus pauvres qui migrent vers l'Europe. Le tribalisme explique tous les conflits. L'Afrique n'est pas prête pour la démocratie. La solidarité africaine relève de la générosité. Les Africains sont tous polygames. L'agriculture africaine est archaïque et figée. Les cultures de rente concurrencent les cultures vivrières. Les Africaines font trop d'enfants et sont soumises. L'économie informelle est la voie pour un développement à l'africaine. »

Qui n'a pas entendu ou lu ce florilège d'idées reçues sur l'Afrique subsaharienne ? Si elles cherchent à expliquer le « naufrage » du sous-continent, elles traduisent aussi souvent peurs, arrogance ou mépris et désespérance. Tout ceci débouche sur des visions de l'Afrique criminelle ou victime, exploitée ou suicidaire selon le type de responsabilités que l'on veut établir devant le tribunal de l'Histoire. En utilisant les savoirs acquis et en identifiant la part de vérité et d'erreur que les idées reçues peuvent receler, cet ouvrage, sans complaisance, mais avec lucidité, donne à voir une Afrique complexe et plurielle qui ne peut se réduire à des représentations schématiques.

Ce travail collectif [environ trente co-auteurs, *Ndlr*] élaboré à partir de réflexions souvent entendues dans le public, chez les experts ou hommes politiques (clichés, simplifications, remarques de sens commun, etc.), tente de faire la part du vrai et du faux, du simplifié et du déformé, d'apporter des réponses claires et succinctes sur les problèmes qu'affrontent l'Afrique et l'Europe dans nos rapports avec elle (dette, migrations, croissance démographique, statut de l'élevage, conflits religieux, genèse du sentiment ethnique, économie informelle ou devenir des jeunes, enclavement, contrôle social). Le traitement de ces cinquante « idées reçues » met à la portée d'un public associatif travaillant avec ce continent, d'étudiants et d'enseignants des disciplines de sciences humaines, sociales, et plus généralement d'un public cultivé, l'état d'une question. Pour poursuivre l'information, une bibliographie et des références sur Internet ont été proposées. Chaque idée a été prise en charge par une personne spécialisée qui a disposé de cinq pages environ pour dire ce qui peut justifier l'idée reçue ou en quoi elle doit être revue, nuancée, voire contestée. Ceci a obligé chacun à éviter au maximum toute « langue de bois ».

Présentation de l'éditeur

> Georges Courade (dir.), *L'Afrique des idées reçues*, Éditions Belin, Coll. « Mappemonde », 2006.

Bulletin d'abonnement

Tarifs d'abonnement (4 numéros) - *Subscription rates*
à retourner à Médecins du Monde 62, rue Marcadet 75018 Paris
Téléphone : 01 44 92 13 87 - Télécopie : 01 44 92 14 40
email : revue.humanitaire@medecinsdumonde.net

France		**Etranger**	
❒ Particuliers	27,44 €	❒ Particuliers	33,54 €
❒ Institutions	32,01 €	❒ Institutions	38,11 €
❒ Etudiants*	24,39 €	❒ Etudiants*	30,49 €

* *joindre la photocopie de la carte d'étudiant*

Prix de vente du numéro hors abonnement 9,15 €

Nom.....
Adresse.....
.....
Institution **(facultatif)**.....

❒ S'abonne à la revue Humanitaire (quatre numéros) à partir du N°.....
❒ Adresse ci-joint un chèque de..... € à l'ordre de Médecins du Monde
❒ Souhaite recevoir une facture / *Please bill me*

Date et signature

Je désire recevoir :

❒ **n°1** Faut-il normaliser l'aide humanitaire ? • Hiver 2000 – **EPUISE**

❒ **n°2** La protection des populations civiles • Printemps 2001

❒ **n°3** Violence et Humanitaire • Automne 2001

❒ **n°4** 27 décembre 1979 / 11 septembre 2001 : Afghanistan • Hiver 2001/2002

❒ **n°5** Pauvreté(s) en France • Printemps/été 2002

❒ **n°6** Le SIDA saisi par les ONG • Automne/hiver 2002

❒ **n°7** Le Quai d'Orsay et l'humanitaire • Printemps/été 2003

❒ **n°8** Guerre en Irak : au péril de l'ingérence humanitaire ? • Automne 2003

❒ **n°9** Derrière les crises oubliées, un monde fragmenté • Hiver 2004

❒ **n°10** Le génocide des Tutsis du Rwanda : une abjection pour l'Humanité, un échec pour les humanitaires • Printemps/été 2004

❒ **n°11** A l'est de l'Europe : populations vulnérables et société civile • Automne 2004

❒ **n°12** La question kurde et les humanitaires • Printemps 2005

❒ **n°13** L'humanitaire en catastrophe(s) • Hiver 2005

❒ **n°14** Logique d'urgence et pérennité • Printemps 2006

❒ **n°15** Humanitaire contre Alters ? • Automne/hiver 2006

Hors série

❒ **n°1** L'observatoire de l'accès aux soins de la Mission France à Médecins du Monde • Eté 2004 – **EPUISE**

❒ **n°2** Quelle santé pour les migrants en Europe ? • Eté 2005

❒ **n°3** Médias et plaidoyer : comment faire porter la voix des ONG ? • Eté 2006

Prix de vente au numéro : 9,15 €

Nom.....
Adresse.....
.....
Institution **(facultatif)**.....
Email.....

❒ Adresse ci-joint un chèque de ..... € à l'ordre de *Médecins du Monde*
❒ Souhaite recevoir une facture / *Please bill me*

Date et signature